COMMUNAUTE DE COMMUNES DES ALBERES, DE LA CÔTE VERMEILLE ET DE L'ILLIBERIS ◆ Siège : 3 Impasse de Charlemagne 66700 ARGELES-SUR-MER	CONSEIL COMMUNAUTAIRE Séance du : **17 JUILLET 2026**
PROCÈS VERBAL	

L'an deux mille vingt-six, le vendredi 17 juillet 2026 à 18 heures 30, les conseillers communautaires de la Communauté de Communes des Albères, de la Côte Vermeille et de l'Illibéris se sont réunis, sur la convocation qui leur a été adressée le 10 juillet 2026, en salle Albères, au siège Communautaire situé 3 impasse de Charlemagne à Argelès-sur-Mer (66700), sous la Présidence de Monsieur Grégory MARTY, Président.

Étaient présents :

Marc HUGONNET, Patricia NADAL, Philippe KERAUFFRET, Claudine JUSTAFRE, Sylviane CONCAS, Patrice AYBAR, Michelle MARCHAL, Aurélie MAILLOLS (à partir du point 7), Anne MORLANS, Marie ARIZA, Annie LAMARQUE, Steve FORTEL, Charlotte EL FARROUJI, Nicolas DOUMENC, Laetitia PORTALES, Martine CASAS-JOURDA, Roland CASTANIER, Gérard PUJOL, Martine NAUTE, Huguette PONS, Hervé VIGNERY, Pierre ORTAL, Danielle FIGUERES, Bruno GALAN, Françoise DARCHE, Sébastien GARRIGUE, Grégory MARTY, Dominique VILVET, Jean ASTIE, Samuel MOLI, Marie-Thérèse IMBARD, Gilbert CRITELLI, Jean-Claude ROYO, Nathalie REGOND PLANAS, Yves PORTEIX, Béatrice DELAUNAY, Yvette PERIOT, Christian NIFOSI, Véronique MONIER.

Étaient représentés

Julie SANZ donne pouvoir à Patricia NADAL, Didier LAFOND donne pouvoir à Nathalie REGOND PLANAS, Christian RAMOS donne pouvoir à Patrice AYBAR, Rémi RULL donne pouvoir à Aurélie MAILLOLS (à partir du point 7), Olivier CAPELL donne pouvoir à Bruno GALAN, Christian GRAU donne pouvoir à Marie ARIZA, Guy LLOBET donne pouvoir à Annie LAMARQUE, Claude BARCIA donne pouvoir à Steve FORTEL

Étaient absents/excusés :

Mathieu MARTEL, Olivier BATLLE, Aurélie MAILLOLS (du point 1 au point 6), Rémi RULL (du point 1 au point 6), Catherine JEAN BRUNEL.

Nombre de membres en exercice : 50

Nombre de membres présents :
- 38 (du point 1 au point 6)
- 39 (à partir du point 7)

Nombre de procurations :
7 (du point 1 au point 6)
8 (à partir du point 7)

Nombre de suffrages exprimés :

Secrétaire de Séance :

Pierre ORTAL

Accueil et mot de bienvenue : Monsieur Grégory MARTY

ALBÈRES
CÔTE VERMEILLE
ILLIBÉRIS
Communauté de Communes

ORDRE DU JOUR
CONSEIL COMMUNAUTAIRE
17 JUILLET 2026

1. Décisions prises par Monsieur le Président au titre des délégations de pouvoir reçues par délibération n°DL2026-0095 du 27 avril 2026 et compte-rendu des subventions obtenues

2. Désignation du secrétaire de séance

3. Approbation du Procès-Verbal de la séance du 15 juin 2026

4. Débat sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance

5. Elaboration du Contrat local de santé

6. Création d'une commission de délégation de service public (CDSP)

7. Création et composition du conseil de développement

8. Renouvellement du référent déontologue

9. Participation de la CC ACVI au programme « Fondation Action Data 2026 »

10. Approbation de la convention de partenariat entre la CC ACVI et les communes pour la mise à disposition d'une équipe de broyage

11. Approbation de la convention d'occupation du local technique du Pic Juan par l'Association ADRASEC66 pour l'installation d'un relais radio

12. Actualisation des tarifs au public de la piscine intercommunale AlberAquatic à compter du 1er septembre 2026

13. Piscine intercommunale AlberAquatic, commune d'Argelès-sur-Mer – Convention à passer avec le Comité Intercommunal des Œuvres Sociales de la Côte Vermeille et des Albères (CIOSCA) pour la prise en charge des cartes d'accès et/ou d'abonnements des agents adhérents au CIOSCA

14. Contrat de ville d'Elne : attribution de subventions suite à l'appel à projets 2026

15. Convention de partenariat à passer avec la Mission Locale Jeune 66

16. Conventions relatives à l'intervention de personnels du service jeunesse de la CC ACVI au Lycée Christian Bourquin à Argelès-sur-Mer et au Lycée Alfred Sauvy à Villelongue-dels-Monts

17. Conventions relatives à l'intervention de personnels du service jeunesse de la CC ACVI au collège Pierre MENDES France à Saint-André, le collège des Albères à Argelès-sur-Mer et le collège de la Côte Vermeille à Port-Vendres

18. Convention de mise à disposition de l'exposition mémorial itinérant du camp de Rivesaltes

19. Constitution d'un groupement de commande pour l'accès des communes de Banyuls-sur-Mer, Cerbère, Port-Vendres, Saint-André et Sorède au lot 2 - services voix et données mobiles Plus, de l'accord cadre proposé par la centrale d'achat RESAH

20. Mise à jour du tableau des effectifs au 18 juillet 2026

21. Mise à jour du RIFSEEP pour les fonctionnaires et agents de droit public

22. Mise à jour du RIFSEEP pour les salariés de droit privé

23. Compte Epargne Temps : indemnisation des jours épargnés

24. Comité Intercommunal des Œuvres Sociales de la Côte Vermeille et des Albères (CIOSCA) – Approbation de la convention d'objectifs relative au versement de la subvention au titre de l'année 2026

25. Mise à disposition individuelle d'un agent de la CC ACVI auprès de la commune d'Ortaffa

26. Appel au don suite aux incendies qui ont touché le Conflent et les Aspres

1. DL2026-0203 - Désignation du secrétaire de la séance du Conseil communautaire du 17 juillet 2026

Monsieur le Président expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-15 qui prévoit qu'au début de chacune de ses séances, le conseil communautaire nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplit les fonctions de secrétaire.

Monsieur le Président propose à l'assemblée de désigner M. Pierre ORTAL, conseiller communautaire de la commune d'Elne, en tant que secrétaire de séance.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve la désignation de M. Pierre ORTAL en tant que secrétaire de séance du Conseil communautaire du 17 juillet 2026.

Résultat du vote :
Pour : 45
Contre : 0
Abstention : 0

2. DL2026-0204 - Approbation du Procès-Verbal de la séance du 15 juin 2026

Monsieur le Président expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-15,

Considérant que le projet de Procès-verbal de la séance du 15 juin 2026 a préalablement été communiqué à l'ensemble des conseillers communautaires,

Monsieur le Président rappelle que l'assemblée est appelée à approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communautaire du lundi 15 juin 2026,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve le procès-verbal du Conseil communautaire du lundi 15 juin 2026 tel qu'annexé.

Résultat du vote :
Pour : 45
Contre : 0
Abstention : 0

3. DL2026-0205 - Débat sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance

Monsieur le Président expose :

Aux termes de l'article L.5211-11-2 du code général des collectivités territoriales, à l'issue de chaque renouvellement général des conseils municipaux, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre inscrit à l'ordre du jour de l'organe délibérant un débat et une délibération sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre les communes et l'établissement public.

Pour rappel, un pacte de gouvernance peut prévoir les conditions dans lesquelles :

- Les décisions du conseil dont les effets ne concernent qu'une commune ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal concerné ;
- Le bureau communautaire peut proposer de réunir la conférence des maires pour avis sur des sujets d'intérêt communautaire ;
- La communauté de communes peut, par convention, confier la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs de ses communes membres ;
- Le président peut déléguer au maire d'une commune membre l'engagement de certaines dépenses d'entretien courant d'infrastructures ou de bâtiments communautaires. Dans ce cas, le pacte fixe également les conditions dans lesquelles le maire dispose d'une autorité fonctionnelle sur les services de l'établissement public, dans le cadre d'une convention de mise à disposition de services ;

Le pacte de gouvernance peut également prévoir la création :

- De commissions spécialisées associant les maires. Dans ce cas, ce dernier détermine l'organisation, le fonctionnement ainsi que les missions de ces commissions spécialisées et fixe, le cas échéant, les modalités de fonctionnement des commissions ;
- De conférences territoriales des maires, selon des périmètres géographiques et des périmètres de compétences qu'il détermine. Dans ce cas, les modalités de fonctionnement des conférences territoriales des maires sont déterminées par le règlement intérieur de l'organe délibérant de l'établissement public ;

Enfin le pacte de gouvernance peut prévoir :

- Les orientations en matière de mutualisation de services entre les services de l'établissement public et ceux des communes membres afin d'assurer une meilleure organisation des services ;
- Ou encore, les objectifs à poursuivre en matière d'égale représentation des femmes et des hommes au sein des organes de gouvernance et des commissions de l'établissement public ;

Dès lors que l'élaboration d'un tel pacte est décidée, ce dernier doit être adopté dans un délai de neuf mois, après avis des conseils municipaux.

Au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire est invité à se prononcer.

Vu les discussions intervenues lors de la Conférence des Maires du 29 juin 2026,

Vu les discussions intervenues lors du Bureau communautaire du 06 juillet 2026,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Prend acte de la tenue d'un débat sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance,

Décide de ne pas créer de pacte de gouvernance entre la communauté de communes et ses communes membres,

Dit qu'ampliation de la présente délibération sera transmise aux quinze communes membres de l'EPCI,

Autorise le Président à signer toutes pièces relatives à ce dossier.

Résultat du vote :
Pour : 45
Contre : 0
Abstention :0

4. DL2026-0206 - Elaboration du Contrat local de santé

Monsieur le Président expose :

Issu de la Loi Hôpital Patients Santé Territoire, promulguée le 21 juillet 2009, le Contrat Local de Santé (CLS) est un outil de contractualisation entre l'Agence Régionale de Santé Occitanie et les EPCI destiné à réduire les inégalités territoriales et sociales de santé.
Le CLS a pour objectif d'identifier les problématiques de santé prioritaires sur un territoire et dynamiser la politique de santé au plus proche de la population. Il s'inscrit dans une approche globale de la santé portant sur la prévention et la promotion de la santé, l'accès aux soins, l'accompagnement médico-social, la santé mentale..., et favorise une mobilisation coordonnée des politiques publiques pour mettre en place des réponses et des parcours de santé adaptés aux besoins de la population locale.

Signé pour 5 ans entre l'ARS Occitanie, la CC ACVI et des partenaires institutionnels tels que les services de l'Etat, le Département, la Région, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM), la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), les Communautés Professionnelles Territoriales de Santé du territoire, les établissements de santé...., le CLS constitue un outil opérationnel visant à structurer une politique locale de santé, coordonner les initiatives existantes, améliorer l'accès aux soins et à la prévention et réduire les inégalités sociales et territoriales de santé.

Pour rappel, les objectifs des CLS d'Occitanie sont :

- **La prévention et promotion de la santé** (ex : améliorer le recours au dépistage)
- **L'accès aux soins** (ex : l'émergence d'une **Communauté Professionnelle Territoriale de Santé - CPTS**)
- **La santé environnementale** (ex : actions pour une alimentation durable)
- **La santé mentale** (ex : gouvernance pouvant être assurée par un Conseil local de santé mentale)

La première étape du CLS consiste en la réalisation d'un diagnostic partagé des problématiques du territoire et vise à déterminer les priorités d'actions stratégiques auxquelles le territoire souhaite répondre. Le CLS sera rédigé conjointement entre l'ARS, la communauté de communes et les acteurs institutionnels identifiés. Il précisera également les instances de gouvernance (comité de pilotage, groupes de travail...), la programmation des actions, ainsi que les modalités de suivi et d'évaluation.

Le pilotage et l'animation du CLS nécessitera le recrutement d'un(e) coordinateur ou coordinatrice du CLS. Ce poste sera cofinancé par l'ARS dans le limite d'un plafond de 30 000€/an.

Le Conseil communautaire,

Vu les statuts en vigueur de la communauté de communes et notamment, les actions projetées dans le domaine de la santé,

Vu le code de la Santé Publique et notamment ses articles L. 1434-2 et L. 1434-10,

Considérant l'intérêt pour la communauté de communes d'un outil opérationnel, prospectif et programmatique en matière de santé ;

Considérant l'intérêt pour les habitants que la communauté de communes des Albères, de la Cote-Vermeille et de l'Illibéris se saisisse des problématiques de santé sur le territoire,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve le lancement de l'élaboration du Contrat Local de Santé du territoire des Albères, de la Côte-Vermeille et de l'Illibéris,

Autorise le président à engager les démarches de contractualisation auprès de l'ARS Occitanie en vue de l'élaboration et la signature du Contrat Local de Santé des Albères, de la Cote-Vermeille et de l'Illibéris,

Autorise le président à signer avec l'ARS Occitanie la convention de financement pour le poste de coordinateur du Contrat Local de Santé.

Mme PONS souhaite connaître les conditions de recrutement de l'animateur du CLS.

Il est indiqué qu'il s'agira d'un agent à temps complet sur le grade des attachés territoriaux pour un contrat de projet sur une période de 5 ans. Ce poste bénéficiera d'un financement de l'ARS à hauteur d'environ 30 000 euros par an sur 5 années ainsi que d'une aide du département dont on ne connait pas encore le montant.
L'aide apportée par l'ARS représente environ 50% du salaire brut chargé annuel ; aussi, la CC ACVI, une fois l'aide du Département déduite, aura une partie du salaire à sa charge.

M. GALAN ajoute que le CLS va permettre d'élaborer des projets de santé sur le Territoire et d'aller vers une CPTS (une coopération territoriale de santé) afin d'organiser les soins autour de ce contrat. L'objectif étant de mobiliser les médecins qui exercent beaucoup en coopération.

Le Président indique que la santé aujourd'hui raisonne par bassin au même titre que l'intercommunalité.

M. CASTANIER souhaite savoir si nous avons des retours d'expériences d'autres territoires.
Il indique que nous connaissons aujourd'hui une crise fondamentale de l'occupation nationale des médecins, les politiques ont peu d'outils pour imposer aux médecins de s'installer dans les zones en déficits. Il faudrait un changement d'optique des politiques au niveau national mais également au niveau de l'ordre des médecins car les médecins s'installent dans les grandes villes essentiellement.

Le Président répond que nous avons des retours d'expérience d'autres EPCI qui ont fait des CLS avant nous, comme le Vallespir, le Haut-Vallespir et Pyrénées Cerdagne, pour lesquelles l'expérience a été concluante.
Il ajoute que l'ARS impose désormais aux médecins juniors de venir dans nos territoires pour se former.

Résultat du vote :
Pour : 45
Contre : 0
Abstention : 0

5. DL2026-0207 - Création d'une commission de délégation de service public (CDSP)

Monsieur le Président expose :

La commission de délégation de service public (CDSP), prévue à l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), a pour vocation d'analyser les dossiers de candidatures et de dresser la liste des candidates admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés et de leur aptitude a assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

La CDSP n'a aucun pouvoir de décision mais son avis est obligatoire et doit être préalablement demandé avant la conclusion de tout contrat de concession passé soit selon une procédure formalisée, soit selon une procédure simplifiée.

Aux termes de l'article L.1411-5 du CGCT, la commission de délégation de service public est composée par le Président de la Communauté de communes ou son représentant, ainsi que de cinq membres titulaires et cinq membres suppléants élus par le Conseil communautaire en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Lors du Bureau communautaire, a été proposée la liste de membres suivants :

- Titulaire : Pierre ORTAL — Suppléant : Gérard PUJOL
- Titulaire : Hervé VIGNERY — Suppléant : Christian GRAU
- Titulaire : Guy LLOBET — Suppléant : Christian NIFOSI
- Titulaire : Patrice AYBAR — Suppléant : Aurélie MAILLOLS
- Titulaire : Bruno GALAN — Suppléant : Steve FORTEL

Au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire est invité à se prononcer sur la composition de ladite commission telle que proposée ci-dessus.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2121-21, L.2121-22, L.5211-1 et L.5211-40-1,

Considérant qu'au regard des articles L.2121-22, L.5211-40-1, la composition des commissions doit « respecter le principe de Représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus et des représentants d'associations locales et usagers »,

Considérant qu'aux termes de l'article L.2121-21, les organes délibérants des EPCI peuvent décider, à l'unanimité de ses membres, de ne pas procéder au scrutin secret pour la nomination de leurs membres, sauf dispositions législatives ou règlementaires expressément contraires à ce mode de scrutin,

Considérant que la nomination de membres au sein de commissions internes ne relève pas de dispositions législatives ou règlementaires contraires s'opposant à un autre mode de scrutin,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Décide

De Recourir au scrutin de liste ordinaire pour désigner les membres appelés à siéger au sein de la Commission Départementale de Service Public,

D'Approuver la liste des membres de la Commission Départementale de Service Public (CDSP) telle que présentée ci-dessus,

D'Autoriser le Président à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Résultat du vote :
Pour : 45
Contre : 0
Abstention : 0

6. DL2026-0208 - Création et composition du conseil de développement

Monsieur le Président expose :

Le Conseil de Développement est une instance de démocratie participative créée par la Loi d'Orientation, d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (LOADT) du 25 juin 1999, dite loi Voynet. Cette loi préconisait alors la mise en place d'un conseil de développement, s'organisant librement, dans les agglomérations de plus de 50 000 habitants. Après diverses évolutions législatives, notamment portées par la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014, puis par la loi de Nouvelle Organisation Territoriale de la République du 07 août 2015, la loi engagement et proximité du 27 décembre 2019 est venue finalement stabiliser la mise en place des conseils de développement en fixant à 50 000 habitants le seuil, au-delà duquel, les établissements publics de coopération intercommunale ont désormais l'obligation de créer une telle instance.

Pour rappel, un conseil de développement est une instance consultative, un outil de concertation avec la société civile visant à renforcer l'exercice de la démocratie participative locale. Ce dernier interviendra auprès de la Communauté de communes, en émettant des avis dans l'intérêt général du territoire et de ses habitants.
En effet, aux termes de l'article L.5211-10-1 du Code Général des Collectivités Territoriales « *Le Conseil de Développement est consulté sur l'élaboration du projet de territoire, sur les documents de prospective et de planification résultant de ce projet, ainsi que sur la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du périmètre de l'établissement public de coopération intercommunal. Il est aussi consulté sur le projet de service express régional métropolitain lorsqu'il a été mis en place par un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre qui est autorité organisatrice de la mobilité dans son ressort territorial, lorsque son territoire est inclus en tout ou partie dans ce projet. Il peut donner son avis ou être consulté sur toute autre question relative à ce périmètre. Le Conseil de Développement établit un rapport d'activité, qui est*

examiné et débattu par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ».

Cette instance doit regrouper des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques, environnementaux et associatifs du périmètre communautaire. La composition du conseil de développement est déterminée par délibération du conseil communautaire, de telle sorte que l'écart entre le nombre d'hommes et de femmes ne soit pas supérieur à un et qu'elle soit le reflet de la population du territoire concerné, notamment dans ses différentes classes d'âge.

Il doit être précisé que les fonctions de membre ne sont pas rémunérées et que le conseil de développement s'organise librement, la communauté de communes devant veiller aux conditions de bon exercice de ses missions notamment par la mise à disposition d'un local…

Afin, que le Conseil de Développement puisse concilier propositions d'acteurs impliqués au sein des territoires de proximité et accompagnement des réflexions stratégiques émanant des élus communautaires, il a ainsi été décidé en Bureau communautaire, que chaque commune propose des membres qui pourront être appelés à y siéger.

Dès lors, afin que sa composition puisse être une représentation de la diversité de la société civile, mais aussi de citoyens volontaires et motivés ou de personnes qualifiées représentant le territoire, il est proposé de fixer à 30, le nombre de membres de cette assemblée, soit deux par commune.
Au terme de la concertation menée au sein des communes, la liste de candidats ci-annexée a pu être établie et sera complétée en séance du conseil communautaire par les communes .

Au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire est invité à se prononcer sur la création du Conseil de Développement et sa composition.

Vu l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCLAI/2025352-0001 en date du 18 décembre 2025 autorisant la modification des statuts de la communauté de communes, conformément à l'article L.5211-5-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-10-1 ;

Considérant que la communauté regroupe plus de 50 000 habitants ;

Considérant que le conseil de développement s'organise librement ;

Considérant que les conseillers communautaires ne peuvent être membres du Conseil de Développement

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Crée un conseil de développement pour la communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris ;

Porte à 30 le nombre de ses membres ;

Désigne les personnes suivantes pour la durée du mandat :

Communes	Nom	Prénom
ARGELES-SUR-MER	BATAILLON	Alice
	CARRERE	Roger
BAGES	STEFAN	Robert
	SALVADOR CASANOVA	Rosa
BANYULS-SUR-MER	FERRER	Hélène
	BECQUE	Pierre
CERBÈRE	BIRBA	Marcel
	ABDI	Bérangère
COLLIOURE	BRIQUEU	Thérèse
	LLOSE	Jean-Christophe
ELNE	ESCARO	Cécile
	ABELA	Geoffrey
LAROQUE DES ALBÈRES	CAMIADE	Martine
	MONTERO	Sylvain
MONTESQUIEU DES ALBÈRES	CHAMPETIER	Etienne
	LEHEU	Nathalie
ORTAFFA	CHAPRON	Claude
	REYNARD	Vincent
PALAU DEL VIDRE	GIL	Sébastien
	ANDREA	Marie
PORT VENDRES	NADAL	Lionel
	BERTRAND	Claire
SAINT ANDRÉ	VELACSO	André
	ROQUET	Pascaline
SAINT GÉNIS DES FONTAINES	GAYTON	Annick
	JACQUES	Gaël
SORÈDE	MARIE	Odile
	PONS	Hugo
VILLELONGUE DELS MONTS	CODONY	Serge
	BERNADAS	Priscilla

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

7. DL2026-0209 - Renouvellement du référent déontologue

Monsieur le Président expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1111-14, ainsi que les articles R. 1111-1- A et suivants,

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (article 218),

Vu le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local et notamment son article 1er dont les dispositions entrent en vigueur le 1er juin 2023,

Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,

Vu la délibération n°DL2023-0147 portant désignation d'un référent déontologue des élus de la CC ACVI,

Vu le Décret n° 2026-380 du 15 mai 2026 pris pour l'application des articles 3, 9 et 40 de la loi n° 2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local,

Considérant que tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local,

Considérant que le référent déontologue ou le collège de référents déontologue doit être désigné par délibération de l'organe délibérant de la communauté de communes ;

Considérant que les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences ; que le référent déontologue ne peut être choisi parmi les personnes exerçant au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées un mandat d'élu local, ou n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci ;

Considérant que par délibération n°2023-0147 en date du 26 juin 2023 M. Pierre BECQUE a été désigné en qualité de référent déontologue des élus, pour la durée du mandat 2020-2026 ;

Considérant, qu'aux termes de la délibération susvisée, il peut être procéder, dans les mêmes conditions, au renouvellement de ses missions ;

Au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire est invité à se prononcer.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1 : Renouvellement du référent déontologue

M. Pierre BECQUE est nommé en qualité de référent déontologue des élus, pour la durée du mandat 2026-2033. Au terme de cette durée, il pourra être procédé, dans les mêmes conditions, au renouvellement de ses missions.

A la demande du référent déontologue, il peut être mis fin à ses fonctions.

Article 2 : Modalités de saisine du référent

Le référent déontologue peut être saisi par tout élu local de la collectivité.
Le référent déontologue pourra être saisi directement par les élus, par voie écrite, de préférence par mail précisant dans son objet « Saisine du référent déontologue – Nom de la collectivité - Confidentiel ».

Toute demande fera l'objet d'un accusé de réception par le référent déontologue qui mentionnera la date de réception et rappellera le cadre réglementaire de la réponse.
Le référent étudiera les éléments transmis par l'élu, pourra demander des informations complémentaires (par écrit ou à l'oral) et pourra recevoir l'élu afin de préparer son conseil.

Article 3 : Modalités de délivrance du conseil

Le référent déontologue doit exercer sa mission en toute indépendance et impartialité. A cet égard, il ne peut recevoir d'injonctions extérieures.
Le référent communiquera l'avis à l'élu concerné dans un délai raisonnable et proportionné à la complexité de la demande, par écrit ou à l'oral, en fonction du souhait de l'élu concerné.
Les avis et conseils donnés par le référent déontologue demeurent consultatifs.

Article 4 : Rémunération du référent déontologue

Le référent déontologue sera rémunéré par une indemnité de vacation dont le montant est fixé par dossier traité, conformément à l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local.
Cette indemnité sera versée par la Communauté de communes selon des modalités à déterminer ultérieurement.
Des frais éventuels de transport et d'hébergement peuvent être pris en charge en cas de besoin dans les conditions applicables aux personnels de la fonction publique territoriale.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

8. DL2026-0210 - Participation de la CC ACVI au programme « Fondation Action Data 2026 »

Monsieur le Président expose :

La donnée constitue aujourd'hui un levier majeur d'amélioration de l'action publique, permettant de renforcer la connaissance des territoires, d'objectiver les décisions publiques et d'anticiper les évolutions économiques, sociales et environnementales.

La Communauté de communes Albères-Côte Vermeille-Illibéris a ainsi engagé un projet visant à fiabiliser, structurer et valoriser les données liées au développement économique. L'objectif est, à terme, de disposer d'un outil d'aide à la décision fiable et évolutif, au service des élus et des politiques communautaires.

Ce projet a été retenu parmi les dix projets sélectionnés au niveau national pour intégrer la promotion 2026 du programme « Formation-Action Data 2026 » porté par l'association Les Interconnectés, en partenariat avec la Banque des Territoires et Intercommunalités de France ;

Considérant que :

- ce programme permettra à la collectivité de bénéficier, sur une durée de six mois, d'un accompagnement méthodologique, d'une formation spécialisée et d'un mentorat individualisé, destinés à consolider le projet engagé et à renforcer les compétences internes en matière de gouvernance et d'exploitation des données ;
- la participation est entièrement financée par les partenaires du programme, représentant un accompagnement valorisé à hauteur de 5 000-€ par collectivité. Seuls les frais de déplacement et, le cas échéant, d'hébergement des représentants de la collectivité demeurent à la charge de cette dernière (un déplacement à Paris au démarrage et un à la clôture du programme) ;
- la réussite de cette démarche repose sur la mobilisation conjointe des services communautaires, notamment du service Développement Économique, du service Système d'Information Géographique (SIG) et de l'ensemble des services contributeurs à la production et à la valorisation des données.

Au vu de ce qui précède, il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver la participation au programme « Formation-Action Data 2026 » et d'autoriser le Président à signer la convention de participation ainsi que tout document afférent à son exécution.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve la participation de la Communauté de communes Albères-Côte Vermeille-Illibéris au programme national « Formation-Action Data 2026 »

Approuve les termes de la convention de participation annexée à la présente délibération

S'engage à mobiliser les moyens humains, techniques et organisationnels nécessaires à la bonne réalisation du projet présenté dans le cadre du programme.

Rappelle que la participation de la communauté de communes est entièrement gratuite ;

Autorise le Président à signer la convention de participation au programme « Formation-Action Data 2026 » avec l'association Les Interconnectés ainsi que tout document afférent à son exécution.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

9. DL2026-0211 - Approbation de la convention de partenariat entre la CC ACVI et les communes pour la mise à disposition d'une équipe de broyage

Monsieur le Président expose :

Dans le cadre de sa politique environnementale, la CC ACVI encourage la pratique du broyage de déchets verts afin de limiter les dépôts en déchetterie et de favoriser la valorisation locale des déchets verts.

Dans cette optique, la CC ACVI organisera chaque année des campagnes de promotion du jardinage au naturel et du broyage des végétaux sur les sites des communes engagées dans l'appel à projet Zéro PHYTO (Saint-André, Banyuls-sur-Mer, Port-Vendres, Montesquieu-des-Albères, Sorède, Palau-del-Vidre, Bages) et celles qui en font la demande.

A cet effet, un projet de convention fixant les modalités de mise en œuvre de la prestation, les engagements de chaque partie ainsi que les conditions financières est proposé.

Au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire est appelé d'une part à approuver le projet de convention telle qu'annexé à la présente délibération et, d'autre part, à autoriser Monsieur le Président à signer la convention qui sera établie par commune engagée dans la démarche.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve la convention de partenariat entre la CC ACVI et les communes engagées dans l'appel à projet Zéro PHYTO pour la mise à disposition d'une équipe de broyage, ainsi que pour celles qui en font la demande,

Précise que la convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1er juillet 2026, renouvelable tacitement deux fois par période d'un an,

Dit que l'indemnité de prestation journalière sera de 380-€ HT (trois cent quatre-vingt euros hors-taxes) payable par semestre,

Autorise Le Président à la signer ainsi que tous documents relatifs à son exécution.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

10. DL2026-0212 - Approbation de la convention d'occupation du local technique du Pic Juan par l'Association ADRASEC66 pour l'installation d'un relais radio

Monsieur le Président expose :

L'association ADRASEC 66 (Association Départementale des Radioamateurs au Service de la Sécurité Civile) sollicite la Communauté de Communes Albères-Côte Vermeille-Illibéris afin d'implanter un relais radio au sein du local technique communautaire situé au Pic Juan, sur la commune de Cerbère.

Cette installation s'inscrit dans le cadre des missions de sécurité civile assurées par l'association. Elle vise à renforcer et sécuriser les transmissions radio entre les secteurs de Cerbère et de Banyuls-sur-Mer, notamment sur la zone frontalière avec l'Espagne.

L'association a obtenu l'accord de la Préfecture des Pyrénées-Orientales en date du 5 juin 2025 ainsi que les autorisations nécessaires délivrées par l'Agence nationale des fréquences pour l'exploitation de ce relais radio.

Compte tenu de l'intérêt général présenté par cette installation et de son utilité dans le cadre des missions de sécurité civile, il est proposé au Conseil communautaire d'autoriser l'association ADRASEC 66 à occuper une partie du local technique communautaire situé au Pic Juan pour y installer et exploiter un relais radio.

Au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire sera appelé à se prononcer.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve la convention d'occupation du local technique communautaire de Pic Juan situé sur la commune de Cerbère par l'association ADRESEC66 pour l'implantation d'un relais radio,

Précise que la convention est conclue à titre gratuit pour une durée de 10 ans à compter du 1er juillet 2026 ;

Autorise Le Président à la signer ainsi que tous documents relatifs à son exécution.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

11. DL2026-0213 - Actualisation des tarifs au public de la piscine intercommunale AlberAquatic à compter du 1er septembre 2026

Monsieur le Président expose :

Depuis plusieurs années, le fonctionnement de la piscine génère un déficit structurel important. Les recettes issues des droits d'entrée et des abonnements ne permettent pas de couvrir les dépenses nécessaires à son exploitation.
Ajouté à ce contexte, une hausse importante des énergies (électricité, gaz) ces dernières années, impacte d'autant plus le déficit.

Dans ce contexte, la collectivité prend en charge une part importante du coût réel du service afin de garantir son accessibilité au plus grand nombre. Toutefois, afin d'assurer la pérennité de cet équipement tout en préservant les équilibres budgétaires de la collectivité, une évolution de la grille tarifaire apparaît aujourd'hui nécessaire. Les tarifs publics de la piscine datent de 2014 et n'ont pas été revus lors de la dernière délibération de 2021.

L'évolution tarifaire ne permettra pas à elle seule de couvrir l'ensemble des dépenses de fonctionnement. Elle constitue néanmoins une mesure de participation des usagers au coût réel du service public, tout en maintenant des tarifs qui demeurent accessibles et cohérents avec ceux pratiqués par les équipements comparables du territoire.

Au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire est appelé à valider les tarifs tels qu'indiqués dans l'annexe jointe, et ce à compter du 01er Septembre 2026.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Valide la grille des tarifs de la piscine intercommunale AlberAquatic telle que jointe en annexe et ce, à compter du 01er septembre 2026,

Dit qu'ampliation de cet acte sera notifié à M. le Comptable public d'Argelès-sur-mer,

Autorise le Président à signer toutes pièces relatives à la bonne exécution de ce dossier.

M. CASTANIER trouve que cette augmentation de 28% pour le public du territoire et de 22% pour les personnes en dehors du territoire est importante. Il reconnaît qu'on aurait dû augmenter au fil des années le tarif mais un rattrapage tel que celui-ci semble un peu lourd. Il souhaiterait savoir quel impact réel aura cette augmentation des abonnements sur le coût réel de fonctionnement de la piscine intercommunale.

Le Président indique que chaque année la piscine est déficitaire, aussi la CC ACVI doit combler ce déficit. Il précise que le service public ne doit pas raisonner économiquement, toutefois, il faut être raisonnable, compte tenu des augmentations générales notamment de l'énergie, on est obligé de s'adapter. Par ailleurs, on reste tout de même en dessous des prix pratiqués dans le reste du département.
Cette hausse des tarifs va nous permettre d'investir cet argent dans des opérations comme par exemple l'opération « argent de poche », qui a été mise en place cet été et qui a connu un grand succès auprès des jeunes de notre territoire.

Résultat du vote :
Pour : 46
Contre : 0
Abstention : 1 (M. Roland CASTANIER)

12. DL2026-0214 - Piscine intercommunale AlberAquatic, commune d'Argelès-sur-Mer – Convention à passer avec le Comité Intercommunal des Œuvres Sociales de la Côte Vermeille et des Albères (CIOSCA) pour la prise en charge des cartes d'accès et/ou d'abonnements des agents adhérents au CIOSCA

Monsieur le Président expose :

Le CIOSCA, dont le siège social est située Allée Ferdinand BUISSON 66700 Argelès-sur-Mer, souhaite proposer à ses membres une prise en charge financière pour l'accès à la piscine AlberAquatic, et à ce titre a sollicité la CC ACVI.

Aussi, afin de répondre à cette demande, une convention est proposée dont l'objet est de permettre au CIOSCA d'acquérir des cartes d'accès et/ou d'abonnements aux tarifs préférentiels réservés aux habitants du territoire.

Les cartes d'accès et/ou d'abonnements seront facturées directement au CIOSCA, offrant ainsi la possibilité à leurs membres d'une prise en charge financière par celui-ci.

Cette convention sera conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de sa signature.

Au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire est appelé d'une part à approuver la convention telle qu'annexée à la présente délibération et, d'autre part, à autoriser Monsieur le Président à la signer.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve la convention relative à la mise à disposition du CIOSCA de cartes d'accès et/ou d'abonnements à la piscine AlberAquatic aux tarifs préférentiels réservés aux habitants du territoire pour permettre à ses membres une prise en charge financière.

Précise que les cartes d'accès et/ou d'abonnements seront facturées directement au CIOSCA aux conditions tarifaires approuvées par délibération n°DL2026-0213 du 17 juillet 2026,

Dit que cette convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de sa signature,

Autorise, Monsieur le Président à signer ladite convention ainsi que toutes les pièces relatives à la bonne exécution de ce dossier.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention :0

13. DL2026-0215 - Contrat de ville d'Elne : attribution de subventions suite à l'appel à projets 2026

Monsieur le Président expose :

L'appel à projets « politique de la ville » permet à des porteurs de projets de solliciter des financements pour le développement et la mise en place d'actions à destination des quartiers prioritaires. La Communauté de communes, en qualité de cosignataire du Contrat de Ville, a été sollicitée au titre de l'appel à projets 2026.

Treize actions ont été retenues pour une attribution de subvention :

- **L'association les Petits débrouillards pour :**
  - **L'organisation d'ateliers « sciences amusantes à la médiathèque »** : ateliers scientifiques interactifs simples et ludiques.
  - **La mise en place de « semaines scientifiques dans mon quartier » :** réalisation durant les vacances scolaires d'un mini-stage scientifique.
- **La Ligue de l'enseignement - fédération départementale des P.O pour le projet « Des spectacles vivants pour grandir ensemble » :** programmation de spectacles pour les familles (4 spectacles) et les scolaires (tous les enfants de la maternelle au CM2).

- **L'association Médiance 66 pour la tenue de « permanences d'accès aux droits et aux services »** : trois permanences par semaine pour informer, accompagner, orienter, dans les démarches quotidiennes.

- **L'association Arbres et paysages 66 pour l'action « L'Ecole de l'Arbre, à la découverte de la vie secrète des arbres »** : plusieurs interventions à destination des enfants de grande section pour sensibiliser à l'utilité et à l'importance des arbres

- **L'association Lire et Faire lire 66 pour l'action « s'il te plaît...raconte-moi une histoire !»** : lectures par des bénévoles au sein des structures du quartier prioritaire.

- **L'association Les amusettes Club pour la mise en place de « Jeux en bois intergénérationnels et atelier de création d'un jeu inspiré du Monopoly » :** jeux en bois en accès libre avec à chaque fois un atelier de co-construction d'un jeu de société inspiré du Monopoly.

- **L'association Espace Parentalité 66 pour l'action « Parentalité et vivre ensemble » :** accompagnement des familles avec enfants et adolescents à besoins éducatifs particuliers via l'organisation d'ateliers pour les parents (mieux comprendre certains troubles) ainsi que pour les enfants et adolescents (favoriser le vivre ensemble et la compréhension de la différence).

- **Le Centre communal d'action sociale d'Elne pour :**
  - **L'organisation du « Goût des arts »** : ateliers tout au long de l'année en lien avec différentes formes d'arts: arts visuels (métiers d'art, photo, ...), arts urbains (hip hop, rap, ...).; arts en lien avec le Réseau d'Echanges Réciproques et de Savoirs (création de vêtements, lecture, ...)
  - **L'action « Ma ville de demain »**: accompagnement des jeunes membres du Conseil Consultatif de la Jeunesse (CCJ) de la mairie, dans le développement d'activités dont l'initiative est issue d'une démarche de participation de ces jeunes. Le conseil est également consulté lors d'initiatives communales.

- **Culture du Cœur 66 pour le projet « invite tes parents » :** sensibilisation au numérique et aux outils d'IA, via l'organisation de stages de théâtre pour les jeunes et de médiations pour les parents (sur la découverte de l'IA, son utilisation à l'école, la prévention des « fake news», la protection de la vie privée).

- **Comité Départemental du jeu d'échecs des Pyrénées Orientales pour l'action « Échiquier éducatif ELNE » :** Initiation au jeu d'échecs au sein des écoles primaires, du collège et pendant périscolaire, participation au Championnat de France des écoles et des collèges, création d'un grand tournoi d'échecs annuel sur la commune.

- **Low-Tech Lab 66 pour l'organisation d' « Ateliers précarité énergétique » :** ateliers de construction d'objets ou de systèmes pour lutter contre la précarité énergétique (réflecteurs de chaleurs, jaquettes de chauffe-eau, rideaux isolants, ..).

Porteur de projet	Projet	Montant de la :	
		Demande de subvention	Proposition d'attribution
LES PETITS DEBROUILLARDS	Sciences amusantes à la médiathèque	2 000€	2 000€
	Semaines scientifiques dans mon quartier	1 200€	1 100€
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT - FEDERATION DEPARTEMENTALE DES P. O	Des spectacles vivants pour grandir ensemble	3 150€	2 150€
MEDIANCE 66	Permanences d'accès aux droits et aux services	1 300€	1 300€
ARBRES ET PAYSAGES 66	L'Ecole de l'Arbre, à la découverte de la vie secrète des arbres	500€	500€
LIRE ET FAIRE LIRE 66	S'il te plaît...raconte-moi une histoire !	500€	500€
LES AMUSETTES CLUB	Jeux en bois intergénérationnels et atelier de création d'un jeu inspiré du Monopoly	450€	450€
ESPACE PARENTALITE 66	Parentalité et vivre ensemble	1 000€	1 000€
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE D'ELNE	Le Goût des arts	500€	500€
	Ma ville de demain	500€	500€
CULTURE DU CŒUR 66	Invite tes parents	2 000€	2 000€
COMITE DEPARTEMENTAL DU JEU D'ECHECS DES P.O	Échiquier éducatif ELNE	2 000€	2 000€
LOW-TECH LAB 66	Ateliers précarité énergétique	1 000€	1 000€
	TOTAL	16 100€	15 000€

Au vu de ce qui précède, le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur l'attribution des subventions allouées dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville d'Elne 2026.

Vu la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014,

Vu le décret n° 2023-1312 du 28 décembre 2023 modifiant le décret n° 2014-767 du 3 juillet 2014 relatif à la liste nationale des quartiers prioritaires de la politique de la ville et à ses modalités particulières de détermination dans les départements métropolitains,

Vu le Contrat cadre « engagements quartiers 2030 » de la ville d'Elne,

Considérant la note de cadrage de l'appel à projets 2026,

Considérant les dossiers reçus via la plateforme de dépôt mise en place auprès de la préfecture,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve, l'attribution des subventions allouées dans le cadre de l'appel à projets 2025 à :

- L'association les Petits débrouillards pour l'organisation des « ateliers scientifiques amusantes à la médiathèque » à hauteur de 2 000-€ (deux mille euros) et pour la

mise en place des « semaines scientifiques dans mon quartier » à hauteur de 1 100-€ (mille cent euros).

- La Ligue de l'enseignement - fédération départementale des P.O pour le projet « Des spectacles vivants pour grandir ensemble » à hauteur de 2 150-€ (deux mille cent cinquante euros).
- L'association Médiance 66 pour la tenue de « Permanences d'accès aux droits et aux services » à hauteur de 1 300-€ (mille trois cents euros).
- L'association Arbres et paysages 66 pour l'action « L'Ecole de l'Arbre, à la découverte de la vie secrète des arbres » à hauteur de 500-€ (cinq cents euros).
- L'association Lire et Faire lire 66 pour le projet « S'il te plaît...raconte-moi une histoire ! » à hauteur de 500-€ (cinq cents euros).
- L'association Les amusettes Club pour la mise en place de « Jeux en bois intergénérationnels et atelier de création d'un jeu inspiré du Monopoly » à hauteur de 450-€ (quatre cent cinquante euros).
- L'association Espace Parentalité 66 pour l'action « Parentalité et vivre ensemble » à hauteur de 1 000-€ (mille euros).
- Le Centre communal d'action sociale d'Elne pour l'organisation du « Goût des arts » à hauteur de 500-€ (cinq cents euros) et pour l'action « Ma ville de demain » à hauteur de 500-€ (cinq cents euros).
- Culture du Cœur 66 pour le projet « invite tes parents » à hauteur de 2 000-€ (deux mille euros).
- Comité Départemental du jeu d'échecs des Pyrénées Orientales pour l'action « Échiquier éducatif ELNE » à hauteur de 2 000-€ (deux mille euros).
- Low-Tech Lab 66 pour l'organisation d'« Ateliers précarité énergétique » à hauteur de 1 000-€ (mille euros).

Dit que les crédits nécessaires ont été prévus au budget de l'exercice,

Autorise Monsieur le Président à signer toutes pièces relatives à la bonne exécution de ce dossier.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

14. DL2026-0216 - Convention de partenariat à passer avec la Mission Locale Jeune 66

Monsieur le Président expose :

En 1996, la Préfecture des Pyrénées-Orientales et l'Association des Maires sont à l'initiative de la création de la Mission Locale d'Insertion Roussillon sur l'arrondissement de Perpignan, qui étend ses compétences en 1997, sur les bassins d'emploi de Céret et d'Argelès-sur-Mer.

La Mission Locale Jeunes des Pyrénées-Orientales est une structure associative de loi 1901 qui s'engage à accompagner et à soutenir les jeunes résidant au sein du département des Pyrénées-Orientales dans leur insertion sociale et professionnelle avec une même égalité de traitement sur le territoire.

Elle agit en lien étroit avec les entreprises, les institutions et les acteurs économiques pour rapprocher les jeunes du monde professionnel et soutenir l'emploi durable.

Dans le cadre de la Convention Territoriale Globale portée par la CC ACVI, la MLJ 66 est identifiée comme un partenaire incontournable du domaine de l'Accès aux droits et de la Jeunesse pour lesquelles nous partageons des actions communes :

- Actions d'information et d'animation communes auprès des jeunes 16-25 ans dans le cadre du dispositif PS jeunes (projets à l'initiative de jeunes décrocheurs) ;
- Actions d'information et de prévention dans le cadre de « l'Accès aux droits » et du « logement » (logement, emploi, formation, aide aux démarches, accès aux soins, mobilité, engagement des jeunes...) sur l'ensemble du territoire de la CC ACVI ;

Ainsi il est proposé que ce travail commun puisse faire l'objet d'une convention de partenariat.

La CC ACVI s'engage à :

- Orienter les jeunes vers la MLJ afin de bénéficier d'un accompagnement adapté ;
- Informer la MLJ des P-O des actions en direction des jeunes proposées sur le territoire ;
- Co-construire des actions en adéquation avec les besoins des jeunes du territoire ;
- Relayer les informations relatives à l'offre de service de la MLJ des P-O (site internet, kiosque, réseaux sociaux, boutique logement...) ;
- Communiquer sur les actions conjointes menées par la MLJ des P-O et la CC ACVI ;

La MLJ des P-O s'engage à :

- Proposer l'accompagnement le plus adapté à chaque jeune orienté ;
- Informer les jeunes suivis des actions organisées par la CC ACVI ;
- Participer, selon la thématique, aux actions organisées par la CC ACVI en direction des jeunes des communes ;
- Co-construire des actions en adéquation avec les besoins des jeunes du territoire ;
- Communiquer sur les actions conjointes menées par la MLJ des P-O et la CC ACVI ;

Au vu de ce qui précède, il est demandé au Conseil Communautaire d'approuver cette convention de partenariat.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve la convention de partenariat avec la mission locale jeune 66 telle qu'annexée à la présente délibération,

Précise que la convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature et sera reconduite tacitement chaque année,

Autorise le Président à signer toutes pièces relatives à ce dossier,

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

15. DL2026-0217 - Conventions relatives à l'intervention de personnels du service jeunesse de la CC ACVI au Lycée Christian Bourquin à Argelès-sur-Mer et au Lycée Alfred Sauvy à Villelongue-dels-Monts

Monsieur le Président expose :

Il est proposé que le service Enfance-jeunesse intervienne, via le dispositif « PS-Jeunes » (Prestation de Service jeunes), au sein des Lycées Christian Bourquin à Argelès-sur-Mer et Alfred Sauvy à Villelongue-dels-Monts.

Ce dispositif a pour but d'encourager et de faciliter l'émergence de projets chez les lycéens en favorisant leur expression, leur participation et leur réflexion sur les thématiques artistiques, culturelles et solidaires.

Pour cela une animatrice interviendra, en période scolaire, les mardis de 11h30 à 14h00 et les mercredis de 13h30 à 17h30 au Lycée Alfred Sauvy et les mardis de 16h30à 18h30 au Lycée Christian Bourquin.

Ce partenariat pourra également se formaliser lors des semaines thématiques organisées au sein des lycées ou d'ateliers proposées par l'animatrice.

Pour mener à bien ces projets une salle sera mise à disposition par chacun des lycées et l'animatrice disposera du matériel pédagogique et des ressources disponibles dans ces salles dédiées.
Une évaluation des actions menées est prévue afin de prendre en compte les remarques et les suggestions du bilan et d'anticiper les points d'amélioration.

Le / la Proviseur (e) du lycée et le Responsable du service Enfance Jeunesse de la CC ACVI se tiendront mutuellement informés des difficultés rencontrées pour prendre d'un commun accord les dispositions propres à les résoudre.

Les présentes conventions pourront être dénoncées par les lycées ou la CC ACVI à tout moment, pour un motif de force majeure ou motif sérieux tenant au bon fonctionnement du service public.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve le renouvellement des conventions relatives à l'intervention de personnel du service Enfance Jeunesse au sein des deux lycées pour l'année scolaire 2026-2027 telles qu'annexées ;

Dit que les présentes conventions sont établies pour l'années scolaire 2026/2027 ;

Autorise le Président à signer lesdites conventions et toutes pièces relatives à ces dossiers

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

16. DL2026-0218 - Conventions relatives à l'intervention de personnels du service jeunesse de la CC ACVI au collège Pierre MENDES France à Saint-André, le collège des Albères à Argelès-sur-Mer et le collège de la Côte Vermeille à Port-Vendres

Monsieur le Président expose :

Les conventions définissent les modalités d'intervention des animateurs des Points Jeunes, pendant le temps périscolaire méridien, dans les collèges d'Argelès-sur-Mer, de Saint-André et de Port-Vendres.

Ces interventions assurées par les animateurs du point Jeune d'Argelès-sur-Mer au Collège des Albères se dérouleront le mardi et le jeudi de 12h45 à 13h45. Les animateurs du point jeune de Saint-André et des Albères interviendront au Collège Pierre MENDES FRANCE le jeudi, 1 à 2h, entre 12h00 et 14h00 et le mardi, selon les mêmes horaires, en fonction des contraintes du service enfance jeunesse et de l'organisation du collège, pendant les jours scolaires. Les animateurs du point jeune de la Côte Vermeille interviendront au collège de Port-Vendres les mardis et les jeudis entre 13h00 et 14h00.

Ces interventions ont pour but de faire connaître l'activité de ces Points Jeunes, d'encourager et de faciliter l'émergence de projets chez les jeunes, de favoriser leurs réflexions et leurs expressions sur des thématiques actuelles.

Ce partenariat pourra se formaliser également lors de semaines thématiques organisées au sein des collèges où des ateliers de prévention peuvent être proposés par les animateurs des Points Jeunes.

Une salle est mise à disposition par les collèges à cet effet. Les animateurs disposeront du matériel pédagogique et des ressources disponibles dans cette salle dédiée.

Une évaluation des actions menées est prévue afin de prendre en compte les remarques et les suggestions du bilan et d'anticiper les points d'amélioration.

Le/La Principal(e) du collège et la responsable du service enfance jeunesse de la CC ACVI se tiendront mutuellement informés des difficultés rencontrées pour prendre d'un commun accord les dispositions propres à les résoudre.

Les présentes conventions peuvent être dénoncées par les collèges ou la CC ACVI, à tout moment pour motif de force majeure ou motif sérieux tenant au bon fonctionnement du service public.

Les conventions à passer avec les collèges d'Argelès-sur-Mer et de Saint-André sont définies pour l'année scolaire 2026/2027.
La convention à passer avec le collège de Port-Vendres est conclue pour l'année scolaire 2026/2027 et sera reconduite tacitement pour l'année scolaire 2027/2028.

Au vu de ce qui précède, il est demandé au Conseil communautaire d'approuver les conventions relatives à l'intervention des personnels du service Jeunesse de la CC ACVI au sein des collèges d'Argelès-sur-Mer, de Saint-André et de Port-Vendres telles qu'annexées.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve les conventions relatives à l'intervention des personnels du service Jeunesse de la CC ACVI au sein des collèges d'Argelès-sur-Mer, de Saint-André et de Port-Vendres pour l'année scolaire 2026-2027 telles qu'annexées ;

Dit que les présentes conventions sont établies pour l'années scolaire 2026/2027 ;

Autorise le Président à signer lesdites conventions et toutes pièces relatives à ces dossiers

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

17. DL2026-0219 - Convention de mise à disposition de l'exposition mémorial itinérant du camp de Rivesaltes

Monsieur le Président expose :

L'Office de tourisme intercommunal est partenaire du projet transfrontalier **EXILIS**, qui réunit les principaux lieux de mémoire de part et d'autre de la frontière franco-espagnole : le Mémorial démocratique de Catalogne, le MUME de La Jonquera, le Mémorial du Camp de Rivesaltes, le Mémorial d'Argelès-sur-Mer et la Maternité suisse d'Elne. Dans ce cadre, l'Office de tourisme développe une offre de médiation autour de l'histoire de l'exil et de l'aide humanitaire notamment au travers de visites guidées sur Port-Vendres et à Cerbère-Portbou. Ce partenariat a permis d'obtenir le prêt de l'exposition itinérante du Mémorial du Camp de Rivesaltes.

La convention précise les modalités de mise à disposition de l'exposition.

En partenariat avec le réseau des médiathèques de la Communauté de communes, il est proposé que la médiathèque de Port-Vendres accueille, du 31 août au 19 octobre 2026, l'exposition conçue et prêtée gracieusement par le Mémorial du Camp de Rivesaltes.

D'autre part, elle engage la Communauté de communes, conformément à l'article III, à :

- mettre à disposition un lieu adapté à l'accueil de l'exposition et en assurer la sécurité ;
- relayer la communication de l'exposition sur l'ensemble de ses supports, dans le respect de la charte graphique du Mémorial ;
- faire figurer la mention : « Exposition conçue et réalisée par le Mémorial du Camp de Rivesaltes » sur les supports de communication ;
- faire apparaître les logos des partenaires sur l'ensemble des supports de communication ;
- souscrire une assurance « tous risques » couvrant l'exposition pendant toute la durée du prêt, y compris le transport, pour une valeur de 60 000-€, ainsi qu'une assurance responsabilité civile. Les attestations correspondantes seront annexées à la convention.

Pendant toute la durée de l'exposition, la médiathèque et l'Office de tourisme intercommunal proposeront un programme d'actions de médiation destiné à sensibiliser le public aux notions de mémoire, d'engagement, d'entraides et de citoyenneté. Conférences, rencontres avec des témoins port-vendrais et visites guidées, notamment dans le cadre des Journées européennes du patrimoine, viendront enrichir cette programmation.

Au vu de ce qui précède, il est demandé au Conseil communautaire d'approuver la convention telle qu'annexée.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve la convention relative telle qu'annexée ;

Dit que cette convention est conclue pour la période du 31 août 2026 au 19 octobre 2026;

Autorise le Président à signer ladite convention et toutes pièces relatives à ces dossiers

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

18. DL2026-0220 - Constitution d'un groupement de commande pour l'accès des communes de Banyuls-sur-Mer, Cerbère, Port-Vendres, Saint-André et Sorède au lot 2 - services voix et données mobiles Plus, de l'accord cadre proposé par la centrale d'achat RESAH

Monsieur le Président expose :

Vu le Code de la commande publique et notamment les articles L2112-2, L.2113-6 et suivants relatifs aux groupements de commandes,

Vu le projet de convention ci-annexé,

Vu la délibération N°DL2026-0193 en date du 15 juin 2026 afférente à l'adhésion de la communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris à la centrale d'achat RESAH dans l'objectif de pouvoir bénéficier de l'accord cadre relatif à la téléphonie mobile,
L'adhésion préalable de la Communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris à cette convention permet aux communes membres de l'EPCI de bénéficier de cet accord cadre relatif aux services de télécommunication – lot n°2 : services voix et données mobiles Plus – proposé par le GIP RESAH.

Dans un souci de simplification des démarches administratives pour les communes et d'optimisation des coûts, il est proposé au Conseil communautaire de constituer un groupement de commandes avec les communes de Banyuls-sur-Mer, Cerbère, Port-Vendres, Saint-André, Sorède, afin d'accéder à cet accord-cadre.

A ce titre, conformément à la délibération de la Communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris N°DL2026-0193 en date du 15 juin 2026, cette adhésion permettra :

- De bénéficier de tarifs plus avantageux que ceux du précédent marché de téléphonie;
- De mutualiser les besoins des collectivités membres afin d'optimiser les coûts;
- D'accéder à un accord-cadre déjà négocié par le RESAH, sans avoir à engager une nouvelle procédure de mise en concurrence.

Au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire est appelé à se prononcer.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Décide de constituer un groupement de commandes avec les communes de Banyuls-sur-Mer, Cerbère, Port-Vendres, Saint-André, Sorède, en vue d'accéder à l'accord-cadre relatif aux services de télécommunication – lot n°2 : services voix et données mobiles Plus ;

Autorise le Président à signer la convention définissant les modalités de ce groupement de commandes et toutes pièces relatives à cette opération;

Désigne la Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris en qualité de coordonnateur du groupement, en tant qu'adhérent principal à ladite convention.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

19. Mise à jour du tableau des effectifs au 18 juillet 2026

- **DL2026-0221 – Mise à jour du tableau des effectifs des emplois permanents du budget principal au 18 juillet 2026**

Monsieur le Président expose :

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment son article L.313-1,

Vu le code général de la fonction publique, et notamment son article L. 332-23-1°,

Vu l'accord d'entreprise de la régie des eaux et de l'assainissement de la Communauté de communes ACVI effectif à compter du 1er juillet 2006 et ses avenants ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 29 juin 2026 ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour le tableau des effectifs afin d'intégrer les nouveaux besoins des services,

Considérant que tableau des effectifs est désormais présenté par budget,

Vu le rapport de Monsieur le Président de la Communauté de communes,

Les effectifs au 18 juillet 2026 sont les suivants :

RÉCAPITULATIF DES EMPLOIS PERMANENTS	Postes ouverts	ETP budgétés	Postes pourvus		Postes vacants	Nombres d'agents titulaires		Nombre d'agents non titulaires		Total pourvu
			H	F		H	F	H	F	en ETP
TOTAL EMPLOIS FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX	495,00	417,87	93,00	298,00	104,00	88,43	285,00	3,00	27,00	375,54
TOTAL EMPLOIS DE DROIT PRIVÉ - ACCORD D'ENTREPRISE	4,00	4,00	3,00	0,00	1,00	0,00	0,00	4,00	0,00	4,00
TOTAL EMPLOIS CDI DE DROIT PUBLIC	3,00	2,19	1,00	1,00	1,00	0,00	0,00	1,00	1,00	2,00
TOTAL GÉNÉRAL	**502,00**	**424,06**	**97,00**	**299,00**	**106,00**	**88,43**	**285,00**	**8,00**	**28,00**	**381,54**

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1 : AUTORISE la création de :

- 1 emploi de directeur adjoint des services techniques, à temps complet, sur le grade des ingénieurs territoriaux ;
- 1emploi d'adjoint d'animation principal de 2ème classe, à temps non complet (25/35ème) ;
- 2 emplois d'adjoint d'animation à temps non complet (28/35èmes) ;
- 1 emploi d'adjoint d'animation à temps complet ;
- 1 emploi d'adjoint d'animation principal de 2ème classe à temps complet.

▪ Dans le cadre des avancements de grade :

- 1 emploi de rédacteur principal de 2ème classe à temps complet,
- 1 emploi d'animateur principal de 1ère classe, à temps complet,
- 2 emplois d'animateur principal de 2ème classe, à temps complet,

▪ Dans le cadre des intégrations directes :

- 2 emplois d'adjoint technique principal de 1ère classe à temps complet ;
- 2 emplois d'adjoint technique principal de 2ème classe à temps complet ;
- 1 emploi d'adjoint administratif principal de 2ème classe, à temps non complet 32/35 ;
- 1 emploi d'adjoint administratif principal de 2ème classe, à temps complet ;
- 1 emploi d'adjoint administratif principal de 1ère classe, à temps complet;
- 2 emplois d'adjoint du patrimoine principal de 1ère classe, à temps complet ;
- 4 emplois d'agent social principal de 1ère classe, à temps complet ;
- 1 emploi de rédacteur principal de 1ère classe à temps complet,
- 1 emploi d'animateur principal de 2ème classe, à temps complet,

Article 2 : SUPPRIME à la date de vacance d'emploi :

- 1 poste d'adjoint d'animation principal de 2ème classe, à temps non complet (30/35èmes), au service enfance jeunesse ;
- 3 postes d'adjoints d'animation à temps non complet (25/35èmes) ;
- 1 poste d'adjoint d'animation principal de 2ème classe à temps non complet (32/35èmes), au service enfance jeunesse ;

- Dans le cadre des avancements de grade :
  - 1 emploi de rédacteur, à temps complet ;
  - 2 emplois de technicien principal de 2ème classe, à temps complet ;
  - 1 emploi d'animateur principal de 2ème classe, à temps complet ;
  - 2 emplois d'animateur, à temps complet ;

- Dans le cadre des intégrations directes:
  - 2 emplois d'adjoint social principal de 1ère classe à temps complet ;
  - 2 emplois d'adjoint social principal de 2ème classe à temps complet ;
  - 1 emploi d'adjoint d'animation principal de 2ème classe, à temps non complet 32/35 ;
  - 1 emploi d'adjoint d'animation principal de 2ème classe, à temps complet ;
  - 1 emploi d'adjoint technique principal de 1ère classe, à temps complet;
  - 2 emplois d'adjoint d'animation principal de 1ère classe, à temps complet ;
  - 1 emploi d'adjoint d'animation principal de 1ère classe, à temps complet ;
  - 3 emplois d'adjoint d'animation principal de 1ère classe, à temps complet ;
  - 1 emploi d'animateur principal de 1ère classe à temps complet ;
  - 1 emploi de rédacteur principal de 2ème classe, à temps complet ;

Article 3 : DECIDE d'inscrire les crédits nécessaires au budget principal au titre de l'exercice 2026.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

➢ **DL2026-0222 – Mise à jour du tableau des effectifs des emplois non permanents du budget principal au 18 juillet 2026**

Monsieur le Président expose :

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment son article L.313-1,

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment son article L. 332-23-1° et L.332-23-2°,

Vu les avis du Comité Social Territorial en date du 27 janvier 2026 et 29 juin 2026,

Considérant qu'il convient de mettre à jour le tableau des effectifs des emplois non permanents, afin d'intégrer les besoins temporaires des services et permettre la continuité du service,

Considérant la nécessité d'accélérer le développement du Mas Reig, afin de lui permettre de devenir le site de référence de la filière vitivinicole, de l'oenotourisme et de la valorisation des terroirs,

Considérant le besoin du territoire d'étoffer son offre de santé grâce à un contrat de projet,

Considérant que le tableau des effectifs est désormais présenté par budget,

Vu le rapport de Monsieur le Président de la Communauté de communes,

Les effectifs au 18 juillet 2026 sont les suivants :

RÉCAPITULATIF DES EMPLOIS NON PERMANENTS	Postes ouverts	ETP budgétés	Postes pourvus		Postes vacants	Total pourvu
			H	F		en ETP
TOTAL EMPLOIS D'ACCROISSEMENT D'ACTIVITE	100,00	65,44	10,00	38,00	52,00	34,40
TOTAL DES CONTRATS DE PROJETS	6,00	4,67	1,00	1,00	4,00	2,00
TOTAL DES EMPLOIS AIDES PAR L'ETAT	21,00	15,34	14,00	2,00	5,00	10,97
TOTAL DES EMPLOIS SAISONNIERS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF ARGENT DE POCHE	11,00	0,32	0,00	0,00	11,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL	**138,00**	**85,77**	**25,00**	**41,00**	**72,00**	**47,37**

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1 : AUTORISE la création d'un contrat de projet pour le service développement économique, dans l'optique d'accélérer le développement du Mas Reig, avec la mise en œuvre d'un plan de développement stratégique, le montage des partenariats, l'obtention des financements nouveaux, le lancement de la programmation. Ce contrat d'un an renouvelable dans la limite de 3 ans, relève de la catégorie A, sur le grade des attachés territoriaux, à temps complet.

Article 2 : AUTORISE la création d'un contrat de projet dans le cadre du Contrat Local de Santé (C.L.S.), sur les cadres d'emplois des attachés territoriaux et des rédacteurs, à temps complet, pour une durée maximale de 5 ans ;

Article 3 : MODIFIE la répartition des emplois dans le cadre du dispositif « Argent de poche », à savoir 6 emplois sur le grade des adjoints techniques et 5 emplois sur le grade des adjoints administratifs à temps non complet (17,5/35ème), sur la période du 6 juillet au 16 août 2026 ;

MAINTIENT la rémunération sur le 1er échelon de l'échelle C1 ;

Article 4 : DECIDE d'inscrire les crédits nécessaires au budget principal au titre de l'exercice 2026.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

➢ DL2026-0223 – Mise à jour du tableau des effectifs des emplois du budget annexe de l'eau potable au 18 juillet 2026

Monsieur le Président expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Code du travail,

Vu l'accord d'entreprise de la régie des eaux et de l'assainissement de la Communauté de Communes effectif à compter du 1er juillet 2006 et ses avenants,

Considérant qu'il convient de mettre à jour le tableau des effectifs, afin d'intégrer les besoins temporaires du service, pendant la période estivale,

Considérant que tableau des effectifs est désormais présenté par budget,

Vu le rapport de Monsieur le Président de la Communauté de communes,

Les effectifs au 18 juillet 2026 sont les suivants :

RÉCAPITULATIF	Postes ouverts	ETP budgété	Postes pourvus		Postes vacants	Nombres d'agents titulaires		Nombre d'agents non titulaires		Total pourvu en ETP
			H	F	TOTAL	H	F	H	F	
TOTAL EMPLOIS FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX	5,00	5,00	3,00	2,00	0,00	3,00	2,00	0,00	0,00	5,00
TOTAL EMPLOIS DE DROIT PRIVÉ RÉGIE DES EAUX	36,00	30,00	23,00	6,00	7,00	0,00	0,00	23,00	6,00	29,00
TOTA EMPLOIS CDD DE DROIT PRIVÉ COMPRENANT LE DISPOSITIF ARGENT DE POCHE	8,00	3,13	0,00	3,00	5,00	5,00	0,00	0,00	3,00	3,00
TOTAL GÉNÉRAL	**49,00**	**38,14**	**26,00**	**11,00**	**12,00**	**8,00**	**2,00**	**23,00**	**9,00**	**37,00**

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1 : AUTORISE la création de 4 nouveaux emplois dans le cadre du dispositif « A**rgent de poche** », sur le grade des adjoints techniques, à temps non complet (16/35ème), sur la période du 6 juillet au 16 août 2026 ;

DIT que la rémunération sera basée sur le 1er échelon de l'échelle C1.;

Article 2 : DECIDE d'inscrire les crédits nécessaires au budget principal au titre de l'exercice 2026.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

- **DL2026-0224 - Mise à jour du tableau des effectifs des emplois du budget annexe de l'assainissement au 18 juillet 2026**

Monsieur le Président expose :

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment son article L.313-1,

Vu le code général de la fonction publique, et notamment son article L. 332-23-1°,

Vu l'accord d'entreprise de la régie des eaux et de l'assainissement de la Communauté de communes ACVI effectif à compter du 1er juillet 2006 et ses avenants ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 29 juin 2026 ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour le tableau des effectifs afin d'intégrer les nouveaux besoins des services,

Considérant que tableau des effectifs est désormais présenté par budget,

Vu le rapport de Monsieur le Président de la Communauté de communes,

Les effectifs au 18 juillet 2026 sont les suivants :

RÉCAPITULATIF DES EMPLOIS PERMANENTS ET NON PERMANENTS	Postes ouverts	ETP budgété	Postes pourvus		Postes vacants	Nombres d'agents titulaires		Nombre d'agents contractuels		Total pourvu en ETP
			H	F	TOTAL	H	F	H	F	
TOTAL EMPLOIS FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX	14	14	6	7	1	6	7,00	0,00	0,00	13,00
TOTAL EMPLOIS DE DROIT PRIVÉ EN CDI	36	35	25	7	4	0	0,00	6,00	7,00	32,00
TOTA EMPLOIS CDD DE DROIT PRIVÉ	5	4,50	3	1	1	0	0,00	3,00	1,00	1,00
TOTAL GÉNÉRAL	**55**	**53,50**	**34**	**15**	**6**	**6**	**7,00**	**9,00**	**8,00**	**46,00**

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1 : AUTORISE la création de :

- Dans le cadre des avancements de grade,
  - 1 emploi de technicien principal de 1ère classe, à temps complet,

Article 2 : SUPPRIME à la date de vacance d'emploi :

- Dans le cadre des avancements de grade,
  - 1 emploi de technicien principal de 2ème classe, à temps complet,

Article 3 : DECIDE d'inscrire les crédits nécessaires au budget annexe de l'assainissement collectif au titre de l'exercice 2026.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

- **DL2026-0225 - Mise à jour du tableau des effectifs des emplois du budget annexe ordures ménagères au 18 juillet 2026**

Monsieur le Président expose :

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment son article L.313-1,

Vu le code général de la fonction publique, et notamment son article L. 332-23-1°,

Vu l'accord d'entreprise de la régie des eaux et de l'assainissement de la Communauté de communes ACVI effectif à compter du 1er juillet 2006 et ses avenants ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 29 juin 2026 ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour le tableau des effectifs afin d'intégrer les nouveaux besoins des services,

Considérant que tableau des effectifs est désormais présenté par budget,

Vu le rapport de Monsieur le Président de la Communauté de communes,

Les effectifs au 18 juillet 2026 sont les suivants :

RÉCAPITULATIF DES EMPLOIS PERMANENTS ET NON PERMANENTS	Postes ouverts	ETP budgétés	Postes pourvus		Postes vacants	Nombres d'agents titulaires		Nombres d'agents non titulaires		Total pourvu en ETP
			H	F		H	F	H	F	
TOTAL EMPLOIS FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX	117,00	115,00	100,00	3,00	14,00	100,00	3,00	0,00	0,00	103,00
TOTAL EMPLOIS CDD DE DROIT PUBLIC article L.332-23 CGFP	5,00	5,00	1,00	0,00	4,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
TOTAL GÉNÉRAL	**122,00**	**120,00**	**101,00**	**3,00**	**18,00**	**100,00**	**3,00**	**1,00**	**0,00**	**104,00**

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1 : AUTORISE la création de :

- Dans le cadre des avancements de grade,
  - 1 emploi de technicien principal de 1ère classe, à temps complet,

- Dans le cadre des intégrations directes,
  - 1 emploi d'adjoint technique, à temps complet;

Article 2 : SUPPRIME à la date de vacance d'emploi :

- Dans le cadre des avancements de grade,
  - 1 emploi de technicien principal de 2ème classe, à temps complet,

- Dans le cadre des intégrations directes,
  - 1 emploi d'agent social, à temps complet;

Article 3 : DECIDE d'inscrire les crédits nécessaires au budget annexe ordures ménagères au titre de l'exercice 2026.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

20. DL2026-0226 - Mise à jour du RIFSEEP pour les fonctionnaires et agents de droit public

Monsieur le Président expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L712-1, L713-1, L714-1, L714-4 et suivants,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu le décret n° 88-2631 du 6 mai 1988 relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la Fonction Publique d'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu les textes fixant les montants de référence pour les corps de l'Etat en application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 :

- Arrêtés du 20 mai 2014 et du 18 décembre 2015 pris pour l'application aux corps des adjoints administratifs et transposables aux adjoints administratifs, aux adjoints d'animation territoriaux, aux opérateurs des activités physiques et sportives, aux agents sociaux, aux auxiliaires de soins territoriaux et aux ATSEM ;
- Arrêtés du 19 mars 2015 et du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs et transposables aux rédacteurs, éducateurs des activités physiques et sportives et animateurs territoriaux ;
- Arrêtés du 28 avril 2015 et du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques et transposables aux adjoints techniques et agents de maîtrise territoriaux ;
- Arrêtés du 3 juin 2015 et du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration et transposables aux attachés territoriaux et secrétaires de mairie de catégorie A ;
- Arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils et transposable aux administrateurs territoriaux ;
- Arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application à certains corps d'infirmiers relevant de la catégorie B de l'Etat et transposable aux infirmiers territoriaux, techniciens paramédicaux,
- Arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage et transposable aux adjoints du patrimoine territorial ;
- Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application à des corps culturels de l'Etat et transposable aux conservateurs de bibliothèques, attachés de conservation du patrimoine et des bibliothèques et aux assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques territoriaux ;
- Arrêté du 13 juillet 2018 portant application du RIFSEEP au corps des médecins inspecteurs de santé publique de l'Etat et transposable aux médecins territoriaux ;
- Arrêté du 17 décembre 2018 portant application du RIFSEEP au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse et transposable aux éducateurs de jeunes enfants ;

- Arrêté du 14 février 2019 pris pour l'application à des corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts de l'Etat et transposable aux ingénieurs en chefs territoriaux ;
- Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application du RIFSEEP au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat et transposable aux cadres de santé infirmiers et techniciens paramédicaux, aux puéricultrices cadres de santé, aux puéricultrices et infirmiers en soins généraux, aux conseillers et assistants socio-éducatifs ;
- Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application du RIFSEEP au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat et transposable aux conseillers des activités physiques et sportives ;
- Décret 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire de la fonction publique territoriale ;
- Arrêté du 5 novembre 2021 portant application du RIFSEEP au corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat et aux emplois d'ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du 1er groupe et du 2ème groupe de l'Etat et transposable aux ingénieurs territoriaux ;
- Arrêté du 5 novembre 2021 portant application du RIFSEEP au corps des techniciens supérieurs du développement durable de l'Etat et transposable aux techniciens territoriaux ;
- Arrêté du 29 décembre 2021 pris pour l'application du cadre d'emplois des auxiliaires de puéricultrices territoriaux en catégorie B,
- Arrêté du 8 mars 2022 portant application du RIFSEEP au corps des psychologues du ministère de la justice et transposable aux psychologues territoriaux ;

Vu la circulaire NOR RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP,

Vu la circulaire de la DGAFP du 17 avril 2015,

Vu la circulaire DGCL/DGFIP du 3 avril 2017,

Vu la délibération n°031-18 du 26 février 2018 relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP),

Vu la délibération n°270-18 du 17 décembre 2018 relative à l'extension à la filière culturelle et à la filière médico-sociale du RIFSEEP,

Vu la délibération n°271-18 du 17 décembre 2018 relative au régime indemnitaire des personnels des filières sociale et médico-sociale non éligibles au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP),

Vu la délibération n°272-18 du 17 décembre 2018 relative au maintien de la prime annuelle au bénéfice de certains agents non éligibles au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP),

Vu la délibération n°131-19 du 28 juin 2019 relative à la mise en place du RIFSEEP aux cadres d'emplois des ingénieurs en chef ;

Vu la délibération n°DL2020-0274 du 23 octobre 2020 relative à l'extension aux derniers cadres d'emplois éligibles du RIFSEEP ;

Vu la délibération n°DL2023-0188 du 17 juillet 2023 relative à la mise à jour du RIFSEEP ;

Vu la délibération n°DL2024-0194 en date du 15 juillet 2024, relative à la mise à jour du régime indemnitaire des fonctionnaires et des agents de droit public tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel à compter du 1er août 2024 ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 29 juin 2026,

Vu le tableau des effectifs,

Vu les crédits inscrits au Budget principal et aux Budgets annexes,

Considérant qu'il convient de mettre à jour, au sein de la communauté de communes, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP),

Vu le rapport de Monsieur le Président de la Communauté de communes,

L'article 2-b) de la délibération n°DL2024-0194 en date du 15 juillet 2024, est modifié comme suit :

2-b) Modalités de maintien et de suppression du Régime Indemnitaire (RI)

Modulation du RI en cas d'absence

TYPE D'ABSENCE	Fonctionnaires CNRACL	Fonctionnaires IRCANTEC	Contractuels de Droit public (CDD et CDI)	Modalités de versement
Congé de maladie ordinaire (CMO) à plein et demi traitement (y compris cure thermale et hospitalisation couvertes par un CMO)	I.F.S.E versée aux stagiaires, aux titulaires et agents contractuels de droit public: Lorsque le traitement est à 90% et que l'agent n'a pas encore cumulé 30 jours de maladie sur l'année civile, l'assiette de l'IFSE est réduite de 10%, pendant ces 30 premiers jours. A compter du 31ème jour, la règle précédemment mise en place s'applique : L'IFSE comporte un **seuil incompressible de 38%.** **L'IFSE sera réduite de 62% si, au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre, l'agent cumule plus de 30 jours pour maladie ordinaire. Cette suspension intervient pour le mois complet. L'agent retrouve le montant total de l'IFSE le mois qui suit sa reprise de fonctions.** N'entrent pas dans le calcul du cumul de 30 jours, les congés pour indisponibilité physique suite à : - Un congé de maladie ordinaire consécutif à une hospitalisation ainsi que la convalescence s'en suivant dans la limite de 90 jours maximum. - Un congé de maladie suite à une maladie chronique attestée par certificat médical et/ou ayant permis la reconnaissance de travailleur handicapé.			Application de modalités fixées par la CC ACVI
Congé de maladie ordinaire (CMO) sans traitement (y compris cure thermale et hospitalisation couvertes par un CMO)	RI = suppression en totalité			Application de la règlementation en vigueur

Congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) et Accident de service – maladie professionnelle des CDD publics	RI suit le traitement	Application de la règlementation en vigueur
Accident de service – maladie professionnelle sans traitement	RI suit le traitement	Application de la règlementation en vigueur
Maternité, paternité, adoption (y compris congé pathologique) des fonctionnaires et des CDD publics	RI à plein traitement	Application de la règlementation en vigueur
Congé Longue Maladie (CLM) ou Congé Longue durée (CLD) à plein traitement et à demi traitement et Congé Grave Maladie (CGM) à plein traitement et à demi traitement	RI = suppression en totalité	Application de la règlementation en vigueur
Temps partiel thérapeutique (TPT) et Temps partiel pour motif thérapeutique de la sécurité sociale	RI maintenu dans les mêmes proportions que le traitement	Application de modalités fixées par la CC ACVI
Congés annuels (CA)	RI à plein traitement	Application de la règlementation en vigueur
Jours de compte épargne temps (CET)	RI à plein traitement	Application de la règlementation en vigueur
Congés bonifiés	RI à plein traitement	Application de la règlementation en vigueur
Autorisation spéciale d'absence (ASA)	RI à plein traitement	Application de la règlementation en vigueur
Formation professionnelle	RI à plein traitement	Application de la règlementation en vigueur
Congé de formation professionnelle indemnisé et non indemnisé	Suit le sort du traitement	Application de la règlementation en vigueur
Congé de formation syndicale	RI à plein traitement	Application de la règlementation en vigueur
Décharge totale de service pour exercer un mandat syndical (DAS)	RI à plein traitement	Application de la règlementation en vigueur
Décharge syndicale partielle supérieure à 70% et inférieure à 100 %		
Décharge syndicale inférieure ou égale à 70 %		
Congé parental	Suit sur le sort du traitement	Application de la règlementation en vigueur

Disponibilité d'office (DO) pour raisons de santé : - avec ou sans versement des IJ dites de coordination - avec maintien du demi traitement dans l'attente d'une décision de la collectivité subordonnée à l'avis d'une instance médicale	RI = suppression en totalité	Application de la règlementation en vigueur
Suspension de fonction	RI maintenu en fonction de l'appréciation de l'autorité territoriale	Application de la règlementation en vigueur
Exclusion temporaire de fonction	Suit le sort du traitement	Application de la règlementation en vigueur
Grève	IFSE = suspendue CIA = maintenu	Application de la règlementation en vigueur
Période de Préparation au Reclassement (PPR)	Régime Indemnitaire pas garanti	Application de la règlementation en vigueur
Congé de proche aidant	Suit le sort du traitement	Application de la règlementation en vigueur
Congé de solidarité familiale	Suit le sort du traitement	Application de la règlementation en vigueur

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve à compter du 1er août 2026, l'application aux agents de la CC ACVI éligibles au RIFSEEP, le dispositif du régime indemnitaire modifié selon les modalités définies ci-dessus,

Prend acte qu'il appartient au Président de fixer à l'intérieur des limites du dispositif défini par délibération les montants individuels applicables à chaque agent par voie d'arrêté ou d'avenant au contrat de travail selon le statut de l'agent,

Prévoit et inscrit les crédits nécessaires au paiement de la dépense sur le chapitre 012 du budget principal et des budgets annexes de l'établissement,

Modifie la délibération n°DL2024-0194 en date du 15 juillet 2024,

Autorise le Président à signer tout acte utile en la matière.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

21. DL2026-0227 - Mise à jour du RIFSEEP pour les salariés de droit privé

Monsieur le Président expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L712-1, L713-1, L714-1 et L714-4 à L714-13,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu les Statuts de la Communauté de Communes Albères, Côte Vermeille, Illibéris et de ses compétences complémentaires (chapitre 6.2),

Vu la reprise en régie directe de la distribution, de la production de l'eau potable et du service assainissement par la Communauté de Communes Albères, Côte Vermeille, Illibéris à compter du 1er janvier 2002.

Vu l'Accord d'Entreprise de la Régie de l'eau et de l'assainissement de la Communauté de Communes Albères, Côte Vermeille, Illibéris effectif à compter du 1er juillet 2006,

Vu la reprise par voie de recrutement en contrat à durée indéterminée de droit privé sous Accord d'Entreprise des salariés de la Compagnie Générale des eaux et de sa filiale, Véolia et des salariés de la S.G.A.D,

Vu la délibération n°105-09 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil Communautaire instaure le Régime Indemnitaire applicable aux agents contractuels à durée indéterminée,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la Fonction Publique d'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu les textes fixant les montants de référence pour les corps de l'Etat en application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu la délibération n°031-18 du 26 février 2018 relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour le personnel de la Communauté de Communes Albères Côte Vermeille, Illibéris,

Vu la délibération n°DL2024-0195 en date du 15 juillet 2024, relative à la mise à jour du régime indemnitaire des personnels contractuels de droit privé tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel à compter du 1er août 2024 ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 29 juin 2026,

Vu le tableau des effectifs,

Vu les crédits inscrits au Budget,

Considérant qu'il convient de mettre à jour, au sein de la communauté de communes, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP),

Vu le rapport de Monsieur le Président de la Communauté de communes,

- **L'article 2-b) de la délibération n°DL2024-0195 en date du 15 juillet 2024, est modifié comme suit :**

2-b) Modalités de maintien et de suppression du Régime Indemnitaire (RI)

Modulation du RI en cas d'absence

TYPE D'ABSENCE	Dispositions	Modalités de versement
Congé de maladie ordinaire (CMO) à plein et demi traitement (y compris cure thermale et hospitalisation couvertes par un CMO)	**La prime mensuelle est réduite de 10% pendant les 30 premiers jours cumulés de l'année civile. Au-delà, une réduction de 62% est opérée. La prime mensuelle comporte un seuil incompressible de 38%.** **Cette suspension intervient pour le mois complet. L'agent retrouve le montant total de l'IFSE le mois qui suit sa reprise de fonctions.** N'entrent pas dans le calcul du cumul de 30 jours, les congés pour indisponibilité physique suite à : - Un congé de maladie ordinaire consécutif à une hospitalisation ainsi que la convalescence s'en suivant dans la limite de 90 jours maximum. - Un congé de maladie suite à une maladie chronique attestée par certificat médical et/ou ayant permis la reconnaissance de travailleur handicapé.	Application de modalités fixées par la CC ACVI
Congé de maladie ordinaire (CMO) sans traitement (y compris cure thermale et hospitalisation couvertes par un CMO)	RI = suppression en totalité	Application de la règlementation en vigueur
Congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) et Accident de service – maladie professionnelle	RI suit le traitement	Application de la règlementation en vigueur
Accident de service – maladie professionnelle sans traitement	RI suit le traitement	Application de la règlementation en vigueur
Maternité, paternité, adoption (y compris congé pathologique)	RI à plein traitement	Application de la règlementation en vigueur

Congé Grave Maladie (CGM) à plein traitement et à demi traitement	RI = suppression en totalité	Application de la règlementation en vigueur
Temps partiel thérapeutique et Temps partiel pour motif thérapeutique de la sécurité sociale	RI maintenu dans les mêmes proportions que le traitement	Application de la règlementation en vigueur
Congés annuels (CA)	RI à plein traitement	Application de la règlementation en vigueur
Jours de compte épargne temps (CET)	RI à plein traitement	Application de la règlementation en vigueur
Congés bonifiés	RI à plein traitement	Application de la règlementation en vigueur
Autorisation spéciale d'absence (ASA)	RI à plein traitement	Application de la règlementation en vigueur
Formation professionnelle	RI à plein traitement	Application de la règlementation en vigueur
Congé de formation professionnelle indemnisé et non indemnisé	Suit le sort du traitement	Application de la règlementation en vigueur
Congé de formation syndicale	RI à plein traitement	Application de la règlementation en vigueur
Décharge totale de service pour exercer un mandat syndical (DAS)	RI à plein traitement	Application de la règlementation en vigueur
Décharge syndicale partielle supérieure à 70% et inférieure à 100 %		
Décharge syndicale inférieure ou égale à 70 %		
Congé parental	Suit sur le sort du traitement	Application de la règlementation en vigueur
Disponibilité d'office (DO) pour raisons de santé : - avec ou sans versement des IJ dites de coordination - avec maintien du demi traitement dans l'attente d'une décision de la collectivité subordonnée à l'avis d'une instance médicale	RI = suppression en totalité	Application de la règlementation en vigueur
Suspension de fonction	RI maintenu en fonction de l'appréciation de l'autorité territoriale	Application de la règlementation en vigueur
Exclusion temporaire de fonction	Suit le sort du traitement	Application de la règlementation en vigueur
Grève	Prime mensuelle = suspendue Prime complémentaire annuelle = maintenue	Application de la règlementation en vigueur

Période de Préparation au Reclassement (PPR)	Régime Indemnitaire pas garanti	Application de la règlementation en vigueur
Congé de proche aidant	Suit le sort du traitement	Application de la règlementation en vigueur
Congé de solidarité familiale	Suit le sort du traitement	Application de la règlementation en vigueur

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve à compter du 1er août 2026, l'application aux agents de la CC ACVI éligibles au RIFSEEP, le dispositif du régime indemnitaire modifié selon les modalités définies ci-dessus,

Prend acte qu'il appartient au Président de fixer à l'intérieur des limites du dispositif défini par délibération les montants individuels applicables à chaque agent par voie d'arrêté ou d'avenant au contrat de travail selon le statut de l'agent,

Prévoit et Inscrit les crédits nécessaires au paiement de la dépense sur le chapitre 012 du budget principal et des budgets annexes de l'établissement,

Modifie la délibération n°DL2024-0195 en date du 15 juillet 2024,

Autorise le Président à signer tout acte utile en la matière.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

22. DL2026-0228 - Compte Epargne Temps : indemnisation des jours épargnés

Monsieur le Président expose :

Vu le Code du travail,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2018-1305 du 227 décembre 2018 relatif à la conservation des droits acquis au titre d'un compte épargne temps en cas de mobilité des agents dans la fonction publique,

Vu la circulaire n°10-007135D du 31 mai 2010 relative à la réforme du compte épargne temps dans la fonction publique territoriale,

Vu l'arrêté du 9 janvier 2024 pris pour l'application de l'article 7-1 du décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale,

Vu l'accord d'entreprise de la régie des eaux et de l'assainissement de la Communauté de communes ACVI effectif à compter du 1er juillet 2006 et ses avenants ;

Vu la délibération n°DL2025-0178, en date du 18 juillet 2025, portant mise à jour du règlement de gestion du temps et des activités.

Considérant ce qui suit :

Le Compte Epargne Temps (CET) permet de conserver, sur plusieurs années, les jours de congés de RTT non pris. Il est ouvert à leur demande, aux agents titulaires et non titulaires de droit public, aux salariés de droit privé sur emploi permanent, justifiant d'une année de service. Les modalités d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture ainsi que les modalités de son utilisation ont été fixées par la délibération n°DL2025-0178 en date du 18 juillet 2025.

Conformément aux dispositions applicables, la collectivité souhaite indemniser les jours épargnés sur le Compte Epargne Temps, uniquement en cas de départ à la retraite, après un congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, sans possibilité de reprise de fonction.

Ainsi, en cas de départ à la retraite à la suite d'un congé de longue maladie, congé longue durée ou congé de grave maladie, les jours épargnés feront l'objet d'une indemnisation selon les modalités suivantes :
Les 15 premiers jours épargnés ne seront utilisés que sous la forme de congés. Au-delà de ces 15 jours, l'agent pourra utiliser les jours excédentaires épargnés en combinant notamment plusieurs options dans les proportions qu'il souhaite parmi les choix suivants :

- la prise en compte au sein du régime de retraite additionnelle (uniquement pour les agents titulaires affiliés à la CNRACL) ;
- l'indemnisation par le versement d'une indemnité compensatrice selon des taux fixés par arrêté ministériel et variable selon la catégorie hiérarchique à laquelle appartient l'agent (à titre indicatif : 150€ pour la catégorie A, 100€ pour la catégorie B, 83€ pour la catégorie C).

Les autres mentions prévues dans le règlement de gestion du temps et des activités restent inchangées.

Vu le rapport de Monsieur le Président de la Communauté de communes,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1 : AUTORISE l'indemnisation des jours épargnés, à compter du 1er août 2026, dans le cas d'un départ à la retraite, après un congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, sans possibilité de reprise de fonction.

Article 2 : DIT que l'agent pourra opter entre la prise en compte au sein du régime de retraite additionnelle (uniquement pour les agents titulaires affiliés à la CNRACL) ou l'indemnisation d'une indemnité compensatrice.

Article 3 : DECIDE d'inscrire les crédits nécessaires au budget principal et aux budgets annexes concernés, au titre de l'exercice 2026.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

23. DL2026-0229 - Comité Intercommunal des Œuvres Sociales de la Côte Vermeille et des Albères (CIOSCA) – Approbation de la convention d'objectifs relative au versement de la subvention au titre de l'année 2026

Monsieur le Président expose :

Conformément aux dispositions du décret n°2001-495 du 06 juin 2001, la Communauté de communes doit passer une convention d'objectifs annuelle avec le Comité Intercommunal des Œuvres Sociales (CIOSCA) pour le versement d'une subvention.

En effet, l'aide attribuée au CIOSCA était précédemment basée sur le taux de 0,70% de la masse salariale de l'EPCI. Ce taux est revalorisé à 0,85% afin de permettre à l'association de recruter du personnel dédié.

Le montant total au titre de l'année 2026 est par conséquent de 145 185-€ (cent quarante-cinq mille cent quatre-vingt-cinq euros) décliné par budget de la manière suivante, pour un total de 599 agents :

Statut des agents	Budget principal	Budget des ordures ménagères	Budget de l'eau	Budget de l'assainissement
Agents stagiaires et titulaires	92 260-€ 392 agents	26 168-€ 106 agents	2 160-€ 8 agents	4 167-€ 13 agents
Agents contractuels de droit privé en CDI	988-€ 3 agents			
Agents contractuels de droit privé de la régie des eaux			7 346-€ 29 agents	9 328-€ 34 agents
Agents contractuels de droit public sur emplois permanents	1 859-€ 9 agents			
Agents contractuels de droit public ou privé d'une ancienneté supérieure à 1 an	652-€ 4 agents	257-€ 1 agent		
Total de la cotisation par budget	95 759-€ 408 agents	26 425-€ 107 agents	9 506-€ 37 agents	13 495-€ 47 agents

Ainsi au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire sera appelé à se prononcer sur le renouvellement de la convention d'objectifs à passer avec le CIOSCA au titre de l'année 2026, assortie du versement de la subvention correspondante.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L731-1 et suivants,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Considérant que la Communauté de communes souhaite renouveler la convention annuelle avec le CIOSCA pour la mise en œuvre des prestations sociales dont bénéficient ses agents ;

Vu le rapport de Monsieur le Président de la Communauté de communes ;

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1 : Approuve la convention d'objectifs à passer avec le Comité Intercommunal des Œuvres Sociales du Canton d'Argelès (CIOSCA) au titre de l'année 2026 pour un montant de 145 185-€ (cent quarante-cinq mille cent quatre-vingt-cinq euros), telle que jointe en annexe.

Article 2 : Dit que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice.

Article 3 : Dit qu'ampliation de cet acte sera notifié à M. le Président du CIOSCA.

Article 4 : Autorise le Président à signer toutes pièces relatives à la bonne exécution de ce dossier.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

24. DL2026-0230 - Mise à disposition individuelle d'un agent de la CC ACVI auprès de la commune d'Ortaffa

Monsieur le Président expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment ses articles L512-6 et suivants,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 modifié relatif au régime de mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux et notamment son article 1er,

Considérant que la Commune d'Ortaffa souhaite bénéficier de la mise à disposition de Madame Sophie LAFONT, pour exercer les fonctions d'assistante au personnel enseignant pour l'accueil et l'hygiène des enfants en classe maternelle, dans l'intérêt du bon fonctionnement de ses services, à compter du 24 août 2026, pour une durée de douze mois, et avec une quotité de travail à 32/35èmes,

Considérant que les nécessités de service ne s'opposent pas à la mise à disposition de l'intéressée auprès de la Commune d'Ortaffa aux conditions proposées,

Vu le rapport de Monsieur le Président de la Communauté de communes,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1 : Prend acte de la mise à disposition de Madame Sophie LAFONT auprès de la Commune d'Ortaffa à compter du 24 août 2026, pour une durée de douze mois, avec une quotité de travail à 32/35èmes, renouvelable par reconduction expresse, et selon les modalités prévues par la convention de mise à disposition jointe en annexe.

Article 2 : Approuve la convention de mise à disposition telle qu'annexée,

Article 3 : Inscrit les recettes au budget ;

Article 4 : Autorise Monsieur le Président à signer toutes pièces relatives à la bonne exécution de ce dossier.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

L'ordre du jour est terminé toutefois le Président demande à l'Assemblée d'ajouter un point supplémentaire suite à la réception de l'appel aux dons envoyé par l'AMF 66 faisant échos aux violents incendies qui ont touché le Conflent et les Aspres.

25. DL2026-0231 – Appel au don suite aux incendies qui ont touché le Conflent et les Aspres

Monsieur le Président expose :

Le violent incendie qui a frappé le Conflent et les Aspres début juillet impacte gravement notre département et provoque une catastrophe humaine, sociale, environnementale et économique.

Face à ce drame, l'Association des Maires, des Adjoints et de l'Intercommunalité des Pyrénées-Orientales (AMF66) a souhaité, avec le soutien de l'Association des Maires de France (AMF), mettre en place un fonds de solidarité dédié aux communes sinistrées pour recueillir les dons des collectivités territoriales, des entreprises et des citoyens. Les sommes collectées seront centralisées par l'AMF66, en accord avec la préfecture des Pyrénées-Orientales, et redistribuées équitablement selon les besoins exprimés par les communes touchées.

Sensible aux dégâts matériels que cette catastrophe d'une ampleur exceptionnelle engendre, la CC ACVI tient à apporter son soutien et sa solidarité aux communes des Pyrénées-Orientales impactées.

Aussi, il est proposé au conseil communautaire que la CC ACVI contribue à soutenir les communes impactées de la manière suivante :

- Faire un don d'un montant de 5 000-€ (cinq mille euros) à l'Association des Maires des Adjoints et de l'Intercommunalité des Pyrénées-Orientales.
  Siège social :
  Hôtel du Département
  24 quai Sadi Carnot
  66000 Perpignan

Après avoir entendu ce rapport, il est demandé à l'Assemblée d'approuver ce soutien financier, d'habiliter Monsieur le président à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L1111-1 du CGCT,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Décide de faire un don à hauteur de 5 000.00-€ (cinq mille euros) afin de soutenir les communes impactées,

Autorise le Président à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

26. Informations et questions diverses

Philippe KERAUFFRET souhaite évoquer les arrêtés pris par les communes d'Argelès-sur-Mer et de Sorède interdisant l'accès au massif des Albères dès le passage en vigilance feu orange (risque élevé). Il explique que cet arrêté est difficile à faire comprendre et respecter par les usagers dans la mesure où il n'est pas pris par l'ensemble des communes donnant accès au massif. Une harmonisation des arrêtés à l'échelle de toutes les communes interdisant l'accès au massif serait nécessaire pour une meilleure compréhension des usagers afin de sauvegarder notre massif des Albères.

Le Président rappelle que lorsqu'on est en vigilance rouge, un Arrêté Préfectoral interdit l'accès aux massifs à tout le monde (véhicules et piétons).
Par ailleurs, il indique que la CC ACVI doit élaborer avant la fin de l'année un Plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS) et que dans ce cadre-là, une réflexion sur l'accès au massif des Albères lorsqu'on est en vigilance pourra être menée.

Mme MAILLOLS soulève la difficulté à faire appliquer l'arrêté pris par les communes qui interdit l'accès au massif, même au niveau orange, et les contradictions que cette interdiction entraine. Par exemple, cette interdiction s'applique à tous, y compris aux vignerons qui contribuent pourtant à la protection des massifs. Elle indique que le SIVU des Albères est un outil utile dans la partie prévention dont il faudrait se servir.
Elle ajoute qu'un appel à manifestation d'intérêt sur cette question a été lancé par le Préfet auprès des communes visant à expérimenter la création de ceintures coupe-feu. La commune de Banyuls va participer à cet appel à manifestation mais s'interroge sur le fait que l'échelle communale soit la bonne.

Gérard PUJOL ajoute que l'arrêté préfectoral est appliqué à Laroque-des-Albères lors des jours classés en rouge mais se pose le problème du contrôle à chaque accès au massif.
En effet, il explique que la commune de Laroque se trouve encadrée par les communes de Sorède et Villelongue qui ont pris un arrêté d'interdiction d'accès lorsqu'on est en vigilance orange, ce qui pose un problème de communication touristique. Lorsque les gens partent de Laroque ou l'accès est autorisé en jour orange et prennent la crête, ils se retrouvent sur les communes voisines pour lesquelles l'accès est interdit. Le Bureau d'Information Touristique (BIT) ne sait pas comment communiquer. D'un point de vue économique, l'interdiction d'accès au massif lors des jours classés en orange pénaliserait notamment le restaurant situé au Col de l'Ouillat.

Mme PONS ajoute qu'à Montesquieu des dispositions ont été prises avec des barrières à toutes les entrées des massifs, ce qui a suscité beaucoup de contestations. Les barrières empêchent le passage des voitures depuis Montesquieu mais elles n'empêchent pas totalement la circulation car des personnes peuvent arriver par les autres communes n'ayant pas mis en place ce même dispositif.

Le Président propose qu'une Conférence des Maires soit organisée en septembre dont les deux sujets phares seront le Projet de territoire et la protection du massif face aux risques d'incendies.
Il indique qu'il faut prendre le temps de la réflexion et se servir des outils tels que le PCS + PICS +Sivu des Albères pour obtenir une certaine cohérence à l'échelle du territoire. Par ailleurs, il rappelle qu'il ne faut pas oublier que les communes disposent du pouvoir de police du Maire et que le SIVU ou l'intercommunalité ne peuvent pas assurer ce rôle en l'état actuel des choses.

Mme PONS souligne le travail remarquable des unités de bénévoles qui surveillent les massifs. Elle ajoute que ces derniers souhaiteraient davantage de lien avec les communes dans lesquelles ils interviennent et une meilleure communication avec les Maires.

Mme MAILLOLS remercie la CC ACVI d'avoir mis en place le dispositif Ludi'Pop qui consiste à implanter la médiathèque à la plage de banyuls et qui connaît un grand succès.

M. PUJOL remercie la CC ACVI d'avoir augmenté la subvention attribuée au CIOSCA pour l'année 2026 en se basant sur un taux de masse salariale de 0.85% au lieu de 0.70% auparavant, et il incite les communes membres adhérentes au CIOSCA à en faire de même.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h50

Le Président de la Communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris	Le Vice-Président, Maire de la commune d'Ortaffa Secrétaire de séance
Grégory MARTY	Pierre ORTAL

Le Président

Communauté de Communes ACVI

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ALBÈRES CÔTE VERMEILLE ILLIBERIS
3, Impasse CHARLEMAGNE
66700 ARGELES-SUR-MER
04.68.81.63.77 www.cc-acvi.com

Liste des délibérations examinées par le Conseil communautaire Art.L.2121-25 du CGCT

Conseil communautaire - Vendredi 17 juillet 2026 à 18h30
Siège Communautaire 66700 Argelès-sur-Mer

Numéro de délibération	Titre de la délibération	Vote
DL2026-0203	Désignation du secrétaire de la séance du Conseil communautaire du 17 juillet 2026	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0204	Approbation du Procès-verbal de la séance du 15 Juin 2026	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0205	Débat sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0206	Elaboration du Contrat local de santé	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0207	Création d'une commission de délégation de service public (CDSP)	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0208	Création et composition du conseil de développement	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0209	Désignation de référents déontologues - Article L.1111-1-1 du CGCT	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0210	Participation de la CC ACVI au programme « Formation-Action Data 2026 »	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0211	Approbation de la convention de partenariat entre la CC ACVI et les communes pour la mise à disposition d'une équipe de broyage	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0212	Approbation de la convention d'occupation du local technique du Pic Juan par l'association ADRASEC66 pour l'installation d'un relais radio	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0213	Actualisation des tarifs au public de la piscine intercommunale AlberAquatic à compter du 1er septembre 2026	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0214	Piscine Intercommunale AlberAquatic, commune d'Argelès-sur-Mer – Convention à passer avec le Comité Intercommunal des Œuvres Sociales de la Côte Vermeille et des Albères (CIOSCA) pour la prise en charge des cartes d'accès et/ou d'abonnements des agents adhérents au CIOSCA	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0215	Contrat de ville d'Elne : attribution de subventions suite à l'appel à projets 2026	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0216	Convention de partenariat à passer avec la Mission Locale Jeune 66	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0217	Conventions relatives à l'intervention de personnels du service jeunesse de la CC ACVI au Lycée Christian Bourquin à Argelès-sur-Mer et au Lycée Alfred Sauvy à Villelongue-dels-Monts	Approuvée à l'unanimité

DL2026-0218	Conventions relatives à l'intervention de personnels du service jeunesse de la CC ACVI au collège Pierre MENDES France à Saint-André, le collège des Albères à Argelès-sur-Mer et le collège de la Côte Vermeille à Port-Vendres	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0219	Convention de mise à disposition du mémoriel itinérant de Camp de Rivesaltes	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0220	Constitution d'un groupement de commande pour l'accès des communes de Banyuls-sur-Mer, Cerbère, Port-Vendres, Saint-André et Sorède au lot 2 - services voix et données mobiles Plus, de l'accord cadre proposé par la centrale d'achat RESAH	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0221	Mise à jour du tableau des effectifs des emplois permanents du budget principal au 18 juillet 2026	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0222	Mise à jour du tableau des effectifs des emplois non permanents du budget principal au 18 juillet 2026	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0223	Mise à jour du tableau des effectifs des emplois du budget eau potable au 18 juillet 2026	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0224	Mise à jour du tableau des effectifs des emplois du budget annexe assainissement au 18 juillet 2026	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0225	Mise à jour du tableau des effectifs du budget annexe ordures ménagères au 18 juillet 2026	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0226	Mise à jour du RIFSEEP pour les fonctionnaires et agents de droit public	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0227	Mise à jour du RIFSEEP pour les salariés de droit privé	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0228	Compte Epargne Temps : indemnisation des jours épargnés	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0229	Comité Intercommunal des Œuvres Sociales de la Côte Vermeille et des Albères (CIOSCA) – Approbation de la convention d'objectifs relative au versement de la subvention au titre de l'année 2026	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0230	Mise à disposition individuelle d'un agent de la CC ACVI auprès de la commune d'Ortaffa	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0231	Appel au don suite aux incendies qui ont touché le Conflent et les Aspres	Approuvée à l'unanimité

le 20/07/2026

ANNEXES

Annexe 1 - Création et composition du conseil de développement

Annexe 2 - Participation de la CC ACVI au programme « Fondation Action Data 2026 »

Annexe 3 - Approbation de la convention de partenariat entre la CC ACVI et les communes pour la mise à disposition d'une équipe de broyage

Annexe 4 - Approbation de la convention d'occupation du local technique du Pic Juan par l'Association ADRASEC66 pour l'installation d'un relais radio

Annexe 5 - Actualisation des tarifs au public de la piscine intercommunale AlberAquatic à compter du 1er septembre 2026

Annexe 6 - Piscine intercommunale AlberAquatic, commune d'Argelès-sur-Mer – Convention à passer avec le Comité Intercommunal des Œuvres Sociales de la Côte Vermeille et des Albères (CIOSCA) pour la prise en charge des cartes d'accès et/ou d'abonnements des agents adhérents au CIOSCA

Annexe 7 - Convention de partenariat à passer avec la Mission Locale Jeune 66

Annexes 8 et 9- Conventions relatives à l'intervention de personnels du service jeunesse de la CC ACVI au Lycée Christian Bourquin à Argelès-sur-Mer et au Lycée Alfred Sauvy à Villelongue-dels-Monts

Annexes 10 à 12 - Conventions relatives à l'intervention de personnels du service jeunesse de la CC ACVI au collège Pierre MENDES France à Saint-André, le collège des Albères à Argelès-sur-Mer et le collège de la Côte Vermeille à Port-Vendres

Annexes 13 et 14- Convention de mise à disposition de l'exposition mémorial itinérant du camp de Rivesaltes

Annexe 15 - Constitution d'un groupement de commande pour l'accès des communes de Banyuls-sur-Mer, Cerbère, Port-Vendres, Saint-André et Sorède au lot 2 - services voix et données mobiles Plus, de l'accord cadre proposé par la centrale d'achat RESAH

Annexes 16 à 20 - Mise à jour du tableau des effectifs au 18 juillet 2026

Annexes 21 à 23 - Comité Intercommunal des Œuvres Sociales de la Côte Vermeille et des Albères (CIOSCA) – Approbation de la convention d'objectifs relative au versement de la subvention au titre de l'année 2026

Annexe 24 - Mise à disposition individuelle d'un agent de la CC ACVI auprès de la commune d'Ortaffa

ANNEXE 1 - CRÉATION ET COMPOSITION DU CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT

CONSEIL DE DEVELOPPEMENT

Communes	NOM	PRENOM
ARGELES SUR MER	BATAILLON	Alice
	CARRERE	Roger
BAGES	STEFAN	Robert
	SALVADOR CASANOVA	Rosa
BANYULS SUR MER	FERRER	Hélène
	BECQUE	Pierre
CERBERE	BIRBA	Marcel
	ABDI	Bérangère
COLLIOURE	BRIQUEU	Thérèse
	LLOSE	Jean-Christophe
ELNE	ESCARO	Cécile
	ABELA	Goeffrey
LAROQUE DES ALBERES	CAMIADE	Martine
	MONTERO	Sylvain
MONTESQUIEU DES ALBERES	CHAMPETIER	Etienne
	LEHEU	Nathalie
ORTAFFA	CHAPRON	Claude
	REYNARD	Vincent
PALAU DEL VIDRE	GIL	Sébastien
	FOURRIQUES	Valérie
PORT VENDRES	NADAL	Lionel
	BERTRAND	Claire
SAINT ANDRE	VELASCO	André
	ROQUET	Pascaline
SAINT GENIS DES FONTAINES	GAYTON	Annick
	JACQUES	Gaël
SOREDE	MARIE	Odile
	PONS	Hugo
VILLELONGUE DELS MONTS	CODONY	Serge
	BERNADAS	Priscilla

ANNEXE 2 - PARTICIPATION DE LA CC ACVI AU PROGRAMME « FONDATION ACTION DATA 2026 »

Formation
ACTION Data

CONVENTION DE PARTICIPATION AU PROGRAMME DE FORMATION-ACTION DATA PROMOTION 2026

Entre l'association Les Interconnectés et la collectivité Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris

Préambule

Dans le cadre de ses activités de soutien à la montée en compétences des acteurs publics en matière d'utilisation des données pour les politiques publiques des territoires, l'association Les Interconnectés, conjointement avec La Banque des Territoires et Intercommunalités de France porte un programme de formation-action à destination de collectivités territoriales. Un appel à candidature a été lancé en février 2026 pour sélectionner les 10 territoires qui seront accompagnés en 2026.

À l'issue de ce processus, la collectivité Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris a été sélectionnée pour participer à ce programme, en raison de la pertinence de son projet et de son engagement.

Le programme, d'une durée de 6 mois, comprend une formation en ligne d'environ 30 heures ainsi qu'un accompagnement individualisé (mentorat) pour appuyer les participants dans la mise en œuvre concrète de leur projet. Le calendrier et le programme détaillé du programme sont annexés à ce document.

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques entre l'association Les Interconnectés et la collectivité Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris pour la bonne réalisation du programme.

Article 1 – Prise en charge financière

La participation de la collectivité au programme de formation-action est entièrement gratuite.

La valeur estimée de l'accompagnement (comprenant la formation en ligne, le mentorat individualisé, ainsi que les temps d'animation et de coordination) est de 5.000 euros par collectivité participante. Ce coût est intégralement pris en charge par les partenaires financiers du programme.

Cependant, les frais de déplacement, et le cas échéant d'hébergement, engagés par les représentants de la collectivité pour participer aux réunions de lancement et de restitution restent à la charge de la collectivité.

Article 2 – Engagement d'assiduité

La collectivité s'engage à désigner les participants au programme. Comme précisé dans l'appel à candidature cette équipe comprendra au moins deux personnes :
- un référent disposant de compétences ou de responsabilités en matière de données ou de numérique ;
- un référent issu d'un service métier, en lien direct avec la politique publique concernée par le projet accompagné.

La collectivité s'engage également à ce qu'au moins un de ces représentants participe de manière assidue à l'ensemble du programme de formation-action, incluant les sessions collectives en ligne et les séances de mentorat individuel.

En cas d'empêchement ou d'absence, la collectivité s'engage à en informer, dans les meilleurs délais, l'animateur du programme désigné par l'association Les Interconnectés.

En cas d'absences répétées ou non justifiées aux sessions de formation, l'association Les Interconnectés se réserve le droit de mettre fin à la participation de la collectivité au programme, après en avoir informé la collectivité concernée.

Article 3 – Mise à disposition des moyens nécessaires

La collectivité s'engage à mettre à disposition de la ou des personnes participant au programme :
- Le temps nécessaire pour suivre l'ensemble des sessions et travailler sur le projet ;
- Les ressources matérielles et logicielles nécessaires (accès à un ordinateur, connexion internet, etc.) ;
- L'accès aux données internes nécessaires à la réalisation du projet identifié dans le cadre du programme.

Elle s'engage également à mobiliser, si besoin, les services internes concernés pour permettre l'avancée effective du projet accompagné.

Article 4 – Mise à disposition des supports de formation

L'association Les Interconnectés s'engage à mettre à disposition de la collectivité l'ensemble des supports pédagogiques utilisés dans le cadre du programme de formation-action.

Ces supports sont destinés à un usage strictement interne, pour les besoins des participants et des agents de la collectivité impliqués dans le projet. Toute diffusion ou réutilisation de ces supports à l'extérieur de la collectivité, notamment à des fins de communication publique, de reproduction ou de diffusion à d'autres acteurs, est soumise à l'accord préalable écrit de l'association.

Article 5 – Participation aux réunions collectives

La collectivité s'engage à participer aux réunions de lancement le 1Er juin 2026 lors du Forum des Interconnectés et de restitution du programme en janvier 2027. La participation en présentiel à la réunion de restitution est impérative. Lors de cette dernière, les résultats et les enseignements du programme seront partagés.

Article 6 – Communication et valorisation

La collectivité autorise l'association Les Interconnectés à mentionner sa participation au programme dans ses supports de communication (site internet, rapports, publications, événements, etc.), ainsi qu'à valoriser les projets accompagnés dans le cadre de ses actions de sensibilisation et de diffusion de bonnes pratiques.

Article 7 – Désistement et résiliation

En cas d'impossibilité majeure empêchant la collectivité de poursuivre sa participation au programme, elle s'engage à en informer l'association Les Interconnectés dans les plus brefs délais.

L'association Les Interconnectés se réserve le droit de mettre fin à la participation d'une collectivité en cas de manquement grave aux engagements définis dans la présente convention, après un échange avec les parties concernées.

Fait à [lieu], le [date]
En deux exemplaires originaux.

Pour l'association Les Interconnectés
Nom, fonction, signature

Pour la Communauté de Communes
Albères Côte Vermeille Illibéris
Grégory MARTY, Président

ANNEXE 3 – APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA CC ACVI ET LES COMMUNES POUR LA MISE À DISPOSITION D'UNE ÉQUIPE DE BROYAGE

DEPARTEMENT DES PYRENEES

COMMUNAUTE DE COMMUNES
ALBERES - COTE-VERMEILLE - ILLIBERIS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE – BP 90103 - 66704 ARGELES SUR MER

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA CC ACVI ET LA COMMUNE DE…… POUR LA MISE A DISPOSITION D'UNE EQUIPE DE BROYAGE

CONVENTION FINANCIERE

Entre les soussignés:

La **Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris,**
Sise : 3 Impasse Charlemagne – BP 90103 – 66704 ARGELES SUR MER
Représentée par son **Président, Monsieur MARTY Grégory** agissant en cette qualité en vertu de la délibération du Conseil Communautaire N° …….. en date du 17 juillet 2026 et désignée dans ce qui suit par :
« LA COMMUNAUTE DE COMMUNES » ou **« LA CC ACVI »**

D'une part,

Et

La **Commune……,**
Sise : ……
Représentée par son / sa **Maire, Monsieur / Madame ……** agissant en cette qualité par délibération N°……..en date du ..... et désignée dans ce qui suit par :
« LA COMMUNE »

D'autre part,

La **COMMUNAUTE DE COMMUNES** et la **COMMUNE** étant ci-après collectivement désignées par **« Les Parties ».**

CONSIDERANT QUE :

Dans le cadre de sa politique environnementale, la Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris encourage la pratique du broyage de déchets verts afin de limiter les allers-retours en déchèterie et de favoriser la valorisation locale des déchets verts.

Dans cette optique, la CC ACVI organisera chaque année des campagnes de promotion du jardinage au naturel et du broyage des végétaux sur les sites des Communes qui en font la demande (Cf. la brochure « Luttons contre les pesticides » qui résulte de l'appel à projet ZÉRO PHYTO régional « Des loisirs au service de la ressource en eau »).

Cette convention a pour objet de définir les obligations liant les deux parties.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

****

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La CC ACVI met en œuvre les moyens matériels permettant de broyer les déchets verts des communes adhérentes et de leurs citoyens.
Les déchets verts qui seront broyés pourront être réutilisés soit par la commune soit par ses habitants.

ARTICLE 2 – NATURE ET CONDITION DE LA PRESTATION

Après fixation d'un rendez-vous avec la Commune, le personnel de la CC ACVI se rendra sur le site dédié pour broyer les branchages conformément aux obligations de l'article 3 de la présente convention.

La Mairie de la Commune autorise la CC ACVI à pénétrer sur son domaine communal avec un broyeur de végétaux sur pneumatiques et son véhicule utilitaire tracteur.

La prestation de broyage concerne uniquement les branchages issus de la taille de haies et non de la taille de massifs d'ornement (types rosiers, fleurs, palmiers, cactées, Griffes de Sorcière,) ni d'abattage d'arbres :

- Le diamètre maximum admis est de 15 cm.
- Si le broyage fait suite à l'intervention d'une entreprise, celui-ci sera refusé.
- La Commune s'engage à ne pas laisser de stock de végétaux sur le site.

Les agents de la Communauté de communes auront la possibilité de refuser de broyer si ces conditions ne sont pas respectées.

Par ailleurs, la Communauté de communes ne pourra être tenue pour responsable des détériorations du domaine communal (chemin).

NB : La commune devra retourner la convention signée à la Communauté de communes (Pas d'application de la convention par anticipation).

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE

La Commune s'engage, par l'intermédiaire de son signataire, à :

- **Réserver l'équipe** via un agenda partagé auprès des Services « CHANTIERS D'INSERTION » de la CC ACVI avec un minima de 30 jours, sous condition de disponibilité ;

- **Garantir la sécurité** du lieu mis à disposition et prendre un arrêté préfectoral pour la pratique ponctuelle du broyage sur ce site.

  Rappel de l'Arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (*J.O 0069 du 15/02/2016)* stipulant l'interdiction de stocker des déchets verts.

- **Promouvoir le broyage auprès du grand public** (cf. **brochure** « Luttons contre les pesticides » et **panneaux implantés sur les 7 communes par la CC ACVI).**
  Par exemple en organisant des campagnes de broyage à destination des ménages et en communicant sur les opérations réalisées, de manière à sensibiliser les habitants du territoire à l'intérêt du broyat, à la valorisation locale des tailles et des branchages en paillage et/ou en apport de structurants pour le compostage ;

- **Indiquer le partenariat avec la CC ACVI sur** tous les supports de communication autour des opérations de broyage ;

A noter que la Commune signataire de cette convention aura la possibilité d'**utiliser le broyat** obtenu pour le(s) usage(s) suivant(s) :

- Don du broyat aux ménages intéressés
- Don du broyat aux associations et espaces de jardins partagés
- Usage du broyat pour les espaces verts locaux

L'excédent de broyat produit restera à la charge de la Commune.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA CC ACVI

La CC ACVI s'engage, à :

- **Acheter, entretenir, réparer le matériel et mettre à disposition** une équipe d'agents pour effectuer la prestation ;

- **Accompagner l'action de promotion du broyage domestique** en organisant des temps d'informations et/ou de formations, et en mettant des outils de communication à disposition de la Collectivité ; en sensibilisant également les foyers par la remise d'une brochure explicative (guide pratique) sur la valorisation du broyat (paillage, compostage).

- **Broyer les déchets verts issus de l'élagage ou de la taille de haies** sur le site communal selon la date et l'heure fixées au préalable, durant 1 journée ou plus, en fonction des besoins.

ARTICLE 5 – INDEMNITE DE PRESTATION JOURNALIERE DE L'EQUIPE BROYAGE

La présente prestation est consentie et acceptée moyennant un **forfait journalier de 380 € HT** (trois cent quatre-vingts euros), **hors-taxes,** correspondant à une journée de 7h de travail incluant le temps de trajet, d'installation et de pause méridienne. Cette prestation sera payée par semestre.

Le forfait prendra en compte : le déplacement de 3 agents (2 agents de chantiers d'insertion et un encadrant technique) du siège de la CC ACVI jusqu'au site de la commune, un broyeur multi végétaux, du petit matériel, l'assurance, le carburant lié à l'usage du broyeur et la sécurisation de l'espace de travail.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'APPLICATION ET DE DUREE

La présente convention prend effet à compter du 1er juillet 2026 pour une durée d'un an, renouvelable tacitement 2 fois, par période d'un an.

ARTICLE 7 – ASSURANCE

La CC ACVI s'engage à assurer ses agents et son matériel.
En contrepartie, la commune s'engage à assurer le site mis à disposition et à fournir l'attestation d'assurance du site couvrant ce type de prestation à la CC ACVI.

ARTICLE 8 – RESILIATION ANTICIPEE DE LA CONVENTION

Chacune des parties peut unilatéralement mettre fin à la présente convention, par courrier recommandé avec accusé de réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de plein droit deux mois après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la Poste faisant foi.
En cas de non-respect par l'une des parties des stipulations ou des obligations résultant de la présente convention, l'autre partie peut résilier la convention de plein droit, sans préavis, après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception.
La résiliation de la convention implique l'impossibilité immédiate pour la commune de solliciter à nouveau l'équipe Broyage de la CC ACVI.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement.

Les différends et les litiges qui n'auront pu recevoir de solution amiable seront déférés devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Argelès-sur-Mer, le ……/……/ 2026.

Pour « LA COMMUNE»,

Le Maire,
……

Pour la « COMMUNAUTE DE COMMUNES »,

Le Président,
Grégory MARTY

ANNEXE 4 – APPROBATION DE LA CONVENTION D'OCCUPATION DU LOCAL TECHNIQUE DU PIC JUAN PAR L'ASSOCIATION ADRASEC66 POUR L'INSTALLATION D'UN RELAIS RADIO

DEPARTEMENT DES PYRENEES ORIENTALES

COMMUNAUTE DE COMMUNES
ALBERES - COTE-VERMEILLE - ILLIBERIS

3 IMPASSE CHARLEMAGNE – BP 90103 - 66704 ARGELES SUR MER

CONVENTION D'OCCUPATION PRIVATIVE DU DOMAINE PUBLIC

Entre :

La Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris,
Ci-après déligné par le terme : CC ACVI, dont le N°SIREN est 200 043 602
Représentée par Monsieur Grégory MARTY, agissant en qualité de Président,
D'une part,

Et :

Association ADRASEC66
Représentée par Monsieur ORTIZ Alain, en qualité de Président
Représentée par Monsieur FORTIER Daniel, en qualité de Directeur technique
D'autre part,

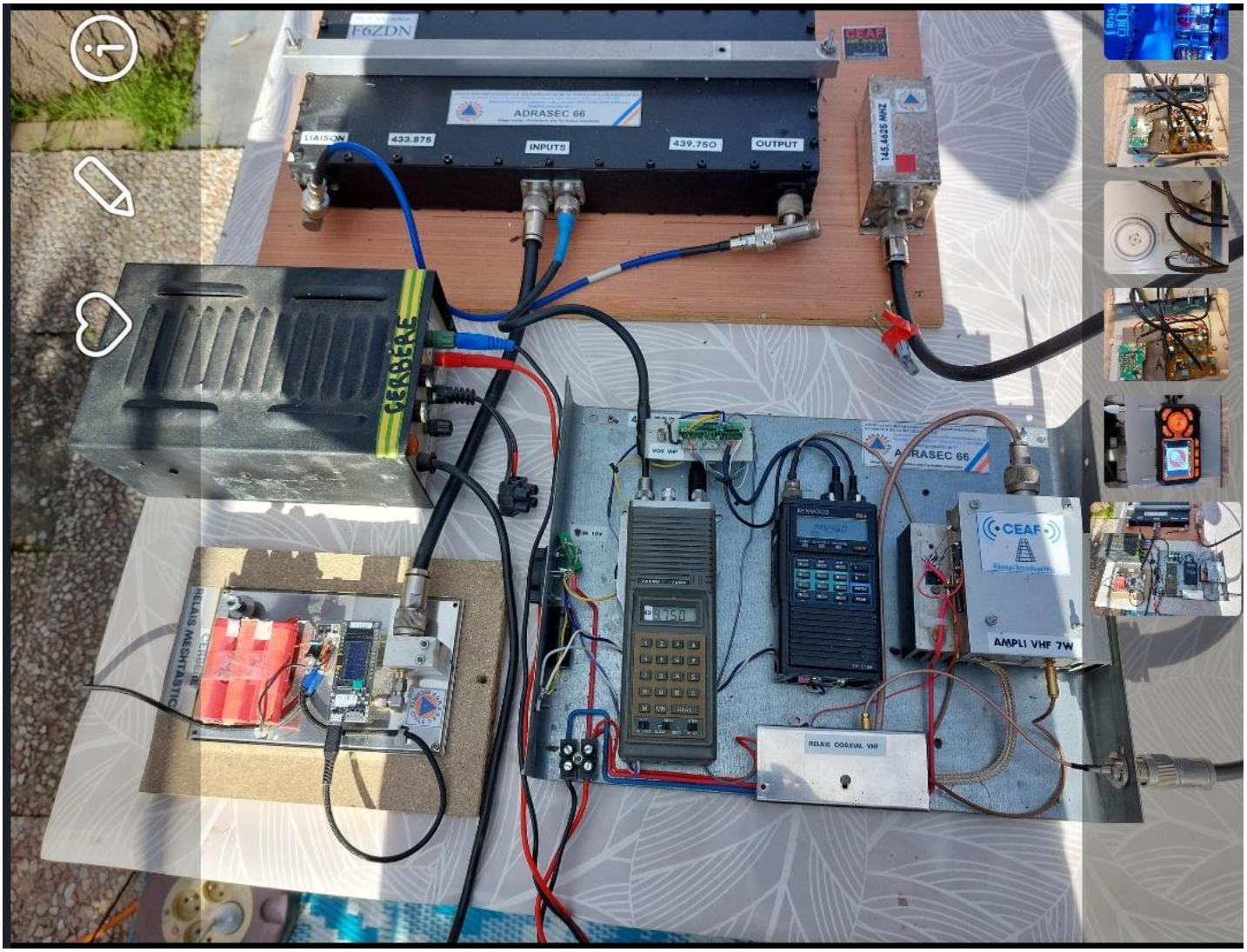
ARTICLE 1 – Objet

1.1 L'ADRASEC66 (association agréée de sécurité civile) sollicite l'implantation d'un **relais radio sur le site du Pic Juan**, dans le local technique qui accueille actuellement les équipements de diffusion TNT.

Cette installation vise à **sécuriser les transmissions radio** sur le secteur Cerbère — Banyuls — frontière espagnole. Elle s'inscrit dans une mission confiée à l'ADRASEC66 par la préfecture le 5 juin 2025 pour renforcer la sécurité des communications sur cette zone.

L'association dispose déjà d'une **autorisation d'émettre délivrée par l'ANFR**, ce qui valide la conformité technique de son projet.

1.2 **Nature de l'installation autorisée** : L'Autorité Publique autorise L'**Association ADRASEC66** à installer sur ces équipements dasn le local technique du pic joan



1.3 **Modification et extensions** : Toute modification des installations (ajout ou déplacement d'équipements, extension du site, etc.) devra être préalablement autorisée par l'Autorité Publique.Un dossier technique détaillé, comprenant les plans nécessaires à l'évaluation des modifications envisagées, devra être soumis à l'Autorité Publique pour validation avant toute modification.

1.4 **Surface occupée** : Les emplacements mis à disposition se composent d'une surface d'environ 10 m² destinée à accueillir les composant électroniques, ainsi que la surface occupée par le mât supportant les antennes et faisceaux hertziens. Ces surfaces sont identifiées sur les plans en annexe.

1.5 **Dossier technique** : Un dossier technique, comprenant des plans de sécurité, d'élévation et de vue d'ensemble, sera fourni à titre indicatif par Adrassec.

1.6 L'autorité publique n'autorise pas l'**Association ADRASEC66** à sous-louer les lieux mis à disposition ou à céder la Convention à tout autre établissement.

ARTICLE 2 - Montant de la Redevance

Cette installation a été consentie à titre gratuit.

ARTICLE 3 - Date d'Entrée en Vigueur

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature, après contrôle de légalité de la délibération du Conseil Communautaire en date du 1er juillet 2026

ARTICLE 4 - Durée – Résiliation anticipée

4-1 Durée
La Convention est conclue pour une durée de dix (10) ans. En cas de résiliation par l'une des Parties, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception et respectant un préavis de douze (12) mois avant la date d'échéance de la période en cours.

4-2 Résiliation de la Convention à l'initiative de l'Autorité Publique
L'Autorité Publique pourra résilier la présente Convention à tout moment, sans préjudice des conditions financières, si un motif d'intérêt général justifie cette résiliation. Cette résiliation sera effectuée dans le respect des modalités prévues par le Code général de la propriété des personnes publiques et sous réserve d'un préavis de douze mois, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

4-3 Résiliation à l'initiative de l'association ADRASEC66
L'Association ADRASEC66 pourra résilier la Convention de plein droit, sans indemnité, sous réserve d'un préavis de trois (3) mois par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les cas suivants:

La suppression ou le non-renouvellement des autorisations nécessaires à l'exploitation des réseaux de communication électronique,

- Le retrait ou l'annulation des autorisations administratives liées aux équipements techniques,
- La gestion de la Convention transférée à un tiers ou tout changement substantiel affectant l'emplacement des équipements (cession de la parcelle, modification de l'usufruit, etc.),
- L'impossibilité de se conformer aux nouvelles régulations dans les délais légaux.

4-4 Résiliation en cas de perturbations ou modifications des équipements
L'**Association ADRASEC66** pourra également résilier la Convention, moyennant une indemnité forfaitaire de six (6) mois, à condition de respecter un préavis de trois (3) mois. Cette résiliation sera possible en cas de perturbations graves des émissions radioélectriques ou en cas de modification de l'architecture des réseaux nécessitant une réadaptation des équipements.

4-5 Résolution de la Convention
En cas de non-exécution d'une des obligations essentielles par l'une ou l'autre des Parties, notamment en cas de non-respect des obligations, la Convention pourra être résolue de plein droit, après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de deux (2) mois. Cette résolution n'ouvrira aucun droit à restitution pour la période antérieure à la dernière obligation non exécutée.

ARTICLE 5 – Assurances

5-1 Assurances souscrites par l'association ADRASEC66
L'association ADRASEC66 s'engage à souscrire et maintenir en vigueur, auprès de compagnies d'assurance représentées en Europe, des polices couvrant les risques suivants durant toute la durée de la Convention:

- Sa responsabilité civile liée à son activité, aux équipements techniques, ainsi qu'à son personnel impliqué dans les opérations de maintenance et d'entretien desdits équipements,
- Les dommages subis par les équipements techniques, notamment contre les risques d'incendie, d'explosion et de dégâts des eaux,
- Les recours des voisins et tiers en cas de préjudice causé par ses équipements ou ses activités.

5-2 Assurances souscrites par l'Autorité Publique
L'Autorité Publique est responsable de l'assurance de ses biens immobiliers et/ou mobiliers, et s'engage à souscrire une ou plusieurs polices d'assurance garantissant sa responsabilité civile dans le cadre de cette Convention ou à assurer par elle l''assurance de ces biens.

5-3 Renonciation aux recours
Le Bailleur et ses assureurs renoncent à tout recours contre l'association ADRASEC66, ses mandataires et ses assureurs, au titre du présent bail, au-delà d'un montant de 7 600 000 euros par sinistre et par an, sauf en cas de faute lourde ou intentionnelle.
L'association ADRASEC66 et ses assureurs renoncent également à tout recours contre le Bailleur et ses assureurs, au-delà d'un montant de 7 600 000 euros par sinistre et par an, sauf en cas de faute lourde ou intentionnelle.

5-4 Absence d'exonération de responsabilité
A cet égard, aucune exonération de responsabilité pour les deux Parties n'est prévue en cas de sinistre, sous réserve d'une évaluation du lien de causalité et de l'attribution de la responsabilité de chacun, notamment par la désignation d'un expert.

5-5 Fourniture des attestations d'assurance
Chacune des Parties s'engage à fournir à l'autre Partie, sur simple demande, les attestations d'assurances en vigueur, incluant la mention de la renonciation à recours prévue ci-dessus, dans un délai raisonnable après la demande.

ARTICLE 6 - Élection de Domicile

6.1 **Pour l'Autorité Publique :**
L'Autorité Publique élit domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.

6.2 **Pour l'association ADRASEC66 :**
ADRASEC66 élit domicile à l'adresse suivante :

- **ADRASEC66**
  24 Quai Sadi Carnot
  66000 PERPIGNAN

ARTICLE 7 – Travaux de réparation effectués par l'Autorité Publique

En cas de travaux indispensables à la réparation du réservoir et conduisant à la suspension temporaire du fonctionnement des équipements techniques, l'Autorité Publique en avertira l'association ADRASEC66 par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de douze mois avant le début des travaux, en lui précisant leur nature et leur durée estimée.

Ce préavis ne s'appliquera pas en cas de travaux rendus nécessaires par un cas de force majeure, auquel cas l'information sera communiquée dans les plus brefs délais. Les Parties se concerteront de bonne foi pour trouver une solution de remplacement pendant la durée des travaux, afin de permettre la poursuite de l'exploitation des équipements techniques de l'association ADRASEC66.

Les coûts directement liés à l'installation temporaire d'une solution de remplacement et à sa désinstallation seront supportés par l'association ADRASEC66. Au cas où aucune solution de remplacement acceptable pour l'association ADRASEC66 ne serait trouvée dans un délai raisonnable après le début des concertations, l'association ADRASEC66 se réserve le droit de résilier la Convention.

Dans ce cas, la résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité due par l'Autorité Publique, mais l'association ADRASEC66 ne sera pas redevable des redevances postérieures à la date effective de résiliation. La redevance due par l'association ADRASEC66 sera diminuée à proportion de la durée de suspension effective du fonctionnement des équipements techniques. A l'issue des travaux, l'association ADRASEC66 pourra réinstaller les équipements techniques à l'emplacement initial, ou décider, avec un préavis de six mois, de résilier la Convention.

ARTICLE 8 – Libre accès aux lieux mis à disposition

L'Autorité Publique autorise l'association ADRASEC66, ses préposés, tout tiers dûment autorisé par l'association ADRASEC66 et/ou accompagné par l'association ADRASEC66 ou ses préposés à avoir à tout moment un accès libre et sécurisé aux emplacements mis à disposition, dans le strict respect des dispositions détaillées et des procédures de sécurité.
Il est entendu que ces accès devront s'effectuer de manière à minimiser toute gêne pour l'Autorité Publique et les autres occupants du site, et dans le respect des règles internes de sécurité et d'exploitation du site.

ARTICLE 9– Confidentialité

Les Parties s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au titre de la présente Convention et qui sont expressément désignées comme confidentielles. En conséquence, chacune des Parties s'interdit de divulguer lesdites informations à un tiers, à l'exception d'une autorité compétente, de conseils membres d'une profession règlementée et tenus au secret professionnel, des actionnaires de la Partie divulgatrice, de toute entité juridique appartenant au même groupe que la Partie divulgatrice, et/ou dans le cadre du respect d'une obligation légale ou réglementaire.

ARTICLE 10- Annexes

La présente convention comprend les documents suivants :

- Autorisation d'émettre de l'ANFR ;
- Dossier technique des équipements installés.

Fait à Argelès-sur-Mer, le 19 juillet 2026.

Pour la Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris,	**Pour « l'association ADRASEC66 » Le président Alain Ortiz**
Le Président,	**Le Directeur Général,**
Grégory MARTY	**Xavier PAVOUX**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANFR
AGENCE NATIONALE DES FRÉQUENCES

AGENCE NATIONALE DES FREQUENCES (ANFR)
DIRECTION DE LA GESTION DES FREQUENCES

M. FORTIER DANIEL
9 RUE DES MIMOSAS
66280 SALEILLES

INDICATIF DU RESPONSABLE : **F1UCG**

N° CERTIFICAT DU RESPONSABLE : **21206**

Monsieur,

En réponse à votre demande, je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous, l'indicatif de la station que vous avez déclarée.

ATTRIBUTION D'UN INDICATIF POUR UNE STATION REPETITRICE

INDICATIF STATION : **F6ZDN**
ADRESSE STATION : PIC JUAN

66290 CERBERE

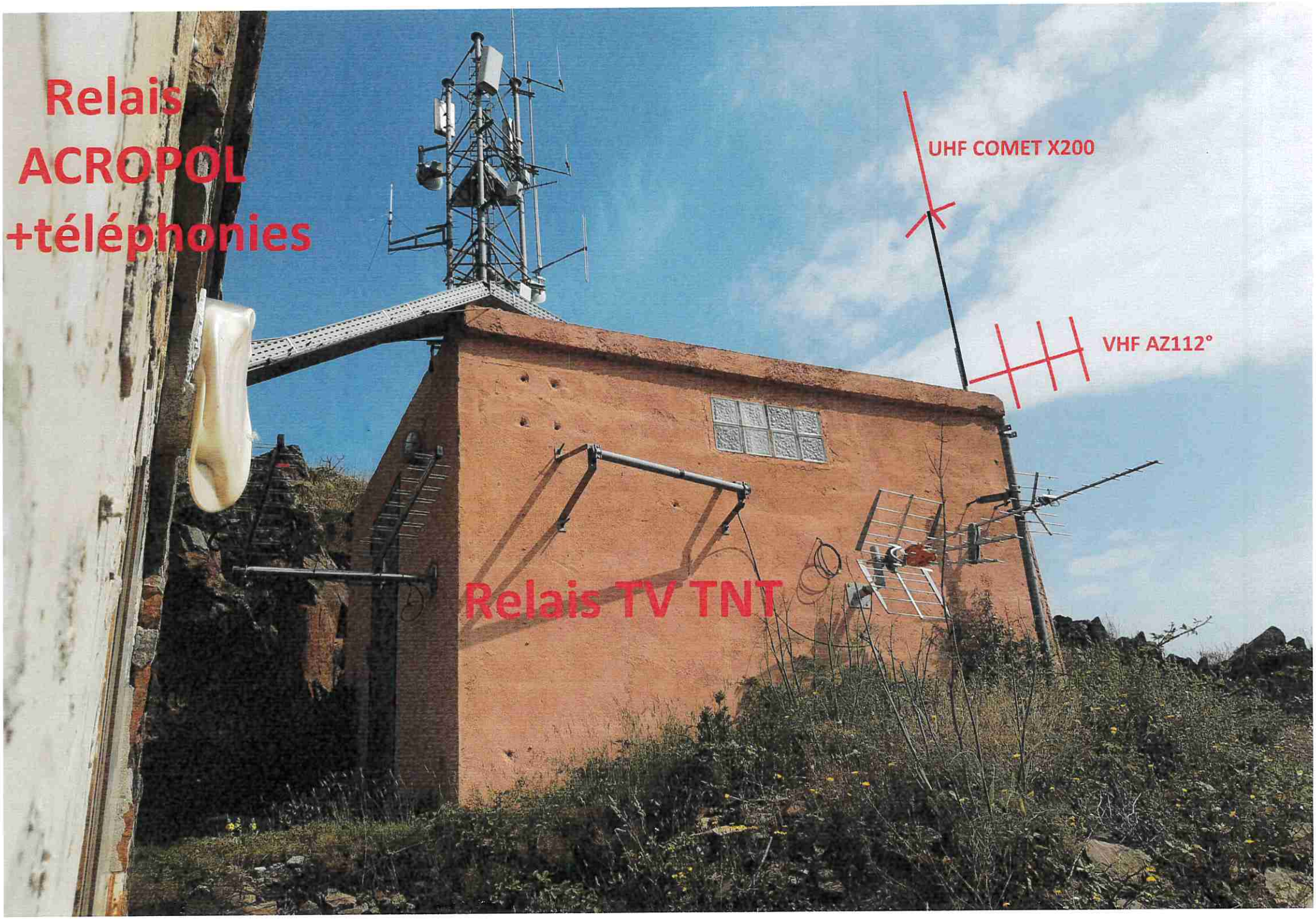
COORDONNEES GEOGRAPHIQUES : LONGITUDE : 3° 8' 8" / E LATITUDE : 42° 27' 17" / N

INDICATIF INDIVIDUEL DU RESPONSABLE DE LA STATION : F1UCG

ADRESSE DU RESPONSABLE DE LA STATION : 9 RUE DES MIMOSAS
66280 SALEILLES

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Fait à Saint-Dié-des-Vosges, le 28/07/2025
Pour le Directeur Général de l'ANFR et par
délégation le Chef du Dépt. Licences et Certificats
Cédric PERROS


Relais
ACROPOL
+téléphonies
UHF COMET X200
VHF AZ112°
Relais TV TNT

ANNEXE 5 – ACTUALISATION DES TARIFS AU PUBLIC DE LA PISCINE INTERCOMMUNALE ALBERAQUATIC À COMPTER DU 1ER SEPTEMBRE 2026

TARIFS SUIVANT DELIBERATION DE 2014 En €			TARIFS A COMPTER DU 1ER SEPTEMBRE 2026 En €	
	Tarifs CDC	**Tarifs hors CDC**	**Tarifs CDC**	**Tarifs Hors CDC**
ADULTES				
Entrée	3.50	4,50	4,50	5,50
Carte 10 entrées (validité 1 ans - de date à date)	30,00	40,00	38,00	48,00
Abonnement annuel	165,00	220,00	170,00	250,00
Trimestre	65,00€	85,00	80,00	100,00
ENFANTS 2 à 16 ANS				
Entrée	2,00	2,50	2,50	3,50
Carte 10 entrées (validité 1 ans - de date à date)	18,00	20,00	20,00	25,00
Abonnement annuel	100,00	120,00	110,00	130,00
Trimestre	40,00	50,00	50,00	60,00
TARIFS SÉNIORS (à partir de 70 ans)				
Entrée	3,00	4,00	3,50	4,50
Carte 10 entrées (validité 1 ans - de date à date)	25,00	35,00	30,00	40,00
Abonnement annuel	140,00	200,00	160,00	240,00
Trimestre	60,00	80,00	70,00	90,00
TARIFS RÉDUITS (Jeunes 16-21 ans, étudiants, handicapés, RSA, demandeurs d'emploi)				
Entrée	2,50	3,50	3,00	4,00
Carte 10 entrées (validité 1 ans - de date à date)	20,00	30,00	25,00	35,00
Abonnement annuel	120,00	165,00	140,00	220,00
Trimestre	50,00	65,00	60,00	80,00
Entrée Famille (2 adultes + 3 enfants) ou (1 adulte + 4 enfants)	9,00	10,50	13,00	16,00
CARTE en cas de perte	3,00	3,00	4,00	4,00
AQUABIKE				
1 cours collectif (45 min)	10,00	10,50	11,50	13,00
10 cours collectif (45 min)	80,00	90,00	10,00	110,00
20 cours collectif (45 min) + 2 séances gratuites	150,00	180,00	180,00	200,00

ANNEXE 6 – PISCINE INTERCOMMUNALE ALBERAQUATIC, COMMUNE D'ARGELÈS-SUR-MER – CONVENTION À PASSER AVEC LE COMITÉ INTERCOMMUNAL DES ŒUVRES SOCIALES DE LA CÔTE VERMEILLE ET DES ALBÈRES (CIOSCA) POUR LA PRISE EN CHARGE DES CARTES D'ACCÉS ET/OU D'ABONNEMENTS DES AGENTS ADHÉRENTS AU CIOSCA

CONVENTION D'ACCES PISCINE ALBERAQUATIC

Entre

Le Comité Intercommunal des Œuvres Sociales Côte Vermeille Albères (CSE CIOSCA) dont le siège est situé, allée Ferdinand Buisson – 66700 Argelès sur mer, représenté par son Président, M. Thierry Madern

Ci-après désigné par « le CIOSCA »

D'une part, Et

La Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illiberis dont le siège est situé Chemin de Charlemagne, BP 90103, 66704 Argelès sur Mer, représentée par son Président M. Grégory MARTY

Ci-après désigné par « CC ACVI »

D'autre part

PREAMBULE :

La CC ACVI gère :

- La Piscine Intercommunale AlberAquatic, située 130 Avenue de Charlemagne, 66700 Argelès sur Mer, sous le numéro SIRET 2000 43602 00016

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de permettre aux agents membres du CSE CIOSCA, d'accéder à la Piscine Intercommunale et d'utiliser les cartes d'accès et/ou d'abonnements au tarif proposé aux habitants du territoire de la CC ACVI.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

Les cartes d'accès et/ou d'abonnements seront facturés directement au CIOSCA, offrant ainsi la possibilité à leurs personnels d'une prise en charge financière par celui-ci.

ARTICLE 3 – TARIFS

Les cartes d'accès et/ou d'abonnements seront facturés directement au CIOSCA de la CC ACVI, au tarif proposé aux habitants du territoire de la CC ACVI. Dans le cadre de leurs prérogatives et/ou missions de service public, la CC ACVI met à disposition la Piscine Intercommunale AlberAquatic, aux conditions tarifaires approuvées par délibération n°DL 2026-xxxx du 17 juillet 2026.

ARTICLE 4 – DUREE

La présente convention prend effet à compter de la date de signature, pour une durée de 3 ans. Elle est renouvelable et modifiable par avenant. Elle peut être dénoncée avant l'échéance, par lettre recommandée avec accusé de réception, par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis de trois mois.

ARTICLE 5 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les parties s'engagent à traiter les données personnelles collectées conformément au Règlement pour la Protection des Données Personnelles (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, désigné sous le terme RGPD.

a) L'organisme s'engage à traiter les données personnelles pour la finalité indiquée à l'article 1- Objet, conformément aux instructions du CIOSCA. En vertu de la présente convention, l'organisme s'engage à garantir la confidentialité des données à caractère personnel et à veiller à ce que les personnes autorisées à traiter ces données s'engagent à respecter leur confidentialité. L'organisme s'engage à prendre en compte les principes de protection des données personnelles par défaut.

b) L'organisme est autorisé à traiter pour le compte du CIOSCA les données à caractère personnel nécessaires pour permettre aux agents membres du CIOSCA, d'utiliser les cartes d'accès et/ou d'abonnement au sein de la piscine Intercommunale AlberAquatic.

c) La nature des opérations réalisées sur les données est leur collecte, pour l'accès aux services des prestations par le service compétent de l'organisme.

d) Les données à caractère personnel traitées pourront être, les coordonnées suivantes de chaque personne : nom, prénom, téléphones.

e) Il n y'a aucun transfert de collecte à aucun prestataire

f) En dérogation de l'alinéa e), et dans le cas où il y a transfert de collecte à un nouveau prestataire par l'une ou l'autre des parties, les parties, cotraitantes, en conformité avec l'article 28-1 et suivants du RGPD, feront uniquement appel à des sous-traitants qui présentent des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et garantisse la protection des droits de la personne concernée. Ces sous-traitants garantissent la conformité des collectes de données personnelles au RGPD.

Fait en deux exemplaires orignaux à Argelès-sur-Mer, le / /2026

Le Président de la Communauté de communes Albères Côte Vermeille - Illibéris,

Grégory MARTY

Le Président du CIOSCA

Thierry MADERN

ANNEXE 7 – CONVENTION DE PARTENARIAT À PASSER AVEC LA MISSION LOCALE JEUNE 66

Convention de partenariat
Mission Locale Jeunes des Pyrénées-Orientales - Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris

---

Entre les soussignés :

La Mission Locale Jeunes des Pyrénées-Orientales, dont le siège social est situé au 7 boulevard du Conflent, 66000 Perpignan, d'une part, dénommée ci-après MLJ des P-O

Représentée par Monsieur Remi Lacapere, Président,

Et

La Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris, 3 Impasse Charlemagne, 66700 Argelès, d'autre part, dénommée ci-après CC ACVI

Représentée par Monsieur Grégory Marty, Président,

Il est convenu ce qui suit:

Préambule

L**a Mission Locale Jeunes des Pyrénées-Orientales** (MLJ des P-O) est un acteur de référence pour l'accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans vers l'emploi, la formation et l'autonomie. Ancrée sur l'ensemble du département des P-O, avec notamment une antenne à Argelès-sur-Mer et une autre à Elne, elle agit en lien étroit avec les entreprises, les institutions et les acteurs économiques pour rapprocher les jeunes du monde professionnel et soutenir l'emploi durable, ainsi qu'avec un ensemble de partenaires pour accompagner les jeunes dans tous les autres champs liés à l'autonomie (mobilité, logement, accès aux soins, démarches administratives, engagement citoyen…).

La Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris (CC ACVI) via son service Enfance Jeunesse et son service Habitat/ Convention Territoriale Globale (CTG) « Accès aux droits » et « logement ».

Article 1 - Objet de la convention

La MLJ des P-O et la CC AVCI souhaitent mutualiser leurs compétences en faveur de l'insertion des jeunes du territoire en organisant des actions conjointes.

Article 2 : Engagements

La CC ACVI s'engage à :

- Orienter les jeunes vers la MLJ afin de bénéficier d'un accompagnement adapté ;
- Informer la MLJ des P-O des actions en direction des jeunes proposées sur le territoire ;
- Co-construire des projets et des actions en adéquation avec les besoins des jeunes du territoire ;
- Proposer à la MLJ des P-O de participer à certaines actions en lien avec son champ de compétences ;
- Relayer les informations relatives à l'offre de service de la MLJ des P-O (site internet, kiosque, réseaux sociaux…) ;
- Communiquer sur les actions conjointes menées par la MLJ des P-O et la CC ACVI ;

La MLJ des P-O s'engage à :

- Proposer l'accompagnement le plus adapté à chaque jeune orienté ;
- Informer les jeunes suivis des actions organisées par la CC ACVI ;
- Participer, selon la thématique, aux actions organisées par la CC ACVI en direction des jeunes des communes ;
- Co-construire des projets et des actions en adéquation avec les besoins des jeunes du territoire ;
- Communiquer sur les actions conjointes menées par la MLJ des P-O et la CC ACVI ;

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour un an à compter de la signature. Elle est renouvelée par tacite reconduction chaque année, sauf en cas d'opposition de l'une des parties, signifiée par courrier recommandé.

Article 4 : Suivi et évaluation

Les parties pourront échanger une fois par an pour ajuster, le cas échéant, les engagements réciproques. Un bilan annuel sera établi conjointement afin d'évaluer le nombre et la pertinence des actions mises en place.

La présente convention est rédigée en 2 exemplaires.

Fait à
Le

Fait à
Le

Pour la CC ACVI
Le Président, Grégory MARTY

Pour la Mission Locale Jeunes des P-O,
Le Président, Rémi LACAPERE

ANNEXE CONVENTION DE PARTENARIAT

PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

La présente convention de partenariat est conclue entre **CC ACVI -** ci-après « le Partenaire » - et la Mission Locale Jeunes des P-O – ci-après « la Mission Locale ».
Dans le cadre du présent partenariat, la Mission Locale, engagée dans une démarche de conformité, agit conformément au décret n° 2015-59 du 26 janvier 2015 modifié, autorisant un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif à l'accompagnement des jeunes pour l'accès à l'emploi et dénommé « I-MILO » (*).
Par ce décret, la base légale des traitements mis en œuvre par la Mission Locale relève de l'exécution de la mission d'intérêt public dont elle est investie, conformément aux attendus du Règlement Général sur la Protection des Données (Article 6-1.f)).
Dans ce cadre, le partenaire reconnaît avoir accès aux données à caractère personnel des personnes accompagnées par la Mission Locale afin de répondre aux objectifs poursuivis par ce partenariat.
Les signataires s'engagent, chacun pour leur partie :

- À mettre en œuvre tous les moyens techniques et organisationnels permettant de respecter les attendus du RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 – UE 2016/679) ;

- À mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes pour assurer la protection des données personnelles notamment les données sensibles au sens de l'article 9 du RGPD qui sont transmises : sauvegarde dans un espace sécurisé et transmission des données à caractère personnel de manière sécurisée (pas d'échange de données par mail, chiffrement systématique des fichiers, cloisonnement des accès, traçabilité des consultations et journalisation des accès) et procéder à une revue régulière de ces mesures ;

- À ce que seules des personnes dûment habilitées et soumises à un engagement de confidentialité puissent accéder, consulter et traiter les données à caractère personnel objet des traitements et des finalités prévues par le présent partenariat ;

- À mettre en œuvre tous les éléments et procédures nécessaires au respect du RGPD (protection, anonymisation, effacement…)

- À respecter leur devoir réciproque de conseil et d'information.

Le Partenaire s'engage pour ce qui le concerne, et dans le cas où il serait conduit à conserver et à utiliser les données à caractère personnel mises à disposition dans le cadre de ce partenariat, à respecter le Règlement Général sur la Protection des Données dans son rôle de Responsable de Traitement poursuivant des finalités autres que celles objet du présent partenariat.
De ce fait, le Partenaire prendra toutes les mesures utiles pour informer de leurs droits et recueillir le cas échéant le consentement des personnes concernées par les traitements qu'il souhaite mettre en œuvre en dehors de ceux prévus, objet du présent partenariat.
Chacune des parties traitent pour ce qui les concernent les demandes d'exercice de droits qui leurs sont directement adressées.
Toutefois au titre du présent protocole et des communications de données à caractère personnel des publics concernés par ce partenariat, il est entendu que les Parties se prêtent mutuellement assistance notamment si, au titre des articles 15 à 23 du Règlement Général sur la Protection des Données, une telle demande requérait l'assistance de l'une ou l'autre des parties afin de répondre à la demande d'exercice de droit de la personne concernée.

Les parties s'engageant le cas échéant à tout mettre en œuvre dans le délai d'un mois à compter de l'enregistrement de la demande d'exercice de droits, pour apporter une réponse à la personne concernée.
Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données les parties, déclarent répondre aux obligations de désigner un Délégué à la protection des données (article 37 du RGPD), et à tenir à jour la documentation nécessaire à ses activités de traitements (article 30).
Contact pour la Mission Locale Jeunes des P-O: [dpo@mlj66.fr]
Contact pour CC ACVI charge.cooperation.ctg@cc-acvi.com

En cas de suspicion de perte ou de violation de données avérée, chacune des parties s'engagent à se tenir informée mutuellement.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire et en fonction de la nature des risques encourus, de notifier cette violation à la CNIL dans les 72h ainsi qu'aux personnes concernées (articles 33 et 34 du RGPD).

Au terme de ce partenariat, chaque partie fera son affaire en fonction des obligations qui lui sont faites par le législateur, des durées de conservation et des modalités de suppression des données communiquées.

(*) Modifié par le Décret n° 2021-634 du 21 mai 2021 - Publics concernés : jeunes accompagnés par les missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes, personnel des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes et des autres organismes participant aux politiques d'insertion professionnelle et qui l'autorise à collecter et à traiter des données à caractère personnel des publics qu'elle accompagne.

ANNEXES 8 ET 9 – CONVENTIONS RELATIVES À L'INTERVENTION DE PERSONNELS DU SERVICE JEUNESSE DE LA CC ACVI AU LYCÉE CHRISTIAN BOURQUIN À ARGELÈ-SUR-MER ET AU LYCÉE ALFRED SAUVY À VILLELONGUE-DELS-MONTS

CONVENTION RELATIVE A L'INTERVENTION DE PERSONNELS DU SERVICE JEUNESSE DE LA CC ACVI AU LYCEE ALFRED SAUVY

ENTRE LES SOUSSIGNES :

D'une part,

Mme LIBES, Chef d'Etablissement du Lycée ALFRED SAUVY

Et d'autres parts,

Mr Grégory MARTY, Président de la Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris pour Le service jeunesse de la CCACVI.

Préambule : Les signataires de la présente convention conviennent des modalités d'intervention de l'animatrice afin de mener des animations « d'accompagnement au projet en direction des lycéens ».

Ces interventions hebdomadaires qui se dérouleront les lundis et mercredis **auront pour but d'encourager et de faciliter l'émergence de projets chez les lycéens, de proposer d'accompagner les porteurs de ces actions dans la construction et la réalisation.**

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet

Dans le cadre des actions de son Pôle Enfance Jeunesse, l'animatrice « PS Jeunes » mettra en place dans un premier temps une enquête afin de repérer les attentes et les idées de projets émergentes, puis dans un second, des temps d'accueil qui ont pour but de définir, accompagner et éventuellement financer les actions proposées par les lycéens.

La finalité éducative est de favoriser leurs expressions, leurs participations et leurs réflexions sur des thématiques artistiques, culturelles, sportives et solidaires Le but est de développer le sens des responsabilités et leur démarche citoyenne.

ARTICLE 2 : Fonctionnement

Les temps d'accueil et d'échange proposés par l'animatrice se dérouleront, **les mardis de 11h30 à 14h et les mercredis de 13h30 à 17h30 (jours scolaires).**

Ces jours et horaires pourront toutefois varier, ponctuellement, en fonction des emplois du temps des lycéens, des disponibilités de l'animatrice et/ou des locaux.

D'autres interventions pourront être développées dans le cadre de la semaine de la citoyenneté ou d'autres évènements, selon un planning proposé par le lycée et partagé avec la responsable du service Jeunesse de la CC ACVI. Si l'animatrice est amenée à sortir de l'établissement scolaire avec le groupe pour finaliser une action, ces temps doivent se faire avec l'autorisation du chef d'établissement scolaire et des parents pour les mineurs. Ils seront à ce moment-là sous l'entière responsabilité du service Enfance Jeunesse de la Communauté de Communes.

ARTICLE 3 : Organisation

Les effectifs accueillis simultanément s'élèveront au maximum à 12 jeunes.

L'accompagnement est en accès libre, toutefois pour des raisons d'organisation et de sécurité, l'animatrice déterminera avec eux des règles.

ARTICLE 4 : Moyens

Des locaux seront mis à la disposition de l'animatrice qui devront les restituer en l'état : les tables et chaises devront être remises en place, et l'état des locaux sera vérifié avant le départ des élèves.

L'animatrice disposera du matériel pédagogique et des ressources disponibles dans le lieu dédié à ces temps au Lycée.

L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect du règlement intérieur de l'établissement.

ARTICLE 6 : Dispositions relatives à la sécurité

CONVENTION RELATIVE A L'INTERVENTION DE PERSONNELS DU SERVICE JEUNESSE DE LA CC ACVI AU LYCEE ALFRED SAUVY

L'organisateur reconnaît également avoir pris connaissance des consignes de sécurité et avoir constaté, avec le chef d'établissement, l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés, …) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours, ainsi que le protocole PPMS.
L'identité de l'animatrice sera communiquée au Lycée ainsi que celle des remplaçants éventuels.
L'animatrice est une professionnelle de l'animation diplômée et titulaires de la Fonction Publique Territoriale. Elle est habilitée à encadrer les élèves et à jour de ses vaccinations, conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 7 : Assurances

Préalablement à l'utilisation des locaux, le service Jeunesse de la CC ACVI reconnaît avoir souscrit une police d'assurance couvrant la responsabilité civile : SMACL contrat AO RC N° 3010-0011

ARTICLE 8 : Evaluation

Une évaluation des actions menées sera effectuée par l'animatrice et le service Jeunesse afin de prendre en compte les remarques, les suggestions et les points d'amélioration pour la continuité de ces actions. Une évaluation du partenariat pourra être sollicitée par les deux parties à leur convenance.

ARTICLE 9 : Exécution de la convention

Le chef d'établissement du Lycée et la responsable du service Jeunesse de la CC ACVI se tiendront mutuellement informés des difficultés qui pourraient naître de la présente convention et prendront d'un commun accord les dispositions propres à les résoudre.
La présente convention pourra être dénoncée par le Lycée ou la CC ACVI, à tout moment, pour cas de force majeure ou pour motif sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'éducation.

ARTICLE 9 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet dès le mardi 8 septembre 2026. Elle est établie pour l'année scolaire en cours jusqu'au mardi 29 juin 2027.
La convention sera reconduite tacitement pour l'année scolaire 2027/2028 sous réserve de l'évolution des conditions sanitaires ou de toute évolution des financements de cette action.

Fait en 3 exemplaires à Argelès-sur-Mer, le

Le chef d'établissement
Pour le Lycée ALFRED SAUVY
Mme LIBES

Le président de la CCACVI

Mr Grégory MARTY

CONVENTION RELATIVE A L'INTERVENTION DE PERSONNELS DU SERVICE JEUNESSE DE LA CC ACVI AU LYCEE CHRISTIAN BOURQUIN

ENTRE LES SOUSSIGNES :

D'une part,

M MARTIN Florent, Chef d'Etablissement du Lycée Christian BOURQUIN

Et d'autres parts,

Mr Grégory MARTY, Président de la Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris pour Le service jeunesse de la CCACVI.

Préambule : Les signataires de la présente convention conviennent des modalités d'intervention de l'animatrice afin de mener des animations « d'accompagnement aux projets en direction des lycéens ».

Ces interventions hebdomadaires qui se dérouleront les mardis de 16h30 à 18h30 (installation comprise) auront pour but d'encourager et de faciliter l'émergence de projets chez les lycéens, de proposer d'accompagner les porteurs de ces actions dans la construction et la réalisation.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet

Dans le cadre des actions de son Pôle Enfance Jeunesse, l'animatrice « PS Jeunes » mettra en place dans un premier temps une enquête afin de repérer les attentes et les idées de projets émergentes, puis dans un second, des temps d'accueil qui ont pour but de définir, accompagner et éventuellement financer les actions proposées par les lycéens.

La finalité éducative est de favoriser leurs expressions, leurs participations et leurs réflexions sur des thématiques artistiques, culturelles, sportives et solidaires Le but est de développer le sens des responsabilités et leur démarche citoyenne.

ARTICLE 2 : Fonctionnement

Les temps d'accueil et d'échange proposés par l'animatrice se dérouleront, les mardis de 16h30 à 18h30 (jours scolaires).

Ces jours et horaires pourront toutefois varier, ponctuellement, en fonction des emplois du temps des lycéens, des disponibilités de l'animatrice et/ou des locaux.

D'autres interventions pourront être développées dans le cadre de la semaine de la citoyenneté ou d'autres évènements, selon un planning proposé par le lycée et partagé avec la responsable du service Jeunesse de la CC ACVI.

ARTICLE 3 : Organisation

Les effectifs accueillis simultanément s'élèveront au maximum à 12 jeunes.

L'accompagnement est en accès libre, toutefois pour des raisons d'organisation et de sécurité, l'animatrice déterminera avec eux des règles.

ARTICLE 4 : Moyens

Des locaux seront mis à la disposition de l'animatrice qui devront les restituer en l'état : les tables et chaises devront être remises en place, et l'état des locaux sera vérifié avant le départ des élèves.

L'animatrice disposera du matériel pédagogique et des ressources disponibles dans le lieu dédié à ces temps au Lycée.

L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect du règlement intérieur de l'établissement.

ARTICLE 6 : Dispositions relatives à la sécurité

L'organisateur reconnaît également avoir pris connaissance des consignes de sécurité et avoir constaté, avec le chef d'établissement, l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens

d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés, …) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours, ainsi que le protocole PPMS.
L'identité de l'animatrice sera communiquée au Lycée ainsi que celle des remplaçants éventuels.
L'animatrice est une professionnelle de l'animation diplômée et titulaires de la Fonction Publique Territoriale. Elle est habilitée à encadrer les élèves et à jour de ses vaccinations, conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 7 : Assurances

Préalablement à l'utilisation des locaux, le service Jeunesse de la CC ACVI reconnaît avoir souscrit une police d'assurance couvrant la responsabilité civile : SMACL contrat AO RC N° 3010-0011

ARTICLE 8 : Evaluation

Une évaluation des actions menées sera effectuée par l'animatrice et le service Jeunesse afin de prendre en compte les remarques, les suggestions et les points d'amélioration pour la continuité de ces actions. Une évaluation du partenariat pourra être sollicitée par les deux parties à leur convenance.

ARTICLE 9 : Exécution de la convention

Le chef d'établissement du Lycée et la responsable du service Jeunesse de la CC ACVI se tiendront mutuellement informés des difficultés qui pourraient naître de la présente convention et prendront d'un commun accord les dispositions propres à les résoudre.
La présente convention pourra être dénoncée par le Lycée ou la CC ACVI, à tout moment, pour cas de force majeure ou pour motif sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'éducation.

ARTICLE 9 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet dès le mardi 08 septembre 2026. Elle est établie pour l'année scolaire 2026-2027 jusqu'au mardi 29 juin 2027.
La convention sera reconduite tacitement et dans les mêmes conditions pour l'année scolaire 2027/2028 sous réserve de l'évolution des conditions sanitaires ou de toute évolution des financements de cette action.

Fait en 3 exemplaires à Argelès-sur-Mer, le

Le chef d'établissement **Le président de la CCACVI**
Pour le Lycée Christian Bourquin
M. Florent MARTIN **Mr Grégory MARTY**

CONVENTION RELATIVE A L'INTERVENTION DE PERSONNELS DU SERVICE JEUNESSE DE LA CC ACVI AU LYCEE CHRISTIAN BOURQUIN

ANNEXES 10 A 12 - CONVENTIONS RELATIVES À L'INTERVENTION DE PERSONNELS DU SERVICE JEUNESSE DE LA CC ACVI AU COLLÈGE PIERRE MENDÈS FRANCE À SAINT-ANDRÉ, LE COLLÈGE DES ALBÈRES À ARGELÈS-SUR-MER ET LE COLLÈGE DE LA CÔTE VERMEILLE À PORT-VENDRES

CONVENTION RELATIVE A L'INTERVENTION DE PERSONNEL DU SERVICE JEUNESSE DE LA CC ACVI AU COLLEGE Pierre MENDES FRANCE A SAINT-ANDRE 2026/2027

ENTRE LES SOUSSIGNES :

D'une part,

Mme Huot Marchand, Cheffe d'Etablissement du collège Pierre MENDES FRANCE.

Et d'autre part,

M. Greory Marty, Président de la Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris pour le service jeunesse de la CC ACVI.

Préambule : Les signataires de la présente convention conviennent des modalités d'intervention des responsables et animateurs jeunesse des Points Jeunes de Saint-André et des Albères au collège Pierre MENDES FRANCE de Saint-André afin de mener des animations en direction des collégiens.

Ces interventions qui se dérouleront pendant la pause méridienne, auront pour but de proposer aux élèves des activités mais également d'encourager et de faciliter l'émergence de projets chez les collégiens.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet

Dans le cadre des actions périscolaires, les responsables et animateurs du Point Jeunes de Saint-André et des Albères mettront en place un temps et un espace d'animation ayant pour but de participer à la finalité éducative des jeunes par le biais d'activités diverses en favorisant leur expression, leur participation et leur réflexion sur des thématiques actuelles. Le but est de développer le sens des responsabilités et leur démarche citoyenne.

ARTICLE 2 : Fonctionnement

Les activités proposées par les animateurs des Point Jeunes se dérouleront durant la pause méridienne le :

- JEUDI 1 à 2h entre 12h et 14h
- MARDI 1 à 2h entre 12h et 14h en fonction des contraintes du service du service enfance / jeunesse de la CCACVI et de l'organisation du collège.

Prise en charge des élèves dans la cour pour la durée de l'intervention.

ARTICLE 3 : Organisation

Les effectifs accueillis simultanément s'élèvent au maximum à 28.
Les élèves devront s'inscrire sur un cahier pour toute la durée de l'accueil en vie scolaire.

ARTICLE 4 : Moyens

Des locaux seront mis à la disposition des intervenants qui devront les restituer en l'état : les tables et chaises devront être remises en place, et l'état des locaux sera vérifié avant le départ des élèves.
Salle d'étude (salle 13) listes d'élèves établies en amont, l'inscription se fera à la vie scolaire. La salle polyvalente sera attribuée sur demande ou projet suivant la disponibilité.

Les intervenants disposeront du matériel pédagogique et des ressources disponibles dans le lieu dédié à ces temps au collège. Cependant, ils pourront également apporter leur matériel, si nécessaire (Jeux de société, jeux éducatifs et pédagogiques……)

ARTICLE 5 : Règlement

L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect du règlement intérieur de l'établissement.

ARTICLE 6 : Dispositions relatives à la sécurité

L'organisateur reconnaît également avoir pris connaissance des consignes de sécurité et avoir constaté, avec la cheffe d'établissement, l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés, …) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours, ainsi que le protocole PPMS.
L'identité de chaque intervenant sera communiquée au collège ainsi que celle des remplaçants éventuels.
Les intervenants sont des professionnels de l'animation diplômés (BPJEPS, BEES, BAFD…) et titulaires de la Fonction Publique Territoriale. Ils sont habilités à encadrer les élèves et à jour de leurs vaccinations, conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 7 : Assurances

Préalablement à l'utilisation des locaux, le service Jeunesse de la CC ACVI reconnaît avoir souscrit une police d'assurance couvrant tous la responsabilité civile Police contrat AO RC N° 3010-0011

ARTICLE 8 : Évaluation

Une évaluation des actions menées sera effectuée par les intervenants, le service Jeunesse en collaboration avec le collège afin de prendre en compte les remarques, les suggestions et les points d'amélioration pour la continuité de ses actions.

ARTICLE 9 : Exécution de la convention

La Principale du Collège et la responsable du service Jeunesse de la CC ACVI et des Points Jeunes se tiendront mutuellement informés des difficultés qui pourraient naître de la présente convention et prendront d'un commun accord les dispositions propres à les résoudre.
La présente convention pourra être résiliée à tout moment par le chef d'établissement si les locaux sont utilisés dans des conditions contraires aux dispositions prévues par ladite convention.
La présente convention pourra être dénoncée par le chef d'établissement ou la CC ACVI à tout moment pour cas de force majeure ou pour motif sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'éducation.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour l'année scolaire en cours et la suivante, 2026/2027

Fait en 3 exemplaires à Argelès-sur-Mer, le 29/05/2026

La Cheffe d'Établissement
Pour le collège Pierre MENDES FRANCE
Mme Huot Marchand

Le Président de la CC ACVI

M. Gregory Marty

CONVENTION RELATIVE A L'INTERVENTION DE PERSONNELS DU SERVICE JEUNESSE DE LA CC ACVI AU COLLEGE des ALBERES A ARGELES 2026/2027

ENTRE LES SOUSSIGNES :

D'une part,

Mme Goyard, Cheffe d'Etablissement du collège Des ALBERES situé Allée Jules Ferry 66700 Argelès sur mer

Et d'autres parts,

Mr Gregory Marty, Président de la Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris pour Le service jeunesse de la CCACVI.

Préambule : Les signataires de la présente convention conviennent des modalités d'intervention des responsables et animateurs jeunesse des Points Jeunes ARGELES au collège Des Albères afin de mener des animations en direction des collégiens.
Ces interventions qui se dérouleront pendant la pause méridienne, auront pour but de proposer aux élèves des activités mais également d'encourager et de faciliter l'émergence de projets chez les collégiens.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet
Dans le cadre des actions périscolaires, les responsables et animateurs du Point Jeunes d'ARGELES mettront en place un temps et un espace d'animation ayant pour but de participer à la finalité éducative des jeunes par le biais d'activités diverses en favorisant leurs expressions, leurs participations et leurs réflexions sur des thématiques actuelles. Le but est de développer le sens des responsabilités et leur démarche citoyenne.

ARTICLE 2 : Fonctionnement
Les activités proposées par les animateurs des Point Jeunes se dérouleront durant la pause méridienne, le mardi et le Jeudi de 12h45 à 13h45 (jours scolaires).
Ces jours et horaires pourront toutefois varier, ponctuellement, en fonction des emplois du temps des collégiens, des disponibilités des animateurs et/ou des locaux.
D'autres interventions pourront être développés ou d'autres évènements, selon un planning proposé par le collège (pas d'intervention possible le lundi) et partagé avec le responsable du service Jeunesse de la CC ACVI du secteur de Elne/Bages.

ARTICLE 3 : Organisation
Les élèves devront s'inscrire sur un cahier pour toute la durée de l'accueil en vie scolaire.

ARTICLE 4 : Moyens
Des locaux seront mis à la disposition des intervenants qui devront les restituer en l'état : les tables et chaises devront être remises en place, et l'état des locaux sera vérifié avant le départ des élèves.
Les intervenants disposeront du matériel pédagogique et des ressources disponibles dans le lieu dédié à ces temps au collège. Cependant, ils pourront également apporter leur matériel, si nécessaire (Jeux de société, jeux éducatifs et pédagogiques……)

ARTICLE 5 : Règlement
L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect du règlement intérieur de l'établissement.

ARTICLE 6 : Dispositions relatives à la sécurité
L'organisateur reconnaît également avoir pris connaissance des consignes de sécurité et avoir constaté, avec le chef d'établissement, l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés, …) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours, ainsi que le protocole PPMS.
L'identité de chaque intervenant sera communiquée au collège ainsi que celle des remplaçants éventuels.

CONVENTION RELATIVE A L'INTERVENTION DE PERSONNELS DU SERVICE JEUNESSE DE LA CC ACVI AU COLLEGE des ALBERES A ARGELES 2026/2027

Les intervenants sont des professionnels de l'animation diplômés et titulaires de la Fonction Publique Territoriale. Ils sont habilités à encadrer les élèves et à jour de leurs vaccinations, conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 7 : Assurances

Préalablement à l'utilisation des locaux, le service Jeunesse de la CC ACVI reconnaît avoir souscrit une police d'assurance couvrant la responsabilité civile : SMACL contrat AO RC N° 3010-0011

ARTICLE 8 : Evaluation

Une évaluation des actions menées sera effectuée par les intervenants et le service Jeunesse afin de prendre en compte les remarques, les suggestions et les points d'amélioration pour la continuité de ces actions.

ARTICLE 9 : Exécution de la convention

La Principale du Collège et la responsable du service Jeunesse de la CC ACVI et des Points Jeunes se tiendront mutuellement informés des difficultés qui pourraient naître de la présente convention et prendront d'un commun accord les dispositions propres à les résoudre.

La présente convention pourra être dénoncée par le collège ou la CC ACVI, à tout moment, pour cas de force majeure ou pour motif sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'éducation.

ARTICLE 9 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour l'année scolaire 2026/2027

Fait en 3 exemplaires à Argelès, le 29/05/2026

La cheffe d'établissement
Pour le collège des Albères
Mme GOYARD

Le président de la CCACVI
Mr Gregory Marty

CONVENTION RELATIVE À LA MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL DU SERVICE JEUNESSE AU COLLEGE DE LA CÔTE VERMEILLE À PORT-VENDRES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

D'une part,

Mme VIÉ Marie-CHANTAL, Chef d'Etablissement du collège de la Côte VermeilleEt

d'autre part,

M. MARTY Gregory, Président de la CCACVI, pour Le service jeunesse de la CCACVI

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Préambule : Les signataires de la présente convention conviennent des modalités d'intervention des responsables et animateurs jeunesse des Points Jeunes de la côte vermeille au collège de Port-Vendres afin de mener des animations en direction des collégiens.

Ces interventions qui se dérouleront pendant la pause méridienne, et certains après-midi selon le planning établi en début d'année scolaire en concertation avec l'ensemble des acteurs. Ils auront pour but de proposer aux élèves des activités mais également d'encourager et de faciliter l'émergence de projets chez les collégiens.

ARTICLE 1 : Objet

Dans le cadre des actions périscolaires, les responsables et animateurs des points jeunes de Collioure, Port-Vendres et Banyuls sur Mer mettront en place un temps et un espace d'animation ayant pour but de participer à la finalité éducative des jeunes par le biais d'activités diverses en favorisant leurs expressions, leurs participations et leurs réflexions sur des thématiques actuelles. Le but est de développer le sens des responsabilités et leur démarche citoyenne
Les locaux suivants sont mis à la disposition de l'utilisateur qui devra les restituer en l'état :
Les tables et chaises devront être remises en place, et l'état des locaux vérifié avant le départ des élèves.
Le foyer, le gymnase et le terrain extérieur seront attribués sur demande ou projet suivant la disponibilité.

ARTICLE 2 : Fonctionnement

Les jours et heures d'utilisation sont les suivants, ils sont toutefois susceptibles de varier en fonction des emplois du temps des collégiens, des disponibilités des animateurs et des locaux

MARDI 1h entre 13h et 14h
JEUDI 1h entre 13h et 14h

Prise en charge des élèves dans la cour, pour la durée de l'intervention.

ARTICLE 3 : Organisation

Les effectifs accueillis simultanément s'élèvent au maximum à 18.
Les élèves devront s'inscrire sur un cahier pour toute la durée de l'accueil en vie scolaire.

ARTICLE 4 : Matériels

L'utilisateur apportera son matériel personnel : Jeux de société, jeux éducatifs et pédagogiques, matériel sportif...
Il pourra cependant utiliser et s'appuyer sur les ressources du lieu d'accueil.

ARTICLE 5 :
L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect du règlement intérieur de l'établissement.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE

ARTICLE 6 :
L'organisateur reconnaît également avoir pris connaissance des consignes de sécurité et avoir constaté, avec le chef d'établissement, l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés, ...) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours, ainsi que le protocole PPMS.
Les intervenants sont tous diplômés (BPJEPS, BE, BAFD...), habilités à encadrer les élèves et à jour de leur vaccination conformément à la législation en vigueur. Il sera possible d'obtenir copie de leurs diplômes.

ARTICLE 7 :

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'organisateur reconnaît avoir souscrit une police d'assurance couvrant tous la responsabilité civile Police contrat AO RC N° 3010-0011

EXECUTION DE LA CONVENTION

ARTICLE 8 :
Une évaluation des actions menées sera effectuée par les intervenants et le service Jeunesse afin de prendre en compte les remarques, les suggestions et les points d'amélioration pour la continuité de ces actions

ARTICLE 9 :
La présente convention pourra être résiliée à tout moment par le chef d'établissement si les locaux sont utilisés dans des conditions contraires aux dispositions prévues par ladite convention.
La présente convention pourra être dénoncée par le chef d'établissement à tout moment pour cas de force majeure ou pour motif sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'éducation.

ARTICLE 10 :
La présente convention est établie pour l'année scolaire 2026/2027.
La convention sera reconduite tacitement pour l'année scolaire 2027/2028 sous réserve de l'évolution des conditions sanitaires et organisationnelles des structures.

Fait en 3 exemplaires à Argelès sur Mer, le 12/06/2026

Pour le collège de la Côte Vermeille **Le chef d'établissement**	**Le président de la CCACVI**
Mme Marie-Chantal VIE	**M. Grégory MARTY**

ANNEXES 13 ET 14 – CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE L'EXPOSITION MÉMORIAL ITINÉRANT DU CAMP DE RIVESALTES

mémorial
du camp de rivesaltes

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU MEMORIAL ITINERANT

Entre

LA COMMUNAUTE DE COMMUNE ALBERES COTE VERMEILLE ILLIBERIS
Représentée par son Président **Monsieur Grégory Marty**
Ci-après désigné le **lieu d'accueil**

Et

L'EPCC DU MEMORIAL DU CAMP DE RIVESALTES,
Avenue Christian Bourquin 66600 Salses-le-Château,
Représenté par sa Directrice, **Madame Céline Sala Pons**, dûment habilitée,

D'autre part,
Ci-après désigné **Le Mémorial**,

Il est convenu ce qui suit :

Article I – Contexte et objet

Le Mémorial du camp de Rivesaltes est non seulement un lieu de connaissance, d'éducation à la citoyenneté mais également un outil de diffusion des messages et des valeurs qu'il porte au-delà de ses murs pour toucher un public toujours plus large.

C'est dans cette logique de rayonnement et d'ancrage du Mémorial dans son environnement territorial que s'inscrit la mise à disposition des communes, et autres lieux de diffusion, d'un *Mémorial Itinérant* qui permet de faire vivre aux visiteurs une expérience sensible autour d'un espace d'exposition mobile et interactif.

La scénographie du Mémorial itinérant est axée autour de l'histoire d'une figure emblématique des Œuvres de Secours dans la vie du camp de Rivesaltes sur la période 1941/1942 : Friedel Bohny Reiter, infirmière de la Croix Rouge Suisse dont le parcours exemplaire permet de faire émerger une réflexion sur les notions d'engagement et de citoyenneté

Ce dispositif itinérant est destiné à circuler au sein des communes des Pyrénées Orientales puis, plus globalement, sur le territoire de la Région Occitanie.

Article II – Engagements du Mémorial

Le Mémorial, concepteur et propriétaire de l'exposition, s'engage à :

- Mettre gracieusement à la disposition du lieu d'accueil le *Mémorial Itinérant* du lundi 31 août 2026 au lundi 19 octobre 2026.
  Cette exposition est composée de 3 tables équipées de dispositifs de sonorisation et de 6 casques, 1 vitrine et 12 roll up. Le descriptif complet de l'installation est joint en annexe (I)
- Assurer le transport entre le Mémorial et le lieu d'accueil
- Assurer la mise en place scénographique et le démontage à la fin du temps d'exposition (montage le lundi 31 août dans la matinée - démontage le lundi 19 octobre dans la matinée).
- Mettre à disposition un kit de communication
- Coordonner les éventuels projets des établissements scolaires associés au projet :
- Fournir des documents nécessaires pour construire les projets pédagogiques (sur demande)
- Préparer une visite au Mémorial ou une médiation sur le lieu d'accueil (sur demande / payant).
- Accueillir des établissements en visite/atelier au Mémorial (sur demande / payant).

Article III – Engagements de la Communauté de Communes

Le lieu d'accueil s'engage à :

- Mettre à disposition un espace d'une surface minimum de 60 m2, hors circulation et dégagement, un éclairage suffisant et qui devra répondre aux obligations de sécurité pour les lieux recevant du public. La salle des conseils ayant été identifié comme tel.
- Fournir la fiche technique (en annexe II) de l'espace d'exposition
- Prévoir des arrivées électriques dédiées pour alimenter les tables et un espace pour stocker les sacoches de transport des roll-ups
- Prévoir la présence d'un ou plusieurs personnels techniques du lieu pour l'aide à l'installation et au démontage
- Assurer la surveillance de la salle durant la durée de l'exposition
- Assurer la sécurité des visiteurs pendant l'exposition
- Veiller à la garde, à la conservation et à la sécurité de l'ensemble des éléments constituant l'exposition (emballages compris).
- Informer le mémorial de tout vol, dégradation, dommage ou manque, dans un délai de 24h00, avec confirmation écrite.
- Relayer cet évènement sur tous supports de communication en informant le Mémorial et en respectant la charte graphique de l'opération.
- Faire connaître l'origine de l'exposition dans tous documents, présentations ou animations qu'il serait amené à effectuer (plaquettes promotionnelles, catalogues, dossiers pédagogiques, dossiers de presse....etc.) et sur quelque support que ce soit, en ces termes : « ***Exposition conçue et réalisée par le Mémorial du camp de Rivesaltes*** ».
- Faire figurer **les logos** des partenaires, sur tout document ou support publicitaire de communication (affiches, dépliants, cartons d'invitation...etc.), et sur quelque support que ce soit.
- Diffuser les plaquettes d'information remises par le Mémorial
- Souscrire une assurance tous risques, pour toute la durée de l'exposition, transport compris. La valeur d'assurances est arrêtée à 60.000€
- Souscrire une assurance responsabilité civile afin de couvrir l'accueil des publics durant l'ouverture.
- Une attestation sera fournie par le lieu d'accueil et annexée à la convention (- annexe III)

Article IV – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée du projet : **du 31 août 2026 au 19 octobre 2026** et prend effet le jour de sa signature par les parties.

Pendant cette durée, toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définies d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article V– Modifications :

Toute modification de la présente convention interviendra par avenant qui sera négocié entre les parties.

Article VI – Résiliation :

En cas de non-respect des engagements définis par les présentes, la convention pourra être résiliée, par l'une ou par l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure de régularisation.

Article VII- Compétence juridictionnelle

En cas de litige dans l'exécution de la présente convention, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Montpellier

Article VIII- Pièces Annexées

- Annexe I - Descriptif des besoins techniques et des conditions de mise à disposition
- Annexe II - Fiche technique de l'espace d'accueil
- Annexe III - Assurance -Attestation du partenaire d'accueil de la valeur de remplacement de l'exposition

Fait à Salses- le-Château, le 15 juin 2026

En deux exemplaires originaux, dont un pour chacune des parties

Le Président de la Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris
M. Grégory Marty

La Directrice du Mémorial du Camp de Rivesaltes
Céline Sala Pons

mémorial
du camp de rivesaltes

mémorial itinérant



DESCRIPTIF

BESOINS TECHNIQUES

CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION

version juillet 2023

L'EUROPE S'ENGAGE L'OCCITANIE AGIT
UNION EUROPÉENNE
LEADER
La Région Occitanie Pyrénées · Méditerranée
DILCRAH Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT
MINISTÈRE DES ARMÉES Liberté Égalité Fraternité
Association du Pays de la Vallée de l'Agly
PYRÉNÉES ORIENTALES le Département

Projet cofinancé par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural
L'Europe investit dans les zones rurales

LES TABLES
Format : L 1600mm x l 800mm x H 800mm

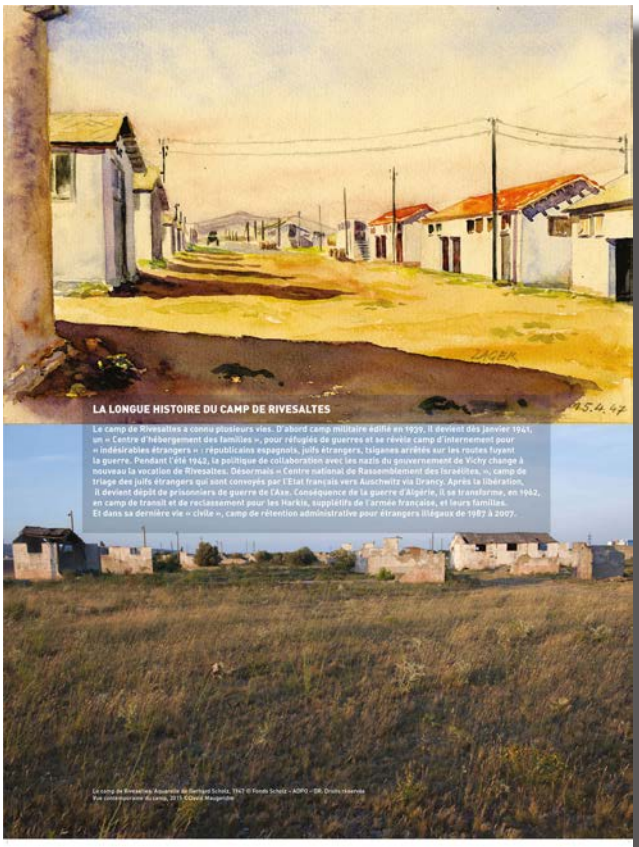






LES ROLL UPS ACCUEIL EXPO (2 modèles)

Format : L 150 cm x H 200 cm
Impression Recto-verso
Ces deux roll-ups sont destinés à marquer l'accès à l'exposition.



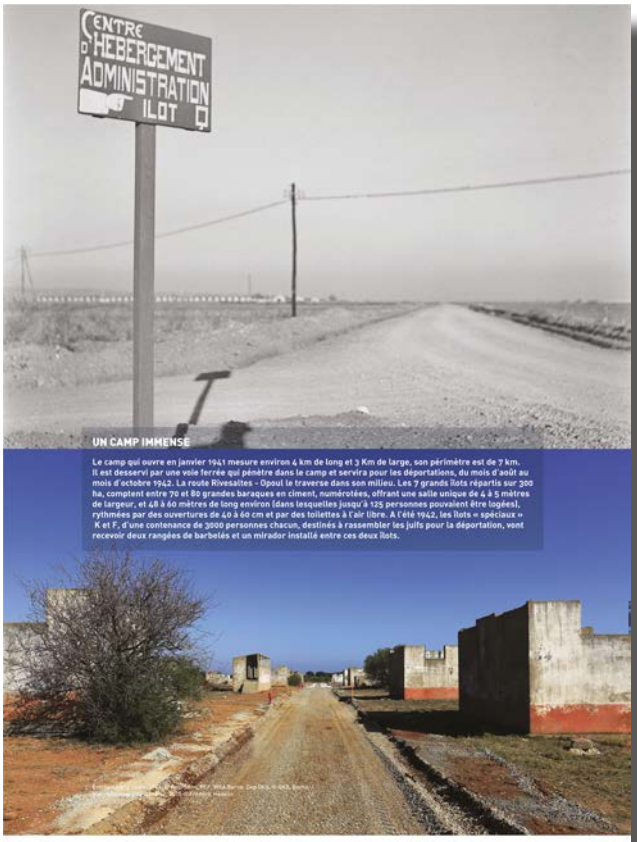




SECONDE GUERRE MONDIALE, DES MILLIONS DE RÉFUGIÉS, DÉPLACÉS ET INTERNÉS

Le camp de Rivesaltes, dans les Pyrénées-Orientales, occupe une place particulière parmi les sites d'internement de la Seconde Guerre mondiale en France, par son destin singulier, la durée de ses fonctions d'internement, l'ampleur des traces toujours inscrites dans le paysage.
L'histoire de l'internement s'inscrit dans le fracas des guerres et les exodes des millions de personnes jetées sur les routes par les conflits. En 1939, fuyant les troupes nationalistes du général Franco, les soldats de l'armée républicaine et les civils espagnols arrivent par centaines de milliers aux cols pyrénéens. Ils sont parqués, dans un premier temps, dans différents camps sur les plages du Roussillon.
Après la loi du 12 novembre 1938, sous la IIIe République, qui permet l'internement des « indésirables étrangers », différents décrets-lois du gouvernement de Vichy, se succèdent en 1940 et définissent les régimes d'exception, de persécution et d'exclusion des étrangers juifs et des nomades sédentarisés de force.
Dans un contexte d'intense xénophobie, une trentaine de camps d'internement ont été planifiés. Celui de Rivesaltes, le plus gros, ouvre en janvier 1941. Vichy y interne massivement des espagnols, des juifs et des tsiganes.
Jusqu'en 1946, 600 000 personnes seront internées en France dans 200 camps.
Après la Seconde Guerre mondiale, on comptait 40 millions de personnes déplacées en Europe.
Aujourd'hui, du fait de l'explosion du nombre de conflits, on en dénombre 100 millions sur la planète.

Vue panoramique du camp, 1941. © Coll. Mémorial de Rivesaltes
Vue du camp et du bâtiment du Mémorial du Camp de Rivesaltes - Photographe Rudy Ricciotti, 2015. © Rudy Ricciotti



UN CAMP IMMENSE

Le camp qui ouvre en janvier 1941 mesure environ 4 km de long et 3 Km de large, son périmètre est de 7 km. Il est desservi par une voie ferrée qui pénètre dans le camp et servira pour les déportations, du mois d'août au mois d'octobre 1942. La route Rivesaltes - Opoul le traverse dans son milieu. Les 7 grands îlots répartis sur 200 ha, comptent entre 70 et 80 grandes baraques en ciment, numérotées, offrant une salle unique de 4 à 5 mètres de largeur, et 48 à 60 mètres de long environ (dans lesquelles jusqu'à 125 personnes pouvaient être logées), rythmées par des ouvertures de 40 à 60 cm et par des toilettes à l'air libre. A l'été 1942, les îlots « spéciaux » K et F, d'une contenance de 3000 personnes chacun, destinés à rassembler les juifs pour la déportation, vont recevoir deux rangées de barbelés et un mirador installé entre ces deux îlots.

LES ROLL UPS EXPO (10 modèles)
Format : L 100 cm x H 200 cm
Impression Recto seul



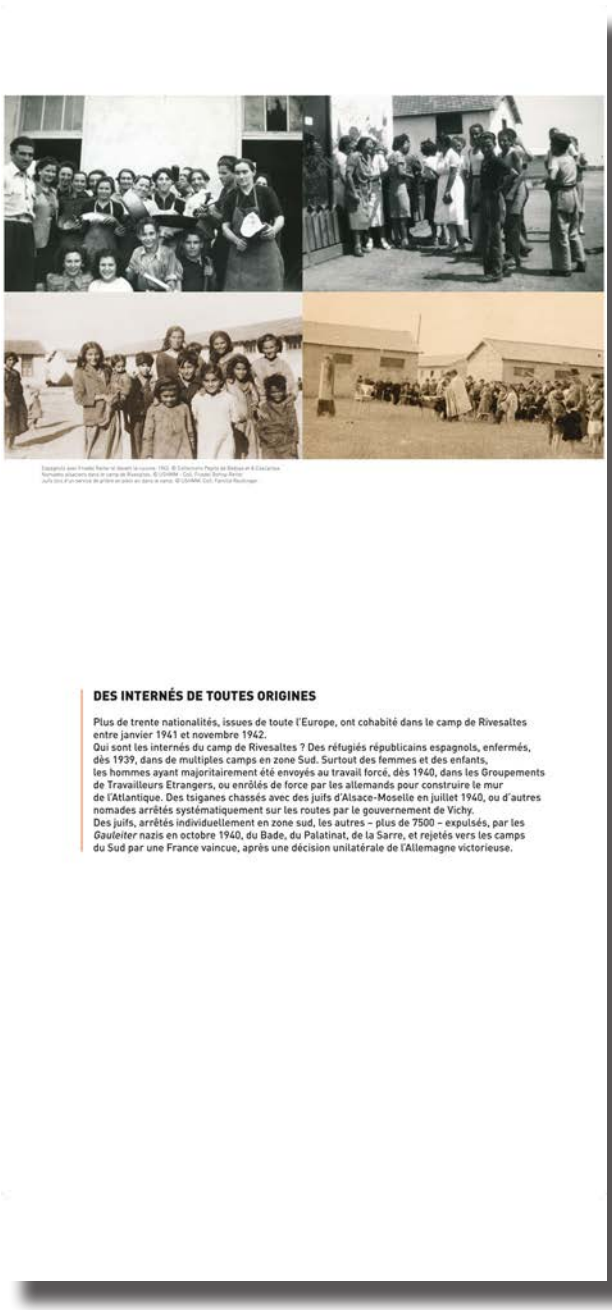
LE MÉMORIAL ITINÉRANT, UN DISPOSITIF D'ÉDUCATION ET DE TRANSMISSION

Le Mémorial du Camp de Rivesaltes est un lieu d'histoire et de mémoire.
Dans le respect des recherches historiques et des singularités de toutes les communautés qui y ont été enfermées, il invite à partager un savoir multiple comme un devoir civique : son message est humaniste et universel.

Le Mémorial itinérant, dispositif éducatif et de transmission, a été conçu pour diffuser ce message, pour aller à la rencontre des populations des territoires et des plus jeunes en particulier, pour interroger les problématiques posées par l'histoire du camp de Rivesaltes.
L'objectif de cette première version du Mémorial Itinérant est de faire connaitre et révéler le rôle et les actions des Œuvres de secours en faveur des populations civiles en temps de guerre.
Dans le camp, les travailleurs humanitaires ont été confrontés à de nombreuses questions : pour soutenir les réfugiés, leur procurer de quoi survivre, les œuvres sont restées dans la légalité, justifiaient-elles ainsi la politique du gouvernement de Vichy ?
Devaient-elles se lancer dans l'illégalité pratiquée pendant l'été 1942, au moment des grandes rafles et déportations depuis le camp ? Devaient-elles passer, dès l'automne, à la désobéissance pure et simple, aux actions clandestines.
Car les organismes de secours ont caché des enfants en danger de mort, en ont fait passer un grand nombre en Suisse, leur ont fourni des faux papiers, les ont nourris dans la clandestinité, puis, après la guerre, ont pris les orphelins en charge et aidé les survivants à se réinsérer.

Le Mémorial Itinérant explore ces interrogations sur l'action humanitaire et ses limites. Ces questions résonnent fortement dans la conscience contemporaine et sont aujourd'hui encore d'actualité.

Modèle 1



DES INTERNÉS DE TOUTES ORIGINES

Plus de trente nationalités, issues de toute l'Europe, ont cohabité dans le camp de Rivesaltes entre janvier 1941 et novembre 1942.
Qui sont les internés du camp de Rivesaltes ? Des réfugiés républicains espagnols, enfermés, dès 1939, dans de multiples camps en zone Sud. Surtout des femmes et des enfants, les hommes ayant majoritairement été envoyés au travail forcé, dès 1940, dans les Groupements de Travailleurs Etrangers, ou enrôlés de force par les allemands pour construire le mur de l'Atlantique. Des tsiganes chassés avec des juifs d'Alsace-Moselle en juillet 1940, ou d'autres nomades arrêtés systématiquement sur les routes par le gouvernement de Vichy.
Des juifs, arrêtés individuellement en zone sud, les autres – plus de 7500 – expulsés, par les *Gauleiter* nazis en octobre 1940, du Bade, du Palatinat, de la Sarre, et rejetés vers les camps du Sud par une France vaincue, après une décision unilatérale de l'Allemagne victorieuse.

Modèle 2



DANS LE CAMP GLACÉ ET ARIDE, DES SPECTRES

Les conditions de vie dans le camp sont très dures. L'hiver, les internés affrontent la violente tramontane qui souffle plus de 100 jours par an jusqu'à 140 km/h, et d'énormes écarts de températures (jusqu'à 20° dans la même journée). Les tempêtes dévastent les toitures et vitrages. Le sol n'absorbe pas les pluies torrentielles qui inondent les baraques.
L'été, il faut supporter une chaleur torride, insupportable et une extrême sécheresse.
Il n'y a pas d'ombre, quasiment pas de culture possible.
Paul Senn, photographe du Secours suisse, a fixé les portraits de ces internés tels des spectres enfoncés dans leurs couvertures, se déplaçant dans l'immensité du camp glacé.



Modèle 3





DANS LE CAMP, UNE MOBILITÉ IMPOSÉE

Les internés sont soumis à une mobilité incessante par l'administration.
« Ces déménagements sont très pénibles…tout le monde doit se serrer dans trois ilôts… pourquoi toutes ces tortures ? » écrit Friedel Reiter dans son Journal le 19 mars 1942.

« On avait l'habitude d'être souvent changés. Quand je suis arrivée j'étais à la baraque 13 et après on nous a mis dans la baraque 20, dans le même camp. Pourquoi, on n'en sait rien, on nous avait changé de place et c'est tout hein ». […] « c'était constamment l'angoisse de ce qui allait nous arriver, on a toujours eu peur […] pourquoi, on sait pas pourquoi, du jour au lendemain, on vous prend, on vous transporte, ailleurs ».
Pepita de Bedoya, internée à Rivesaltes. Interview José Jornet, 2008. Coll. Mémorial du Camp de Rivesaltes.

Modèle 4



**LE CAMP DE RIVESALTES,
UNE AQUARELLE DE FRIEDEL BOHNY-REITER**

« Pur et bleu, d'un bleu bienfaisant, le Mont Canigou s'élève au-dessus de la plaine, verte et fertile, les pics se tendent vers le ciel. J'y puise de la force. »

Friedel Bohny-Reiter. *Journal de Rivesaltes.* 1993. Editions Zoé, Genève.

« Rivesaltes, continuellement battu par la tramontane, sans un arbre à l'horizon, étalé comme une immense lessive usagée sur les pierres et les ronces entre les collines pelées et le lointain de la mer, paraissait bien plus apte à acclimater des métropolitains aux plateaux de l'Atlas qu'à familiariser des étrangers avec la nature et le climat français. Seul le Canigou, dressé comme un volcan japonais au-dessus de la plaine, donnait au lieu une beauté sévère ».

André Dumas, *Les clandestins de Dieu.* Cimade. 1935-1945.

Modèle 5



LES FRESQUES : LA VASQUE À LA COLOMBE, L'ARBRE AUX BALLONS, LES AVIONS

Des peintres-artistes ont déployé leur art dans le camp. Beaucoup de baraques ont été décorées, souvent à l'initiative des Œuvres ainsi que le décrit Friedel Reiter.

La fresque à la vasque et colombe, photographiée en 2006, ressemble aux fresques romaines retrouvées dans la Provincia romaine qui célèbrent l'art de vivre, l'art de l'eau. Elle est située dans la baraque 33 de l'îlôt J dédié aux services de santé.

Cette fresque est émouvante, dans ce rappel d'une culture de l'eau commune à tout le bassin méditerranéen, et peut-être d'un sentiment, nostalgique, de bien-être et de douceur de vivre, désormais inaccessible pour les internés.

Modèle 6



LA BARAQUE K12. DÉCORATION, FRESQUES ET SYMBOLES

« La baraque K 12, appelée théoriquement « Secours aux enfants » et en pratique « Secours Suisse » est maintenant très bien aménagée. On la reconnaît de loin à sa blancheur. Revêtue de chaux, entourée de fleurs et de plantes, elle semble un havre de repos dans cette masse de baraques uniformément grises. Sur le fronton de la porte d'entrée ont été peints des paysages rappelant les lacs alpestres suisses aux riantes couleurs. Au-dessus de la porte se détachent en lettres noires l'inscription : Secours aux Enfants. Sur le côté sont peints divers véhicules transportant des denrées alimentaires au camp, un bateau quakers, un train OSE, un camion Secours Suisse, un avion Self-Help ».

Vivette Samuel. Rapport de l'OSE, Œuvre de Secours aux Enfants, novembre 1941.

Modèle 7



LA RÉPUBLIQUE DES ENFANTS : PORTRAITS DE GROUPES

« Les enfants s'émancipent dans une atmosphère de fausse liberté » écrit le docteur Weill, de l'Œuvre de Secours aux Enfants, dans son rapport de mai 1941.
Il y a près de 3000 enfants au camp fin août 1941, dont plus de 1800 en âge d'être scolarisés.
L'administration qui veut surtout les *« empêcher de vagabonder dans le camp »*, s'en désintéresse.
Confrontés à la dureté de l'internement, à l'oisiveté, à des pères absents, des mères démunies, ils sont parfois livrés à eux-mêmes, cherchent à s'affirmer et se constituent en *« bandes sauvages »*.
Le système scolaire, mis en place en mai 1941, ne fonctionne pas : carence du personnel, insuffisance de matériel, de tables, absence de chauffage, barrières des langues…
Les Œuvres essaient à nouveau de suppléer une administration totalement défaillante tout en favorisant les sorties massives des enfants.



Modèle 8



DES INTERNÉS VOLONTAIRES :
LES TRAVAILLEURS DES ŒUVRES DE SECOURS

Aux côtés des internés « indésirables », des travailleurs sociaux des Œuvres de secours aux réfugiés, ont vécu dans le camp, volontairement. Beaucoup de femmes, des militants, liés à des œuvres internationales, protestantes, catholiques, juives. Des figures se détachent, Friedel Reiter, du Secours Suisse, dont le « Journal de Rivesaltes » a fourni la matière de la création sonore proposée dans ce Mémorial Itinérant. Il y eut également dans le camp, Elsa Ruth, elle aussi du Secours Suisse ; Andrée Salomon, Vivette Samuel, de l'OSE, Œuvre de Secours aux Enfants, une organisation juive ; des protestants de la Cimade, Comité inter-mouvements d'aide aux évacués : Madeleine Barot, le pasteur André Dumas. Les YMCA (Young Men Christian Association), les Quakers, l'ORT, Organisation Reconstruction Travail, sont aussi présents.

Ces fresques photographiées en 2006, peintes sur les murs d'une baraque affectée à l'ORT, figurent parmi les derniers vestiges d'une action humanitaire à l'intérieur du camp.

Modèle 9



L'ARCHÉOLOGIE DES BARAQUES, TRACES, RÊVES, MESSAGES

Les murs des baraques portent aussi, quand ils n'ont pas été balayés par les tempêtes successives, des témoignages plus discrets, de simples graffitis gravés sur l'enduit ou griffonnés au crayon.
Ces messages, gravés, dessinés, apposés sur les seules surfaces à leur disposition, nous ont été transmis par les internés du camp. Ils expriment des rêves, des affirmations, des protestations, des colères.
Le relevé systématique de ces inscriptions, fait par les Services archéologiques du Département des Pyrénées Orientales, apporte un éclairage concret sur l'histoire des internés au camp.
Cette bicyclette évoquait-elle le moyen de déplacement dans l'immensité du camp, des assistantes sociales des Œuvres de secours comme Friedel Reiter du Secours Suisse ou Jacqueline Lévy de l'Œuvre de Secours aux Enfants ?

Modèle 10

LA VITRINE (1 modèle)
Format : L 1600mm x l 800mm x H 800mm





CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DU MEMORIAL ITINERANT

Besoins techniques pour l'installation

- le lieu d'accueil requiert une surface minimum de 60 m2, hors circulation et dégagement, un éclairage suffisant et devra répondre aux obligations de sécurité pour les lieux recevant du public.

- le temps d'installation dans une configuration standard est estimé à 2 heures (hors transport).

- le technicien du Mémorial assurera la mise en place scénographique et le démontage à la fin du temps d'exposition.

- prévoir des arrivées électriques dédiées pour alimenter les tables. Une prise classique 220v/16A couvre le besoin en puissance.

- prévoir un espace pour stocker les sacoches de transport des rollups.

Logistique

- la préparation en amont sera réalisée conjointement avec le service technique du Mémorial en fonction des contraintes du lieu.

- le transport est assuré par le personnel technique du Mémorial.

- l'exposition étant conditionnée en remorque, un accès direct au lieu est préconisé ainsi que du matériel de manutention si besoin.

- prévoir la présence d'un ou plusieurs personnels techniques du lieu pour l'aide à l'installation et à la désinstallation.

Exploitation

- une fiche d'état sera renseigné à la fin du montage et un état de sortie suite au démontage, signée de manière contradictoire.

- la surveillance au cours de l'exploitation est à la charge du demandeur, ainsi que la sécurité en dehors des périodes d'ouverture du lieu.

- en cas de problème au cours de l'exploitation, contacter au plus vite le ou les référents du Mémorial.

Durée et assurance

- la commune accueillant le Mémorial Itinérant devra produire une attestation d'assurance RC d'une valeur de 60 000 €.

- le prêt de l'exposition sera consenti pour une durée d'un mois (montage/démontage inclus).

Vos contacts

Réservations : Laura Py - 04 68 08 39 80 - laura.py@memorialcamprivesaltes.fr

Technique : Phillippe Jouanny - 04 68 08 39 67 - philippe.jouanny@memorialcamprivesaltes.fr

ANNEXE 15 – CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE POUR L'ACCÉS DES COMMUNES DE BANYULS-SUR-MER, CERBÈRE, PORT-VENDRES, SAINT-ANDRÉ ET SORÈDE AU LOT 2 - SERVICES VOIX ET DONNÉES MOBILES PLUS, DE L'ACCORD CADRE PROPOSÉ PAR LA CENTRALE D'ACHAT RESAH

CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES
Articles L2113-6 & L2113-7 du nouveau code de la Commande Publique

Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris

et
Communes Banyuls sur Mer, Cerbère, Port Vendres, Saint André et Sorède

Pour l'accès à l'accord cadre relatif aux services opérés de télécommunication, et notamment son lot 2 : Services voix et données mobiles « plus » (convention Resah)

1 - Constitution du groupement de commandes

Un groupement de commandes est constitué :

Entre les communes suivantes :

- ***de Banyuls sur Mer représentée par son Maire, Mme Aurèlie MAILLOLS ;***
- ***de Cerbère, représentée par son Maire, M. Christian GRAU;***
- ***de Port Vendres, représentée par son Maire, M. Grégory MARTY;***
- ***de Saint André, représentée par son Maire, M. Samuel MOLY;***
- ***de Sorède, représentée par son Maire, M. Yves PORTEIX ;***

Et la Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris (CCACVI), représentée par son Président, Grégory MARTY.

Vu le code de la commande publique et notamment les articles L2112-2, L.2113-6 et suivants relatifs aux groupements de commandes,

2 – Objet du groupement de commandes et nature des prestations

Objet : Adhésion, par le biais d'une convention de groupement, à la convention de service d'achat centralisé (SAD) avec le GIP RESAH pour l'accès à l'accord-cadre relatif aux **services de télécommunication**, notamment son **lot 2 : services voix et données mobiles Plus**, pour les communes membres du groupement.

Par délibération N°DL2026-0196 en date du 15 juin 2026, la communauté de communes a adhéré à la convention avec la centrale d'achat RESAH pour l'accès à l'accord cadre relatif aux services opérés de télécommunication, notamment son lot 2 : services voix et données mobiles plus.

Cette adhésion permet de bénéficier de tarifs plus avantageux que ceux de l'ancien marché.

Une convention de groupement de commandes est proposée aux communes ayant manifesté leur intérêt pour l'adhésion à cet accord-cadre RESAH. Cette convention est passée entre les communes de Banyuls sur Mer, Cerbère, Port Vendres, Saint André, Sorède, et la CC Albères Côte Vermeille Illibéris, en vue de bénéficier de tarifs plus avantageux sur la téléphonie.

Nature des prestations : Marché de services – (accès à un accord-cadre RESAH)

3 – Durée du groupement de commande

Le groupement de commandes est constitué pour la durée totale de la convention de service d'achat centralisé avec le RESAH.

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les parties et jusqu'à la date de fin de l'accord-cadre RESAH (ou date de notification du dernier marché subséquent).

4 - Désignation du coordonnateur

La Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris est désignée comme coordonnateur, et sera donc chargée d'intégrer lesdites communes à la convention initiale par le biais d'un avenant à la convention RESAH initiale.

5- Dispositions financières

Le coordonnateur assure ses missions à titre gracieux vis-à-vis des autres membres du groupement.

6-Engagement des membres du groupement

Chaque membre du groupement de commandes s'engage à gérer directement les besoins qui sont les siens avec le prestataire désigné dans le cadre de cet accord cadre initié par la RESAH

7- Signature et suivi de la présente convention

Le pouvoir adjudicateur de chaque membre du groupement signe les bons de commandes avec le RESAH et s'assure de leur bonne exécution.

8 – Inscription budgétaire et suivi comptable

Chaque membre du groupement inscrit le montant de l'opération qui le concerne dans le budget de sa collectivité ou de son établissement et assure l'exécution comptable du ou des marchés qui le concerne.

9- Responsabilité

Chaque membre du groupement de commandes est responsable de la part du marché dont il a la charge

10- Modalités d'adhésion au groupement

Chaque membre adhère au groupement de commande par délibération de son assemblée délibérante approuvant la présente convention.

Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commande.

L'adhésion d'un nouveau membre est acceptée par l'organe délibérant de chacun des membres du groupement. Cette adhésion est prise en compte dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

11- Sortie du groupement

Chaque membre du groupement de commande est libre de se retirer du groupement. Le retrait d'un membre du groupement est constaté par une décision selon ses règles propres, notifié au coordonnateur.

Un avenant à la présente convention sera alors passé pour entériner cette décision.

12- Contentieux

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort du Tribunal Administratif de Montpellier.

13- Résiliation de la présente convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses engagements contractuels, la convention pourra être résiliée de plein droit, à tout moment, sans recours à la justice et sans préjudice, de toute demande de dommages et intérêts, après mise en demeure restée sans effet après un délai de 10 jours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Convention de groupement de commandes
Communes Banyuls sur Mer, Cerbère, Port Vendres, Saint André, Sorède, et la CCACVI.

Fait à .....… le ….....

Les membres du groupement de commandes

Le représentant du Coordonnateur- CC Albères-Côte Vermeille- Illibéris
Mr Grégory MARTY, Président

Mairie de Banyuls sur Mer ***Mairie de Cerbère***

Mairie de Port Vendres ***Mairie de Saint André***

Mairie de Sorède

ANNEXES 16 A 20 – MISE À JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS AU 18 JUILLET 2026

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ALBÈRES CÔTE VERMEILLE ILLIBÉRIS - Tableau des effectifs des emplois permanents au 18/07/2026

FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX												
FILIÈRES	GRADES	Taux de l'emploi	Postes ouverts	Effectifs budgétaires	Postes pourvus		Postes vacants	Effectifs pourvus sur emplois budgétaires en ETP				
								Nombre d'Agents titulaires		Nombre d'Agents non titulaires		Total
					H	F		H	F	H	F	En ETP
ADMINISTRATIVE	DGS 40 à 80 000 habitants	100%	1	1,00	1	0	0	1,00	0,00	0,00	0,00	1,00
	DGA de 40 à 150 000 habitants	100%	1	1,00	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	1,00
	Attaché territorial hors classe TC	100%	3	1,00	0	1	2	0,00	1,00	0,00	0,00	1,00
	Attaché Principal TC	100%	7	6,21	0	5	2	0,00	5,00	0,00	0,00	5,00
	Attaché territorial TC	100%	9	9,00	2	6	1	2,00	5,00	0,00	1,00	8,00
	Rédacteur principal 1ère classe TC	100%	8	6,50	1	5	2	1,00	5,00	0,00	0,00	6,00
	Rédacteur principal 2ème classe TC	100%	9	7,50	0	7	2	0,00	7,00	0,00	0,00	7,00
	Rédacteur territorial TC	100%	11	10,00	0	10	1	0,00	7,00	0,00	3,00	10,00
	Adjoint Administratif principal 1ère classe TC	100%	18	17,50	0	17	1	0,00	17,00	0,00	0,00	17,00
	Adjoint administratif principal 1ère classe à TNC 28/35	80%	1	0,80	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	0,80
	Adjoint administratif principal 1ère classe à TNC 22,50/35	64,29%	1	0,64	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	0,64
	Adjoint Administratif principal 2ème classe TNC 32/35	91%	1	0,50	0	0	1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Adjoint Administratif principal 2ème classe TC	100%	5	4,50	1	3	1	1,00	3,00	0,00	0,00	4,00
	Adjoint administratif à TNC 28/35	80%	1	0,80	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	0,80
	Adjoint administratif TC	100%	10	9,00	0	9	1	0,00	8,00	0,00	1,00	9,00
TOTAL FILIÈRE ADMINISTRATIVE			**86**	**75,95**	**5**	**67**	**14**	**5,00**	**62,00**	**0,00**	**5,00**	**71,24**
	Assistant de conservation principal 2ème classe TC	100%	1	0,80	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	1,00
	Assistant de conservation TC	100%	2	2,00	0	2	0	0,00	2,00	0,00	0,00	2,00
	Adjoint du patrimoine principal 1ère classe TC	100%	12	11,00	4	6	2	4,00	6,00	0,00	0,00	10,00
	Adjoint du patrimoine principal 1ère classe à TNC 21/35	60%	1	0,60	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	0,60
	Adjoint du patrimoine principal 2ème classe TC	100%	3	3,00	0	3	0	0,00	3,00	0,00	0,00	3,00
	Adjoint du patrimoine TC	100%	14	12,00	4	7	3	4,00	7,00	0,00	0,00	11,00
	Adjoint du patrimoine à TNC 22/35	62,86%	1	0,63	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	0,63
	Adjoint du patrimoine à TNC 20/35	57,14%	1	0,57	0	0	1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL FILIÈRE CULTURELLE			**35**	**30,60**	**8**	**21**	**6**	**8**	**21,00**	**0,00**	**0,00**	**28,23**
TECHNIQUE	Ingénieur principal TC	100%	1	1,00	1	0	0	1,00	0,00	0,00	0,00	1,00
	Ingénieur TC	100%	4	3,25	2	1	1	2,00	0,00	0,00	1,00	3,00
	Technicien principal 1ère classe TC	100%	4	3,00	2	1	1	2,00	1,00	0,00	0,00	3,00
	Technicien principal 2ème classe TC	100%	3	2,00	2	0	1	2,00	0,00	0,00	0,00	2,00
	Technicien TC	100%	1	1,00	0	0	1	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
	Agent de Maîtrise principal TC	100%	8	8,00	8	0	0	8,00	0,00	0,00	0,00	8,00
	Agent de Maîtrise TC	100%	10	8,83	5	3	2	5,00	3,00	0,00	0,00	8,00
	Adjoint Technique principal 1ère classe TC	100%	16	14,50	2	12	2	2,00	12,00	0,00	0,00	14,00
	Adjoint Technique principal 2ème classe TC	100%	10	6,50	5	1	4	5,00	1,00	0,00	0,00	6,00
	Adjoint Technique principal 2ème classe à TNC 20/35	57,14%	1	0,57	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	0,57
	Adjoint Technique TC	100%	29	27,33	9	16	4	9,00	16,00	0,00	1,00	26,00
	Adjoint Technique à TNC 30/35	85,71%	2	1,71	0	2	0	0,00	2,00	0,00	0,00	1,71
	Adjoint Technique à TNC 28/35	80,00%	4	2,40	0	3	1	0,00	3,00	0,00	0,00	2,40
	Adjoint Technique à TNC 26/35	74,29%	2	1,11	0	1	1	0,00	1,00	0,00	0,00	0,74
	Adjoint Technique à TNC 20/35	57,14%	2	1,14	0	0	2	0,00	1,00	0,00	1,00	1,14
	Adjoint Technique à TNC 17,5/35	50,00%	2	1,00	0	0	2	0,00	0,00	0,00	1,00	0,50
TOTAL FILIÈRE TECHNIQUE			**99**	**83,36**	**36**	**41**	**22**	**36**	**41**	**0**	**5,00**	**79,07**

ANIMATION	Animateur principal 1ère classe TC	100%	6	3,50	3	0	3	3,00	0,00	0,00	0,00	3,00
	Animateur principal 2ème classe TC	100%	8	5,50	4	1	3	4,00	1,00	0,00	0,00	5,00
	Animateur TC	100%	12	9,50	6	4	2	6,00	4,00	0,00	0,00	10,00
	Adjoint d'animation principal 1ère classe TC	100%	15	14,50	1	13	1	1,00	13,00	0,00	0,00	14,00
	Adjoint d'animation principal 1ère classe à TNC 32/35	91,43%	1	0,91	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	0,91
	Adjoint d'animation principal 1ère classe à TNC 31,5/35	90%	1	0,90	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	0,90
	Adjoint d'animation principal 1ère classe à TNC 31/35	88,57%	1	0,89	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	0,89
	Adjoint d'animation principal 1ère classe à TNC 28/35	80%	2	1,60	0	2	0	0,00	2,00	0,00	0,00	1,60
	Adjoint d'animation principal 1ère classe à TNC 18,5/35	52,86%	1	0,53	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	0,53
	Adjoint d'animation principal 1ère classe à TNC 17,5/35	50%	1	0,50	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	0,50
	Adjoint d'animation principal 2ème classe TC	100%	15	13,50	5	7	3	5,00	7,00	0,00	0,00	12,00
	Adjoint d'animation principal 2ème classe à TNC 32/35	91,43%	9	8,00	0	8	1	0,00	8,00	0,00	0,00	7,31
	Adjoint d'animation principal 2ème classe à TNC 31/35	88,57%	1	0,89	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	0,89
	Adjoint d'animation principal 2ème classe à TNC 30/35	85,71%	9	7,71	1	8	0	1,00	8,00	0,00	0,00	7,71
	Adjoint d'animation principal 2ème classe à TNC 29/35	80%	2	1,60	1	1	0	1,00	1,00	0,00	0,00	1,60
	Adjoint d'animation principal 2ème classe à TNC 28/35	80%	4	3,20	2	2	0	1,00	1,00	1,00	1,00	3,20
	Adjoint d'animation principal 2ème classe à TNC 25/35	71,43%	2	0,95	0	1	1	0,00	1,00	0,00	0,00	0,71
	Adjoint d'animation principal 2ème classe à TNC 20/35	57,14%	2	1,14	0	2	0	0,00	2,00	0,00	0,00	1,14
	Adjoint d'animation principal 2ème classe à TNC 18/35	51,43%	1	0,51	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	0,51
	Adjoint d'animation TC	100%	10	8,50	1	5	4	1,00	5,00	0,00	0,00	6,00
	Adjoint d'animation à TNC 32/35	91,43%	2	1,83	1	1	0	1,00	1,00	0,00	0,00	1,83
	Adjoint d'animation à TNC 31/35	88,57%	7	6,20	3	3	1	3,00	3,00	0,00	0,00	5,31
	Adjoint d'animation à TNC 30/35	85,71%	10	8,57	3	6	1	3,00	6,00	0,00	0,00	7,71
	Adjoint d'animation à TNC 29/35	82,86%	4	3,31	1	3	0	1,00	3,00	0,00	0,00	3,31
	Adjoint d'animation à TNC 28/35	80%	20	14,93	4	8	8	4,00	6,00	0,00	2,00	9,60
	Adjoint d'animation à TNC 25/35	71,43%	6	3,81	1	5	0	0,00	4,00	1,00	1,00	4,29
	Adjoint d'animation à TNC 24/35	68,57%	1	0,69	1	0	0	1,00	0,00	0,00	0,00	0,69
	Adjoint d'animation à TNC 23/35	65,71%	2	1,31	1	0	1	1,00	0,00	0,00	0,00	0,66
	Adjoint d'animation à TNC 20/35	57,14%	6	3,43	1	3	2	0,00	3,00	1,00	0,00	2,29
	Adjoint d'animation à TNC 17,5/35	50%	2	1,00	0	1	1	0,00	1,00	0,00	0,00	0,50
	Adjoint d'animation à TNC 8/35	23%	1	0,23	1	0	0	0,23	0,00	0,00	1,00	0,28
	Adjoint d'animation à TNC 7/35	20%	1	0,20	1	0	0	0,20	0,00	0,00	1,00	0,24
	Adjoint d'animation à TNC 4/35	11%	2	0,23	0	2	0	0,00	0,00	0,00	2,00	0,23
TOTAL FILIÈRE ANIMATION			**167**	**130,08**	**42,00**	**93,00**	**32,00**	**37,43**	**87,00**	**3,00**	**8,00**	**115,35**
MÉDICO TECHNIQ	Cadre de santé	100%	1	1,00	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	1,00
TOTAL FILIÈRE SOCIALE			**1**	**1,00**	**0**	**1**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**1**

	Infirmière de soins généraux de classe supérieure TC	100%	1	1,00	0	0	1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Infirmière en soins généraux TC	100%	2	2,00	0	2	0	0,00	2,00	0,00	0,00	2,00
	Puéricultrice hors classe TC	100%	1	1,00	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	1,00
	Psychologue à TNC 10/35	28,57%	1	0,29	0	0	1	0,00	0,00	0,00	1,00	0,29
	Psychologue à TNC 2/35	5,71%	1	0,06	0	0	1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Auxiliaire de puériculture de classe supérieure TC	100%	6	6,00	0	6	0	0,00	6,00	0,00	0,00	6,00
	Auxiliaire de puériculture de classe normale TC	100%	7	7,00	0	5	2	0,00	5,00	0,00	0,00	5,00
	Agent social principal 1ère classe TC	100%	21	18,50	0	17	4	0,00	17,00	0,00	0,00	17,00
	Agent social principal 1ère classe à TNC 18/35	51,43%	1	0,51	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	0,51
	Agent social principal 1ère classe à TNC 16,5/35	47,14%	1	0,47	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	0,47
	Agent social principal 2ème classe TC	100%	13	12,25	0	12	1	0,00	12,00	0,00	0,00	12,00
	Agent social principal 2ème classe à TNC 28/35	80%	1	0,80	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	0,80
	Agent social TC	100%	15	15,00	0	11	4	0,00	9,00	0,00	2,00	11,00
	Agent social à TNC 28/35	80%	3	3,00	0	1	2	0,00	1,00	0,00	0,00	0,80
	Agent social à TNC 24,5/35	70%	1	1,00	0	1	0	0,00	1,00	0,00	0,00	0,70
	Agent social à TNC 17,5/35	50,00%	3	1,50	0	0	3	0,00	0,00	0,00	1,00	0,50
	Agent social à TNC 18/35	51,43%	1	0,51	0	0	1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL FILIÈRE MÉDICO SOCIALE			**79**	**70,89**	**0**	**59**	**20**	**0**	**57**	**0**	**4**	**58,07**
SOCIALE	Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle TC	100%	7	7,00	0	7	0	0,00	7,00	0,00	0,00	7,00
	Educateur de jeunes enfants TC	100%	13	13,00	1	6	6	1,00	6,00	0,00	3,00	10,00
	Assistant socio-éducatif à TNC 20/35	57,14%	1	0,57	0	0	1	0,00	0,00	0,00	1,00	0,57
TOTAL FILIÈRE SOCIALE			**21**	**21**	**1**	**13**	**7**	**1**	**13**	**0**	**4**	**18**
SPORTIVE	Conseiller des activités physiques et sportives	100%	1	1,00	0	0	1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Educateur des activités physiques et sportives principal 2ème classe TC	100%	2	0,42	0	1	1	0,00	1,00	0,00	0,00	1,00
	Opérateur des activités physiques et sportives principal TC	100%	2	2,00	0	2	0	0,00	2,00	0,00	0,00	2,00
	Opérateur des activités physiques et sportives qualifié TC	100%	2	2,00	1	0	1	1,00	0,00	0,00	1,00	2,00
TOTAL FILIÈRE SPORTIVE			**7**	**5**	**1**	**3**	**3**	**1**	**3**	**0**	**1**	**5**
TOTAL EMPLOIS FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX			**495**	**418**	**93**	**298**	**104**	**88**	**285**	**3**	**27**	**376**

CONTRATS DE DROIT PRIVÉ-ACCORD ENTREPRISE												
EMPLOIS	GRADE DE RÉFÉRENCE	Taux d'emploi	Postes ouverts	ETP budgétés	Postes pourvus		Postes vacants	Nombre d'Agents titulaires		Nombre d'Agents non titulaires		Total
					H	F		H	F	H	F	En ETP
GEMAPI	Ingénieur principal TC	100%	1	1,00	1	0	0	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
SIG	Technicien principal 1ère classe TC	100%	1	1,00	1	0	0	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
GARAGE	Agent de maitrise TC	100%	1	1,00	1	0	0	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
Agents SIG	Technicien TC	100%	1	1,00	0	0	1	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
TOTAL DES EMPLOIS ACCORD D'ENTREPRISE			**4**	**4,00**	**3**	**0**	**1**	**0,00**	**0,00**	**4,00**	**0,00**	**4,00**

CONTRATS À DURÉE INDÉTERMINÉE DE DROIT PUBLIC												
SERVICES	EMPLOIS	Taux d'emploi	Postes ouverts	ETP budgétés	Postes pourvus		Postes vacants	Nombre d'Agents titulaires		Nombre d'Agents non titulaires		Total pourvu
					H	F		H	F	H	F	En ETP
EAJE	Éducateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle TC	100%	1	1,00	0	1	0	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
ALSH	Adjoint d'animation à TNC 6,5/35	18,57%	1	0,19	0	0	1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DSI	Technicien principal 1ère classe TC	100%	1	1,00	1	0	0	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
TOTAL DES CDI DE DROIT PUBLIC			**3**	**2,19**	**1**	**1**	**1**	**0,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**2,00**

RÉCAPITULATIF DES EMPLOIS PERMANENTS	Postes ouverts	ETP budgétés	Postes pourvus		Postes vacants	Nombres d'agents titulaires		Nombre d'agents non titulaires		Total pourvu
			H	F		H	F	H	F	en ETP
TOTAL EMPLOIS FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX	495,00	417,87	93,00	298,00	104,00	88,43	285,00	3,00	27,00	375,54
TOTAL EMPLOIS DE DROIT PRIVÉ - ACCORD D'ENTREPRISE	4,00	4,00	3,00	0,00	1,00	0,00	0,00	4,00	0,00	4,00
TOTAL EMPLOIS CDI DE DROIT PUBLIC	3,00	2,19	1,00	1,00	1,00	0,00	0,00	1,00	1,00	2,00
TOTAL GÉNÉRAL	**502,00**	**424,06**	**97,00**	**299,00**	**106,00**	**88,43**	**285,00**	**8,00**	**28,00**	**381,54**

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ALBÈRES CÔTE VERMEILLE ILLIBÉRIS - Tableau des effectifs des emplois non permanents au 18/07/2026

CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE DE DROIT PUBLIC - AGENTS RECRUTÉS SUR EMPLOI TEMPORAIRE (ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE art. L332-23-1°)

EMPLOIS	Taux d'emploi	Postes ouverts	ETP budgétés	Postes pourvus		Postes vacants	Total pourvu
				H	F		ETP
Adjoint administratif TC	100%	2	2,00	0	1	1	1,00
Adjoint administratif TNC 17,5	50%	2	0,50	0	2	0	1,00
TOTAL FILIÈRE ADMINISTRATIVE		**4**	**2,5**	**0**	**3**	**1**	**2**
Adjoint technique TC	100%	7	6,50	1	6	0	7,00
Adjoint technique TNC 25/35	71,43%	2	2,00	0	0	2	0,00
Adjoint technique TNC 20/35	57,14%	2	2,00	0	1	1	0,57
Adjoint technique TNC 19/35	54,29%	2	2,00	0	1	1	0,54
Adjoint technique TNC 17,5/35	50%	3	3,00	0	2	1	1,00
TOTAL FILIÈRE TECHNIQUE		**16**	**15,5**	**1**	**10**	**5**	**9,11**
Educateur de jeunes enfants	100%	4	4,00	0	3	1	3,00
Auxiliaire de puériculture principal	100%	1	1,00	0	1	0	1,00
Auxiliaire de puériculture de classe	100%	4	4,00	0	2	2	2,00
Agent social TC	100%	5	5,00	0	3	2	3,00
Agent social TNC 21/35	60%	1	0,60	0	0	1	0,00
Agent social TNC 20/35	57,14%	2	1,14	0	0	2	0,00
Agent social TNC 17,5/35	50%	3	1,50	0	0	3	0,00
TOTAL FILIÈRE MÉDICO SOCIALE		**20**	**17,24**	**0**	**9**	**11**	**9,00**
Adjoint d'animation TC	100%	2	2,00	0	0	2	0,00
Adjoint d'animation TNC 3/35	8,57%	1	0,09	0	0	1	0,00
Adjoint d'animation TNC 4/35	11,43%	1	0,11	0	0	1	0,00
Adjoint d'animation TNC 5/35	14,29%	2	0,29	0	1	1	0,14
Adjoint d'animation TNC 6/35	17,14%	2	0,34	0	0	2	0,00
Adjoint d'animation TNC 7/35	20%	1	0,20	1	0	0	0,20
Adjoint d'animation TNC 9/35	25,71%	1	0,26	0	0	1	0,00
Adjoint d'animation TNC 10/35	28,57%	4	1,14	1	0	3	0,29
Adjoint d'animation TNC 11/35	31,43%	2	0,63	1	0	0	0,31
Adjoint d'animation TNC 14/35	40%	4	1,60	1	0	3	0,40
Adjoint d'animation TNC 15/35	42,86%	3	1,29	0	1	1	0,43
Adjoint d'animation TNC 16/35	45,71%	2	0,91	1	0	1	0,46
Adjoint d'animation TNC 17/35	48,57%	6	2,91	0	0	6	0,00
Adjoint d'animation TNC 18/35	51,43%	4	2,06	0	1	3	0,51
Adjoint d'animation TNC 19/35	54,29%	3	1,63	0	0	3	0,00
Adjoint d'animation TNC 20/35	57,14%	6	3,43	3	1	2	2,29
Adjoint d'animation TNC 21/35	60%	1	0,60	1	0	0	0,60
Adjoint d'animation TNC 23/35	65,71%	3	1,97	0	2	1	1,31
Adjoint d'animation TNC 24/35	68,57%	2	1,37	0	1	1	0,69
Adjoint d'animation TNC 25/35	71,43%	7	5,00	0	6	1	4,29
Adjoint d'animation TNC 28/35	80,00%	1	0,80	0	1	0	0,80
TOTAL FILIÈRE ANIMATION		**58,00**	**28,63**	**9,00**	**14,00**	**33,00**	**12,71**
Opérateur des APS TC	100%	0	0,00	0	0	0	0,00
TOTAL FILIÈRE SPORTIVE		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,00**
Adjoint du patrimoine TC	100%	1	1,00	0	1	2	1,00
Adjoint du patrimoine TNC 20/35	57,14%	1	0,57	0	1	0	0,57
FILIÈRE CULTURELLE		**2**	**1,57**	**0**	**2**	**2**	**1,57**
TOTAL DES CDD DE DROIT PUBLIC ATA		**100,00**	**65,44**	**10,00**	**38,00**	**52,00**	**34,40**

CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE DE PROJET article L.332-24							
EMPLOIS	**Taux de l'emploi**	**Postes ouverts**	**Postes budgétés**	**Postes pourvus**		**Postes vacants**	**Total**
				H	**F**		**En ETP**
Attaché territorial TC	**100%**	**4**	2,67	1	0	**3**	1,00
FILIÈRE ADMINISTRATIVE		**4**	**2,67**	**1**	**0**	**3**	**1**
Technicien Principal 1ère classe TC	**100%**	**2**	2,00	0	1	**1**	1,00
FILIÈRE TECHNIQUE		**2**	**2,00**	**0**	**1**	**1**	**1**
TOTAL CDD DROIT PUBLIC		**6,00**	**4,67**	**1,00**	**1,00**	**4,00**	**2,00**

EMPLOIS AIDÉS PAR L'ÉTAT								
SERVICES	**NATURE DES CONTRATS**	**Taux de l'emploi**	**Postes ouverts**	**Postes budgétés en ETP**	**Postes pourvus**		**Postes vacants**	**Total pourvu en ETP**
					H	**F**		
Entretien berges et rivières	CDDI CAE à TNC 24/35	68,57%	18	12,34	14	2	2	**10,97**
Bâtiments / Eclairage public	Contrat d'apprentissage	100%	1	1,00	0	0	1	**0,00**
Petite Enfance	Contrat d'apprentissage	100%	2	2,00	0	0	2	**0,00**
TOTAL DES EMPLOIS AIDÉS PAR L'ÉTAT			**21**	**15,34**	**14**	**2**	**5**	**10,97**

CONTRATS SAISONNIERS article L.332-23- DISPOSITIF ARGENT DE POCHE du 6/07/2026 au 16/08/2026							
EMPLOIS	**Taux de l'emploi**	**Postes ouverts**	**Postes budgétés**	**Postes pourvus**		**Postes vacants**	**Total pourvu**
				H	**F**		**En ETP**
Adjoint technique	**50%**	**6**	0,17	0	0	**6**	0,00
FILIÈRE ADMINISTRATIVE		**6**	**0,17**	**0**	**0**	**6**	**0**
Adjoint administratif	**50%**	**5**	0,14	0	0	**5**	0,00
FILIÈRE TECHNIQUE		**5**	**0,14**	**0**	**0**	**5**	**0**
TOTAL CDD DROIT PUBLIC		**11,00**	**0,32**	**0,00**	**0,00**	**11,00**	**0,00**

RÉCAPITULATIF DES EMPLOIS NON PERMANENTS	**Postes ouverts**	**ETP budgétés**	**Postes pourvus**		**Postes vacants**	**Total pourvu**
			H	**F**		**en ETP**
TOTAL EMPLOIS D'ACCROISSEMENT D'ACTIVITE	100,00	65,44	10,00	38,00	52,00	34,40
TOTAL DES CONTRATS DE PROJETS	6,00	4,67	1,00	1,00	4,00	2,00
TOTAL DES EMPLOIS AIDES PAR L'ETAT	21,00	15,34	14,00	2,00	5,00	10,97
TOTAL DES EMPLOIS SAISONNIERS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF ARGENT DE POCHE	11,00	0,32	0,00	0,00	11,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL	**138,00**	**85,77**	**25,00**	**41,00**	**72,00**	**47,37**

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ALBÈRES CÔTE VERMEILLE ILLIBÉRIS -budget annexe de la régie des eaux-service eau- Tableau des effectifs des emplois au18/07/2026

FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX										
FILIÈRES	GRADES	Taux d'emploi	Postes ouverts	Effectif budgété	POSTES POURVUS		POSTES VACANTS	Postes pourvus ETP		
					H	F		H	F	TOTAL
	Rédacteur principal 1ère classe TC	100%	1	1	0	1	0	0,00	1,00	1,00
TOTAL FILIÈRE ADMINISTRATIVE			1	1	0	1	0	0,00	1,00	1,00
	Agent de Maîtrise principal TC	100%	1	1	0	1	0	0,00	1,00	1,00
	Agent de Maîtrise TC	100%	3	3	3	0	0	3,00	0,00	3,00
TOTAL FILIÈRE TECHNIQUE			4	4	3	1	0	3,00	1,00	4,00
TOTAL EMPLOIS FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX			5	5	3	2	0	3	2	5

RÉGIE DES EAUX - CONTRATS DE DROIT PRIVÉ										
EMPLOIS	GRADE DE RÉFÉRENCE	Taux d'emploi	CONVENTION	Postes ouverts	Effectif budgété	Postes pourvus		Postes vacants	Postes pourvus ETP		
						H	F		H	F	TOTAL
	Technicien principal de 2ème classe TC	100%	ACCORD ENTREPRISE	1	0,58	0	0	1	0,00	0,00	0,00
	Technicien TC	100%		3	2,42	3	0	0	3,00	0,00	3,00
	Agent de maitrise principal TC	100%		2	2,00	2	0	0	2,00	0,00	2,00
Laboratoire / qualité de l'eau	Technicien principal 2ème classe TC	100%		2	1,33	0	2	0	0,00	2,00	2,00
	Technicien TC	100%		1	0,67	1	0	0	1,00	0,00	1,00
	Agent de maitrise principal TC	100%		1	0,50	0	0	1	0,00	0,00	0,00
	Agent de maitrise TC	100%		5	4,50	4	0	1	4,00	0,00	4,00
	Adjoint technique principal 1ère classe TC	100%		3	3,00	2	0	1	2,00	0,00	2,00
	Adjoint technique principal 2ème classe TC	100%		3	1,00	1	0	2	1,00	0,00	1,00
	Adjoint technique TC	100%		10	10,00	10	0	0	10,00	0,00	10,00
	Adjoint administratif principal de 2ème classe	100%		1	0,08	0	0	1	0,00	0,00	0,00
	Adjoint administratif	100%		4	3,92	0	4	0	0,00	4,00	4,00
TOTAL DES EMPLOIS RÉGIE DES EAUX				36	30,00	23	6	7	23,00	6	29

CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE DE DROIT PRIVÉ - RÉGIE DES EAUX - ACCORD D'ENTREPRISE										
EMPLOIS	GRADE DE RÉFÉRENCE	TAUX D'EMPLOI	CONVENTION	Postes ouverts	Effectif budgété	POSTES POURVUS		POSTES VACANTS	Postes pourvus ETP		
						H	F		H	F	TOTAL
Agent administratif	Adjoint administratif TC	100%	ACCORD ENTREPRISE	2	2	0	2	0	0,00	2,00	2,00
Chargé de mission	Rédacteur TC	100%	ACCORD ENTREPRISE	1	1	0	1	0	0,00	1,00	1,00
Argent de poche	Adjoint technique -emplois saisonniers	46%	ACCORD ENTREPRISE	5	0,13	0	0	5	0,00	0,00	0,00
TOTAL CDD DROIT PRIVÉ				8	3,13	0	3	5	0	3	3

RÉCAPITULATIF	Postes ouverts	ETP budgété	Postes pourvus		Postes vacants	Nombres d'agents titulaires		Nombre d'agents non titulaires		Total pourvu en ETP
			H	F	TOTAL	H	F	H	F	
TOTAL EMPLOIS FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX	5,00	5,00	3,00	2,00	0,00	3,00	2,00	0,00	0,00	5,00
TOTAL EMPLOIS DE DROIT PRIVÉ RÉGIE DES EAUX	36,00	30,00	23,00	6,00	7,00	0,00	0,00	23,00	6,00	29,00
TOTA EMPLOIS CDD DE DROIT PRIVÉ COMPRENANT LE DISPOSITIF ARGENT DE POCHE	8,00	3,13	0,00	3,00	5,00	5,00	0,00	0,00	3,00	3,00
TOTAL GÉNÉRAL	49,00	38,14	26,00	11,00	12,00	8,00	2,00	23,00	9,00	37,00

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ALBÈRES CÔTE VERMEILLE ILLIBÉRIS -budget annexe de la régie des eaux-service assainissement- Tableau des effectifs des emplois au 18/07/2026

FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX										
FILIÈRES	GRADES	Taux d'emploi	Postes ouverts	Effectifs budgétés	Postes pourvus		Postes vacants	ETP		
					H	F		H	F	TOTAL
	Adjoint Administratif principal 1ère classe TC	100%	5	5	0	5	0	0,00	5,00	5,00
TOTAL FILIÈRE ADMINISTRATIVE			**5**	**5**	**0**	**5**	**0**	**0,00**	**5,00**	**5,00**
	Ingénieur principal TC	100%	1	1	0	1	0	0,00	1,00	1,00
	Technicien principal 1ère classe TC	100%	1	1	0	0	1	0,00	0,00	0,00
	Technicien principal 2ème classe TC	100%	2	2	1	1	0	1,00	1,00	2,00
	Agent de Maîtrise principal TC	100%	2	2	2	0	0	2,00	0,00	2,00
	Agent de Maîtrise TC	100%	3	3	3	0	0	3,00	0,00	3,00
TOTAL FILIÈRE TECHNIQUE			**9**	**9**	**6**	**2**	**1**	**6,00**	**2,00**	**8,00**
TOTAL EMPLOIS FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX			**14**	**14**	**6**	**7**	**1**	**6**	**7**	**13**

RÉGIE DES EAUX - CONTRATS DE DROIT PRIVÉ											
EMPLOIS	GRADE DE RÉFÉRENCE	TAUX D'EMPLOI	CONVENTION	POSTES OUVERTS	Effectifs budgétés	POSTES POURVUS		POSTES VACANTS	ETP		
						H	F		H	F	TOTAL
Exploitation	Technicien principal 1ère classe TC	100%	ACCORD ENTREPRISE	2	2	2	0	0	2,00	0,00	2,00
Chargé d'études	Technicien principal 1ère classe TC	100%		1	1	0	1	0	0,00	1,00	1,00
	Technicien principal 2ème classe TC	100%		1	1	1	0	0	1,00	0,00	1,00
	Technicien TC	100%		1	1	1	0	0	1,00	0,00	1,00
	Agent de maitrise TC	100%		2	1	0	0	2	0,00	0,00	0,00
Laborantine / qualité de l'eau	Technicien principal 2ème classe TC	100%		1	1	0	1	0	0,00	1,00	1,00
Automaticien	Technicien principal 1ère classe TC	100%		1	1	1	0	0	1,00	0,00	1,00
Agents de réseaux - électromécaniciens - aide laboratoire	Agent de maitrise principal TC	100%		1	1	1	0	0	1,00	0,00	1,00
	Agent de maitrise TC	100%		11	11	8	1	2	8,00	1,00	9,00
	Adjoint technique principal 1ère classe TC	100%		5	5	5	0	0	5,00	0,00	5,00
	Adjoint technique principal 1ère classe TNC 21/35	100%		1	1	1	0	0	1,00	0,00	1,00
	Adjoint technique TC	100%		7	7	5	2	0	5,00	2,00	7,00
Agent administratif	Adjoint administratif principal 1ère classe TC	100%		2	2	0	2	0	0,00	2,00	2,00
TOTAL DES EMPLOIS RÉGIE DES EAUX				**36**	**35**	**25**	**7**	**4**	**25**	**7**	**32**

CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE DE DROIT PRIVÉ									
EMPLOIS	Taux d'empoi		Postes ouverts	Effectifs budgétés	Postes budgétés	Postes pourvus		Postes vacants	Total pourvu
						H	F		En ETP
Adjoint technique	100%	accord d'entreprise	**4**	**4**	4,00	3	0	**1**	1,00
Adjoint technique PGSSE	100%		**1**	**0,5**	1,00	0	1	**0**	0,00
FILIÈRE TECHNIQUE			**5**	**4,5**	**5**	**3**	**1**	**1**	**1**
TOTAL CDD DROIT PUBLIC			**5,00**	**4,50**	**5,00**	**3,00**	**1,00**	**1,00**	**1,00**

RÉCAPITULATIF DES EMPLOIS PERMANENTS ET NON PERMANENTS	Postes ouverts	ETP budgété	Postes pourvus		Postes vacants	Nombres d'agents titulaires		Nombre d'agents contractuels		Total pourvu en ETP
			H	F	TOTAL	H	F	H	F	
TOTAL EMPLOIS FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX	14	14	6	7	1	6	7,00	0,00	0,00	13,00
TOTAL EMPLOIS DE DROIT PRIVÉ EN CDI	36	35	25	7	4	0	0,00	6,00	7,00	32,00
TOTA EMPLOIS CDD DE DROIT PRIVÉ	5	4,50	3	1	1	0	0,00	3,00	1,00	1,00
TOTAL GÉNÉRAL	**55**	**53,50**	**34**	**15**	**6**	**6**	**7,00**	**9,00**	**8,00**	**46,00**

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ALBÈRES CÔTE VERMEILLE ILLIBÉRIS - BUDGET DES DECHETS_ Tableau des effectifs des emplois permanents au 18/07/2026

FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX												
FILIÈRES	GRADES	Taux de l'emploi	Postes ouverts	Effectifs budgétés	Postes pourvus		Postes vacants	Nombre d'Agents titulaires		Nombre d'Agents non titulaires		Total pourvu
					H	F		H	F	H	F	en ETP
	Adjoint Administratif principal 2ème classe TC	100%	1	1	0	1	0	0	1	0,00	0,00	1,00
TOTAL FILIÈRE ADMINISTRATIVE			**1**	**1**	**0**	**1**	**0**	**0**	**1**	**0,00**	**0,00**	**1,00**
	Adjoint social	100%	1	0,5	0	1	0	0	1	0,00	0,00	1,00
TOTAL FILIÈRE ADMINISTRATIVE			**1**	**0,5**	**0**	**1**	**0**	**0**	**1**	**0,00**	**0,00**	**1,00**
TECHNIQUE	Ingénieur principal TC	100%	1	1	1	0	0	1	0	0,00	0,00	1,00
	Ingénieur TC	100%	1	1	1	0	0	1	0	0,00	0,00	1,00
	Technicien principal 1ère classe TC	100%	2	1,5	0	1	1	0	1	0,00	0,00	1,00
	Technicien principal 2ème classe TC	100%	4	3,5	4	0	0	4	0	0,00	0,00	4,00
	Technicien TC	100%	4	4	1	0	3	1	0	0,00		1,00
	Agent de Maîtrise principal TC	100%	4	4	4	0	0	4	0	0,00	0,00	4,00
	Agent de Maîtrise TC	100%	12	12	8	0	4	8	0	0,00	0,00	8,00
	Adjoint Technique principal 1ère classe TC	100%	28	28	28	0	0	28	0	0,00	0,00	28,00
	Adjoint Technique principal 2ème classe TC	100%	17	17	14	0	3	14	0	0,00	0,00	14,00
	Adjoint Technique TC	100%	42	41,5	39	0	3	39	0	0,00	0,00	39,00
TOTAL FILIÈRE TECHNIQUE			**115**	**113,5**	**100**	**1**	**14**	**100**	**1**	**0**	**0**	**101**
TOTAL EMPLOIS FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX			**117**	**115**	**100**	**3**	**14**	**100**	**3**	**0**	**0**	**103**

CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE DE DROIT PUBLIC										
FILIERE	GRADE	Taux d'emploi	Postes ouverts	Effectifs budgétés	Postes pourvus		Postes vacants	Nombre d'Agents non titulaires		Total en ETP
					H	F		H	F	
TECHNIQUE	Adjoint technique TC	100%	5	5	1	0	4	1,00	0,00	1,00
FILIÈRE TECHNIQUE		**1**	**5**	**5**	**1**	**0**	**4**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
TOTAL CDD DROIT PUBLIC		**1**	**5**	**5**	**1**	**0**	**4**	**1,00**	**0,00**	**1**

RÉCAPITULATIF DES EMPLOIS PERMANENTS ET NON PERMANENTS	Postes ouverts	ETP budgétés	Postes pourvus		Postes vacants	Nombres d'agents titulaires		Nombres d'agents non titulaires		Total pourvu en ETP
			H	F		H	F	H	F	
TOTAL EMPLOIS FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX	117,00	115,00	100,00	3,00	14,00	100,00	3,00	0,00	0,00	103,00
TOTAL EMPLOIS CDD DE DROIT PUBLIC article L.332-23 CGFP	5,00	5,00	1,00	0,00	4,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
TOTAL GÉNÉRAL	**122,00**	**120,00**	**101,00**	**3,00**	**18,00**	**100,00**	**3,00**	**1,00**	**0,00**	**104,00**

ANNEXES 21 À 23 – COMITÉ INTERCOMMUNAL DES ŒUVRES SOCIALES DE LA CÔTE VERMEILLE ET DES ALBÈRES (CIOSCA) – APPROBATION DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS RELATIVE AU VERSEMENT DE LA SUBVENTION AU TITRE DE L'ANNÉE 2026

CIOSCA
COMITÉ INTERCOMMUNAL DES OEUVRES SOCIALES

RAPPORT D'ACTIVITE 2025

BUDGET

Recettes :

Subventions des communes **254 699,91** € soit un taux de 0,70 % masse salariale
Adhésion Payantes agents actifs : 837 Agents. Adhésions payantes retraités : 81 Agents
Total **13.750,00 €**
Produits Exceptionnels intérêts bancaires **2.837,85 €**
124.847,45 € Billetterie et participations
Total : **396 135,21 €**

Dépenses et action sociale :

- Achat Machines à Café : 5 748,88 €
- Chèques Vacances : **275** carnets pour un budget de **76 094,10 €**
- Tickets Restaurants : **319** carnets pour un budget de **57 679,00 €**
- AIDES (Garderie, Crèches, Classe verte, Classe Neige) 170 Remboursements partiels **(50** % **et plafonnée à 140,00 €)** par enfant. **22.223,00 €**
- Aide activités sportive : 4 116,00 €(Participation aux licences sportives et culturels pour las agents n'ayant plus d'enfants à charge 20% de remise dans la limite de 140,00 €).
- Remboursement aides loisirs : 4 693,00 €
- AIDES FINANCIERES AUX AGENTS (Montant plafonné à **500 euros** remboursable en 4 mois maximum) **5** demandes.
- CADEAU NAISSANCE **18** demandes **(150,00 €) soit 2 700,00 €**
- CADEAU DEPART EN RETRAITES **16 (170,00 €** par agent) soit **3 400,00 €** cartes cadeaux et de fleurs et paniers garnis.
- Mariage : **10** demandes **1 500,00 €**
- Décès : 786,90 €

Bilan excédentaire de 53 113, 80 € sans compter l'avance de trésorerie de 25.000,00 € à faire sur la croisière.



BILLETTERIE quantitatif et participation CIOSCA

- MEGA CASTILLET 4059 places **8 845,00 €**
- CALICEO 2018 places **10 647,00 €**
- AQUALAND **724** places **2 351,00 €**
- CINEMA ARGELES 1148 places **1 374,00 €**
- ARBRE DE NOEL RECREATIF (boissons chaudes, Goutter, Cadeaux aux enfants, Animations, Père Noel) avec les cadeaux 34 209,52€
- CINEMA DE NOEL **222** places **1 393,00 €**
- CADEAUX DE NOEL 584 enfants
- ESCAPE DIMENSION : 38 Places 1.230,00 €
- WATTER JUMP : 435,00 €
- ESCAPE GAME : 2 955,00 €
- ALBERAQUATIC **61** Places **5370,00 €**
- ONIRIA CANET **57** places **162,00 €**
- CANYONING, ARGELES AVENTURE, DROP IN : **41** places **1 100,00 €**
- ACTION GAME **40** Places 2 764,00 €
- VR SIDE : **16** inscriptions **250,00 €**
- QUIZZ SIDE : **2.196,00 €**

PARTICIPATION CULTUREL quantitatif et participation CIOSCA :

- FESTIVAL PELLICU-LIVE : 65 Places 3.082,00 €
  4.274,00 €
- Spectacle Argeles 45 Places 570,00 € en +
- Magie : **10 places** Voyage Musicale : **6 places** Grand Gala : **23 places**
- Leo Briere : **10 places** La Porte à coté : **30 entrée**
- Participation concerts autres aides billetterie : **4 693,00 €**

SORTIES, VOYAGES ORGANISES, VISITES:

- KAYAK DE MER : 33 inscriptions 19 juillet
- Arbre de Noel le 13 décembre 2025 à l'espace Jean Carrère à Argeles sur Mer, 600 personnes accueillies environ

CIOSCA

COMITÉ INTERCOMMUNAL DES OEUVRES SOCIALES

FRAIS D'ADMINISTRATION ET GESTION

AG Valmy, cadeaux, tombola : **10 107,68 €** Repas Réunions : **2 819,36 €**

Cloud : **316,80 €** Téléphone : **263,88 €** Petites Fournitures : **506,61 €**

Assurance : **2.508,16 €** Comptable **: 5 292,00 €** Couleur CE : **2.590,00 €**

Frais bancaires : **540, 45** € Commissions CB : **414,68 €**

Le Président du CIOSCA

Thierry MADERN

CIOSCA

MAIRIE ALLEE FERDINAND
BUISSON
66700 ARGELES SUR MER

Dossier financier de l'exercice en Euros
Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Activité principale de l'association :

Nous vous présentons ci-après le dossier de l'exercice.

Fait à ELNE
Le 10/02/2026

LISA RAYSSAC
COLLABORATEUR COMPTABLE

OLIVIA GARNIER
EXPERT COMPTABLE

OPTIM EX ELNE
7 AVENUE MARIE CURIE
ZAI LES AIGUES VIVES
66200 ELNE
04-68-22-50-66

CIOSCA

MAIRIE ALLEE FERDINAND
BUISSON
66700 ARGELES SUR MER

SOMMAIRE

- *Bilan actif-passif*
- *Compte de résultat*
- *Détail bilan*
- *Détail Compte de résultat*
- *Annexe*

OPTIM EX ELNE
7 AVENUE MARIE CURIE
ZAI LES AIGUES VIVES
66200 ELNE
04-68-22-50-66

BILAN ACTIF

	ACTIF	Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	**Immobilisations incorporelles**						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	7 170.00	5 025.00	2 145.00	3 579.00	1 434.00-	40.07-
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques Matériel et outillage						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées	2 500.00		2 500.00	2 995.00	495.00-	16.53-
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres						
	Total I	9 670.00	5 025.00	4 645.00	6 574.00	1 929.00-	29.34-
ACTIF CIRCULANT	**Stocks et en cours**	19 061.80		19 061.80	12 496.00	6 565.80	
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 901.50		5 901.50	1 968.50	3 933.00	199.80
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	4 495.12		4 495.12	10 349.65	5 854.53-	56.57-
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	278 146.02		278 146.02	235 753.06	42 392.96	17.98
	Charges constatées d'avance (2)	35 939.17		35 939.17	1 343.17	34 596.00	NS
	Total II	343 543.61		343 543.61	261 910.38	81 633.23	31.17
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts **(III)**						
	Primes de remboursement des emprunts **(IV)**						
	Ecarts de conversion actif **(V)**						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	353 213.61	5 025.00	348 188.61	268 484.38	79 704.23	29.69

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

CIOSCA
66700 ARGELES SUR MER

BILAN PASSIF

	PASSIF	Exercice N 31/12/2025 12	Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
FONDS PROPRES	**Fonds propres**				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	38 659.64	38 659.64		
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves pour projet de l'entité	20 000.00	20 000.00		
	Autres				
	Report à nouveau	152 086.11	181 674.89	29 588.78-	16.29-
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	53 113.80	29 588.78-	82 702.58	279.51
	Situation nette (sous total)	263 859.55	210 745.75	53 113.80	25.20
	Fonds propres consomptibles				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	263 859.55	210 745.75	53 113.80	25.20
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés	48 000.00	38 000.00	10 000.00	26.32
	Total II	48 000.00	38 000.00	10 000.00	26.32
PROVISIONS	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
	Total III				
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	31 013.06	19 406.63	11 606.43	59.81
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales				
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	5 316.00	332.00	4 984.00	NS
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance				
	Total IV	36 329.06	19 738.63	16 590.43	84.05
	Ecarts de conversion passif **(V)**				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	348 188.61	268 484.38	79 704.23	29.69

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an 19 738.63
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2025 12	Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations	13 770.00	14 555.00	785.00-	5.39-
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	127 665.30	150 996.67	23 331.37-	15.45-
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service				
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	254 699.91	227 317.11	27 382.80	12.05
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Utilisations des fonds dédiés		6 000.00	6 000.00-	100.00-
Autres produits				
Total I	396 135.21	398 868.78	2 733.57-	0.69-
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises	281 398.20	345 556.24	64 158.04-	18.57-
Variation de stock	6 565.80-	3 727.33-	2 838.47-	76.15-
Autres achats et charges externes	28 560.36	26 756.68	1 803.68	6.74
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés				
Salaires et traitements				
Charges sociales				
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 434.00	1 434.00		
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés	10 000.00	38 000.00	28 000.00-	73.68-
Autres charges	31 032.50	26 239.69	4 792.81	18.27
Total II	345 859.26	434 259.28	88 400.02-	20.36-
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	50 275.95	35 390.50-	85 666.45	242.06

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2025 12	Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
Produits financiers				
De participation	2 837.85	3 119.67	281.82-	9.03-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	2 837.85	3 119.67	281.82-	9.03-
Charges financieres				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)	2 837.85	3 119.67	281.82-	9.03-
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	53 113.80	32 270.83-	85 384.63	264.59
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion		3 592.05	3 592.05-	100.00-
Sur opérations en capital		1 555.00	1 555.00-	100.00-
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V		5 147.05	5 147.05-	100.00-
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion		910.00	910.00-	100.00-
Sur opérations en capital		1 555.00	1 555.00-	100.00-
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI		2 465.00	2 465.00-	100.00-
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		2 682.05	2 682.05-	100.00-
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I+III+V)	398 973.06	407 135.50	8 162.44-	2.00-
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	345 859.26	436 724.28	90 865.02-	20.81-
5. EXCEDENT OU DEFICIT	53 113.80	29 588.78-	82 702.58	279.51

DETAIL BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice N 31/12/2025 12	Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
FONDS COMMERCIAL, DROIT AU BAIL	2 145.00	3 579.00	1 434.00-	40.07-
20500000 LOGICIEL CIOSCA	7 170.00	7 170.00		
28050000 AMORT. LOGICIEL CIOSCA	5 025.00-	3 591.00-	1 434.00-	39.93-
PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES	2 500.00	2 995.00	495.00-	16.53-
26600000 AUT. PARTICIP. AIDES EXCEPTION	2 500.00	2 995.00	495.00-	16.53-
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	4 645.00	6 574.00	1 929.00-	29.34-
STOCKS ET EN COURS	19 061.80	12 496.00	6 565.80	52.54
37000000 STOCKS	19 061.80	12 496.00	6 565.80	52.54
CREANCES CLIENTS, USAGERS ET COMPTES RATTACHES	5 901.50	1 968.50	3 933.00	199.80
41100000 CLIENTS	5 901.50	1 968.50	3 933.00	199.80
AUTRES	4 495.12	10 349.65	5 854.53-	56.57-
40100000 CENTRAL FOURNISSEURS	4 495.12	4 354.12	141.00	3.24
46870000 SUBVENTIONS A RECEVOIR		5 995.53	5 995.53-	100.00-
DISPONIBILITES	278 146.02	235 753.06	42 392.96	17.98
51210000 C.I.C	13 393.16	47 646.05	34 252.89-	71.89-
51220000 LIVRET	264 752.86	188 107.01	76 645.85	40.75
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	35 939.17	1 343.17	34 596.00	NS
48600000 CHARGES CONST.D'AVANCE	35 939.17	1 343.17	34 596.00	NS
TOTAL ACTIF CIRCULANT	343 543.61	261 910.38	81 633.23	31.17
TOTAL GENERAL	348 188.61	268 484.38	79 704.23	29.69

DETAIL BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice N 31/12/2025 12	Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES - SANS DROIT DE REPRISE	38 659.64	38 659.64		
10120000 CPTE DE VARIATION DE K	38 659.64	38 659.64		
RESERVES POUR PROJET DE L'ENTITE	20 000.00	20 000.00		
10680000 AUTRES RESERVES	20 000.00	20 000.00		
REPORT A NOUVEAU	152 086.11	181 674.89	29 588.78-	16.29-
11000000 REPORT A NOUVEAU	152 086.11	181 674.89	29 588.78-	16.29-
RESULTAT DE L'EXERCICE (EXCEDENTS OU DEFICITS)	53 113.80	29 588.78-	82 702.58	279.51
SITUATION NETTE (SOUS TOTAL)	263 859.55	210 745.75	53 113.80	25.20
TOTAL FONDS PROPRES	263 859.55	210 745.75	53 113.80	25.20
FONDS DEDIES	48 000.00	38 000.00	10 000.00	26.32
19400000 COMPTES DEDIES	48 000.00	38 000.00	10 000.00	26.32
TOTAL FONDS DEDIES	48 000.00	38 000.00	10 000.00	26.32
TOTAL PROVISIONS				
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	31 013.06	19 406.63	11 606.43	59.81
40100000 CENTRAL FOURNISSEURS	29 092.94	17 566.51	11 526.43	65.62
40810000 FOURNIS.FACT.NON PARVENUE	1 920.12	1 840.12	80.00	4.35
AUTRES DETTES	5 316.00	332.00	4 984.00	NS
41100000 CLIENTS	5 200.00	100.00	5 100.00	NS
41800000 CLIENTS PROD.NON ENC.FACT	116.00	232.00	116.00-	50.00-
TOTAL DETTES	36 329.06	19 738.63	16 590.43	84.05
TOTAL GENERAL	348 188.61	268 484.38	79 704.23	29.69

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

		Exercice N 31/12/2025 12	Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
COTISATIONS		13 770.00	14 555.00	785.00-	5.39-
75600000	COTISATIONS DES MEMBRES	13 770.00	14 555.00	785.00-	5.39-
VENTES DE BIENS		127 665.30	150 996.67	23 331.37-	15.45-
70702200	VENTES MACHINE CTM	1 882.90	4 705.20	2 822.30-	59.98-
70705100	VENTES BEAUTY SUCCESS	696.40	2 494.48	1 798.08-	72.08-
70705300	VENTES PARADISE AVENTURE	1 380.00	1 147.00	233.00	20.31
70712000	ENTREES UN GRAND CRI D'AMOUR		230.00	230.00-	100.00-
70713000	VENTES AQUALAND	13 400.00	13 580.00	180.00-	1.33-
70714000	VENTES CALICEO	21 755.00	22 644.00	889.00-	3.93-
70714100	VENTES ALBERAQUATIC	2 955.00	1 685.00	1 270.00	75.37
70715000	VENTES CINEMA ARGELES	2 626.00	2 687.00	61.00-	2.27-
70715100	VENTES CINEMA CASTILLET	19 855.00	25 914.00	6 059.00-	23.38-
70715200	VENTES CINE DE NOEL	957.00	645.00	312.00	48.37
70715300	VENTES GALA DE MAGIE	255.00	523.00	268.00-	51.24-
70715310	PHILIPPE LELLOUCHE	230.00		230.00	
70715320	ENTREES CATHERINE LARA	140.00		140.00	
70715400	VENTES MARC ANTOINE LE BRET		240.00	240.00-	100.00-
70715500	VENTES VOLE EDDIE VOLE		15.00	15.00-	100.00-
70715600	VENTES COQUETTES MERCI FRANCIS		210.00	210.00-	100.00-
70715700	VENTES SPLENDEURS DE CHINE	40.00	890.00	850.00-	95.51-
70715800	VENTES PAUL DE SAINT SERNIN	40.00		40.00	
70715900	THEATRE LA PORTE D'A COTE	360.00		360.00	
70715910	VENTES ARNAUD DEMANCHE	231.00		231.00	
70716000	VENTES DEFERLANTES		2 139.00	2 139.00-	100.00-
70716200	ESPACE DIMENSION	105.00	860.00	755.00-	87.79-
70716300	VENTE BACCHUS		2 246.00	2 246.00-	100.00-
70716310	VENTES GREENLAND	152.00-		152.00-	
70716320	VENTE CERISE SUR LE CHATEAU		125.00	125.00-	100.00-
70716330	VENTES PELLICULIVE		2 378.00	2 378.00-	100.00-
70716400	GAME SIDE	1 550.00	2 361.00	811.00-	34.35-
70717000	PARTICIPATION TICKETS RESTAURA	22 649.00	23 853.00	1 204.00-	5.05-
70717100	PARTICIPATION ANCV	35 721.00	24 793.00	10 928.00	44.08
70719000	SORTIE KAYAK	390.00		390.00	
70743000	VENTES ENTREES AQUARIUM	599.00	828.00	229.00-	27.66-
70760000	VENTES PORT AVENTURA		12 079.99	12 079.99-	100.00-
70761000	SORTIE ANDORRE		1 724.00	1 724.00-	100.00-
CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION		254 699.91	227 317.11	27 382.80	12.05
74010000	SUBVENTIONS MAIRIE	254 699.91	227 317.11	27 382.80	12.05
UTILISATIONS DES FONDS DEDIES			6 000.00	6 000.00-	100.00-
78940000	REPRISE FONDS DEDIES		6 000.00	6 000.00-	100.00-
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		396 135.21	398 868.78	2 733.57-	0.69-
ACHATS DE MARCHANDISES		281 398.20	345 556.24	64 158.04-	18.57-
60701000	ACHATS NOEL	34 209.52	35 332.30	1 122.78-	3.18-
60702800	ACHATS TOUTES MACHINES	7 631.78	10 237.98	2 606.20-	25.46-
60703100	ACHATS CARTES CADEAUX RETRAITE	3 400.00	5 595.00	2 195.00-	39.23-
60703200	ACHATS CARTES CADEAUX NAISSANC	2 700.00	2 700.00		
60703400	ACHATS CARTE CADEAUX MARIAGE	1 500.00	1 950.00	450.00-	23.08-
60713000	ENTREES AQUALAND	15 751.00	16 938.00	1 187.00-	7.01-
60714000	ENTREES CALICEO	32 402.00	35 449.00	3 047.00-	8.60-
60714100	ACHATS ALBERAQUATIC	2 495.00	2 035.00	460.00	22.60

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

		Exercice N 31/12/2025 12	Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
60715000	ENTREES CINEMA ARGELES	4 000.00	6 400.00	2 400.00-	37.50-
60715100	ENTREES CINEMA CASTILLET	28 700.00	34 440.00	5 740.00-	16.67-
60715200	ENTREES CINE DE NOEL	2 350.00	3 099.77	749.77-	24.19-
60715300	ENTREES GALA DE MAGIE	545.00	775.00	230.00-	29.68-
60715310	THEATRE LA PORTE D'A COTE	600.00		600.00	
60715320	PHILIPPE LELLOUCHE	255.00		255.00	
60715330	ENTREES CATHERINE LARA	90.00		90.00	
60715400	PLACES MARC ANTOINE LE BRET		375.00	375.00-	100.00-
60715500	ACHAT BILLETS VOLE EDDIE VOLE		70.00	70.00-	100.00-
60715600	LES COQUETTES MERCI FRANCIS		280.00	280.00-	100.00-
60715700	ENTREES SPLENDEURS DE CHINE		1 440.12	1 440.12-	100.00-
60715800	ENTREES UN GRAND CRI D'AMOUR		345.00	345.00-	100.00-
60715900	ACHATS PAUL DE SAINT SERNIN	150.00		150.00	
60715910	ACHATS ARNAUD DEMANCHE	160.00		160.00	
60716000	ENTREES DEFERLANTES		2 314.00	2 314.00-	100.00-
60716200	ENTREES AQUARIUM	870.40	1 011.20	140.80-	13.92-
60716300	ENTREES BACCHUS		2 618.00	2 618.00-	100.00-
60716310	ACHATS GREENLAND		10 010.00	10 010.00-	100.00-
60716320	ENTREES CERISE SUR LE CHATEAU		6 000.00	6 000.00-	100.00-
60716330	ENTREES PELLICULIVE		5 460.00	5 460.00-	100.00-
60716400	ENTREES PARADISE AVENTURE	2 480.00	1 800.00	680.00	37.78
60716700	BEAUTY SUCCESS	524.80	1 235.12	710.32-	57.51-
60717000	TICKETS RESTAURANTS	57 679.00	53 414.25	4 264.75	7.98
60717100	CHEQUES VACANCES ANCV	76 094.10	60 550.40	15 543.70	25.67
60719200	SORTIE KAYAK	825.60		825.60	
60720000	PORT AVENTURA		35 254.71	35 254.71-	100.00-
60720100	SORTIE ANDORRE		5 176.39	5 176.39-	100.00-
60730000	ESCAPE DIMENSIONS	2 555.00	1 250.00	1 305.00	104.40
60731000	GAMESIDE	3 430.00	2 000.00	1 430.00	71.50
VARIATION DE STOCK		6 565.80-	3 727.33-	2 838.47-	76.15-
60370000	VARIAT.STOCKS MARCHANDIS.	6 565.80-	3 727.33-	2 838.47-	76.15-
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES		28 560.36	26 756.68	1 803.68	6.74
60630000	P.OUT+P.EQUIP+F.DIVERSES	448.86	119.99	328.87	274.08
60640000	FOURNITURES ADMINISTRAT.	506.61	1 618.69	1 112.08-	68.70-
61340000	LOCATION TPE	244.80	244.80		
61351000	LOCATION LOGICIEL GESTION	2 906.80	3 016.80	110.00-	3.65-
61500000	ENTRETIEN & REPARATION	809.38	569.68	239.70	42.08
61600000	ASSURANCES	2 508.16	2 301.99	206.17	8.96
62260000	HONORAIRES COMPTABLES	3 180.00	2 580.00	600.00	23.26
62261000	AUTRES HONORAIRES	2 112.00	2 100.00	12.00	0.57
62341000	GERBES DECES	786.90	300.00	486.90	162.30
62342000	FETE DES MERES		856.63	856.63-	100.00-
62510000	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	5.30		5.30	
62560000	MISSIONS ET RECEPTIONS	905.50		905.50	
62571000	RECEPTIONS REPAS AG	10 107.68	7 875.58	2 232.10	28.34
62572000	RECEPTION REPAS BUREAU	2 819.36	4 195.69	1 376.33-	32.80-
62620000	TELEPHONE PORTABLE	263.88	239.88	24.00	10.01
62700000	SERVICES BANCAIRES	540.45	333.03	207.42	62.28
62710000	COMMISSIONS CB	414.68	403.92	10.76	2.66

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2025 12	Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS	1 434.00	1 434.00		
68110000 DOT AMORT DES IMMOB.	1 434.00	1 434.00		
REPORTS EN FONDS DEDIES	10 000.00	38 000.00	28 000.00-	73.68-
68940000 COMPTES DEDIES	10 000.00	38 000.00	28 000.00-	73.68-
AUTRES CHARGES	31 032.50	26 239.69	4 792.81	18.27
65800000 PERTES DIVERSES	0.50		0.50	
65801000 RMBT BILLETS SPECTACLES	4 693.00	2 146.03	2 546.97	118.68
65802000 AIDES ENFANTS CLSH	22 223.00	22 907.66	684.66-	2.99-
65804000 AIDE ACTIVITES SPORTIVES	4 116.00	1 186.00	2 930.00	247.05
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	345 859.26	434 259.28	88 400.02-	20.36-
RESULTAT D'EXPLOITATION	50 275.95	35 390.50-	85 666.45	242.06
PRODUITS FINANCIERS DE PARTICIPATION	2 837.85	3 119.67	281.82-	9.03-
76100000 INTERETS BANCAIRES	2 837.85	3 119.67	281.82-	9.03-
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	2 837.85	3 119.67	281.82-	9.03-
RESULTAT FINANCIER	2 837.85	3 119.67	281.82-	9.03-
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	53 113.80	32 270.83-	85 384.63	264.59
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION		3 592.05	3 592.05-	100.00-
77100000 PROD.EXCEPT.S/OP.GESTION		3 592.05	3 592.05-	100.00-
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS EN CAPITAL		1 555.00	1 555.00-	100.00-
77560000 PCEAC AIDES EXCEPTIONNELLES		1 555.00	1 555.00-	100.00-
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS		5 147.05	5 147.05-	100.00-
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION		910.00	910.00-	100.00-
67180000 AUTRES CHARGES EXCEPTION.		910.00	910.00-	100.00-
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS EN CAPITAL		1 555.00	1 555.00-	100.00-
67560000 VCEAC AIDES EXCEPTIONNELLES		1 555.00	1 555.00-	100.00-
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES		2 465.00	2 465.00-	100.00-
RESULTAT EXCEPTIONNEL		2 682.05	2 682.05-	100.00-
TOTAL DES PRODUITS	398 973.06	407 135.50	8 162.44-	2.00-
TOTAL DES CHARGES	345 859.26	436 724.28	90 865.02-	20.81-
EXCEDENT OU DEFICIT	53 113.80	29 588.78-	82 702.58	279.51

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 348 188.61 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 396 135.21 Euros et dégageant un excédent de 53 113.80 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Le CIOSCA est un comité d'oeuvres sociales dont l'objet est de renforcer la solidarité entre les agents des diverses collectivités membres.
Au-delà de la gestion des prestations sociales, il promeut les activités culturelles et de loisirs au profit de ses adhérents.
Fonds dédiés 48000€ suite à une croisière et des sorties reportées.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Les immobilisations sont enregistrées au coût d'achat.

Le logiciel est amorti en linéaire sur 5 ans.

Le stock est valorisé selon la méthode des premiers entrés premiers sortis.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Le fait générateur retenu pour les cotisations des adhérents est l'appel.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	7 170		
Autres participations	2 995		1 600
TOTAL	2 995		1 600
TOTAL GENERAL	10 165		1 600

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			7 170	7 170
Autres participations		2 095	2 500	2 500
TOTAL		2 095	2 500	2 500
TOTAL GENERAL		2 095	9 670	9 670

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	3 591	1 434		5 025
TOTAL GENERAL	3 591	1 434		5 025

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	1 434				
TOTAL GENERAL	1 434				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	38 660				38 660
Réserves	20 000				20 000
Report à nouveau	181 675			29 589	152 086
Excédent ou déficit de l'exercice	29 589-		82 703		53 114
Situation nette	210 746		82 703	29 589	263 860
TOTAL I	210 746		82 703	29 589	263 860

ANNEXE

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation	38 000	38 000				48 000	48 000
Subventions Mairies	38 000	38 000				48 000	48 000
TOTAL	38 000	38 000				48 000	48 000

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Produits à recevoir

Détail des produits à recevoir

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	35 939
Total	35 939

Détail des charges constatées d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Logiciel gestion	1 079		
Serveur cloud	264		
Croisière 2026	34 596		
Total	35 939		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Détail des produits constatés d'avance

CONVENTION D'OBJECTIFS

VU l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001,

VU les lois 2007 – 148 du 2 février 2007 relative à la modernisation de la fonction publique et 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale,

CONSIDERANT que les collectivités territoriales peuvent faire appel à des organismes sociaux sans but lucratif pour assurer la mise en place de la politique d'action sociale à destination de leurs agents territoriaux,

CONSIDERANT que les associations recevant une subvention annuelle d'un montant supérieur à 23.000-€, sont dans l'obligation de conclure une convention définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée, avec l'organisme allouant la subvention,

ENTRE LES SOUSSIGNES : Communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris, ci-après désignée « La CC ACVI », représentée par M Grégory MARTY, agissant en qualité de Président dûment habilité par délibération du 03 avril 2026 **D'UNE PART,**

ET : L'Association « Comité Intercommunal des Œuvres Sociales Albères Côte Vermeille », ci-après désignée « Le Bénéficiaire », représentée par M. Thierry MADERN, agissant en qualité de Président, **D'AUTRE PART,**

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : **OBJET.**

Pour mettre en place la politique d'action sociale destinée à son personnel et ce afin de promouvoir les activités d'animation, culturelles, sportives et éducatives et d'aider les agents à faire face ponctuellement à des situations difficiles, la CC ACVI met à disposition du bénéficiaire les moyens matériels, financiers et humains définis aux articles suivants.

Ces dispositions visent à établir entre la CC ACVI et le Bénéficiaire un partenariat durable avec une volonté commune de promotion des activités mentionnées au précédent alinéa, la présente convention est établie pour l'année 2026.

ARTICLE 2 : **MOYENS MATERIELS.**

La CC ACVI met gratuitement à disposition du bénéficiaire des salles ou des bureaux pour répondre aux besoins ponctuels de l'association.

Sans qu'il soit fait plus ample description, le bénéficiaire déclare avoir connaissance des lieux et les prendre en l'état.

La CC ACVI pourra ponctuellement mettre à disposition du bénéficiaire d'autres moyens matériels sous réserve que les demandes soient formulées dans le respect des procédures en vigueur, dans des délais compatibles avec leur traitement par les services intercommunaux, et dans la limite des disponibilités pour le type d'équipements concernés.

ARTICLE 3 : **ASSURANCES.**

Le bénéficiaire devra justifier à tout moment de tous contrats d'assurances de nature à dégager expressément la responsabilité de la CC ACVI pour quelque cause que ce soit du

chef de son exploitation ou du chef de ses activités. Il s'engage à exploiter les lieux en conformité avec les règles et usages établis et à restituer ceux-ci en leur état initial au terme de la convention.

ARTICLE 4 : **RESILIATION.**

Le non-respect des prescriptions visées ci-dessus entraînera d'une part, la résiliation de la convention, d'autre part, la remise en état des locaux aux frais exclusifs du Bénéficiaire.

La présente convention serait rendue caduque en cas de dissolution éventuelle de l'association Bénéficiaire.

ARTICLE 5 : **MOYENS FINANCIERS.**

En participation aux charges d'exploitation de l'association Bénéficiaire, la CC ACVI alloue une subvention de fonctionnement dont le montant est déterminé annuellement en fonction de la masse salariale de la CC ACVI constatée au titre de l'exercice écoulé. Cette base de calcul permet d'estimer le nombre de bénéficiaires des prestations visées à l'article 1er et prises en charge par le CIOSCA.
Pour l'année 2026, le calcul de la masse salariale multiplié par le taux de cotisation applicable à toutes les collectivités membres (actuellement de 0,85%) s'établit à un montant de subvention de 145 185 € (cent quarante-cinq mille cent quatre-vingt-cinq euro).

Cette subvention est imputée au budget de la CC ACVI au chapitre 65.

ARTICLE 6 : **COMPTES ET BILANS.**

Le bénéficiaire s'engage à remettre à la CC ACVI, avant le 30 avril de chaque exercice, la copie certifiée conforme des documents retraçant son exploitation pour l'exercice écoulé et son bilan au 31 décembre de l'exercice écoulé.

Le bénéficiaire s'engage à justifier à tout moment avec précision de l'utilisation des subventions allouées et tiendra sa comptabilité à disposition de la CC ACVI.

Le bénéficiaire devra être en mesure de produire à la demande de la CC ACVI le compte-rendu annuel de ses activités. Les dirigeants de l'association Bénéficiaire rencontreront au moins une fois par an les représentants de la CC ACVI pour évaluer les conditions d'application de la convention.

ARTICLE 7 : **MOYENS HUMAINS.**

Les activités de l'association bénéficiaire sont essentiellement assurées par du personnel bénévole. Toutefois, pour assurer la communication à destination du personnel, la gestion administrative et financière, la CC ACVI met à disposition du bénéficiaire, à l'année un demi-poste sis à la Direction des Ressources Humaines/accueil du siège, et ce à titre gratuit, le temps que ce dernier puisse réaliser le recrutement d'un salarié.

FAIT À ARGELES SUR MER, le _____.

POUR LE BÉNÉFICIAIRE

Le Président du CIOSCA
Thierry MADERN

POUR LA CC ACVI

Le Président
Grégory MARTY

ANNEXE 24 – MISE À DISPOSITION INDIVIDUELLE D'UN AGENT DE LA CC ACVI AUPRÈS DE LA COMMUNE D'ORTAFFA

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL

Entre la **Communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris**, dont le siège est situé à 3 impasse Charlemagne, B.P. 90103, 66704 ARGELES-SUR-MER CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Grégory MARTY,

Et **la Commune d'Ortaffa**, dont le siège est situé l'Hôtel de Ville, 19 Rue du château 66560 Ortaffa, représentée par le Maire, Monsieur Pierre ORTAL, agissant ès qualité et domicilié audit siège,

Ci-après désignées, les parties

Il est convenu ce qui suit :

1. Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition, à titre onéreux, de Madame [redacted] auprès de la Commune d'Ortaffa.

2. Prise d'effet et durée de la convention

La présente convention est conclue pour une **durée de 12 mois à compter du 24 août 2026.**

3. Dispositions générales

Madame [redacted], agent intercommunal à temps non complet 32/35èmes, est mise à disposition de la Commune d'Ortaffa, pour exercer les fonctions suivantes : **assistante au personnel enseignant pour l'accueil et l'hygiène des enfants en classe maternelle.**

Madame [redacted] est titulaire du CAP Petite Enfance.

Durant cette mise à disposition, il sera fait application des dispositions en la matière prévues par le statut de la fonction publique territoriale, et notamment les articles L512-6 et suivants du Code général de la fonction publique, le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 modifié, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux et de tous les autres textes qui les complèteraient ou les remplaceraient.

Madame [redacted] continue à faire partie du personnel de la Communauté de communes pendant la quotité d'emploi au titre de laquelle elle est mise à disposition. A ce titre, sa situation administrative sera gérée selon les dispositions suivantes :

Pour ce qui concerne la Communauté de communes, celle-ci :

- gère la carrière et la rémunération de Madame [redacted],
- délivre, le cas échéant, les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle la concernant,
- prend à sa charge les seules actions de formation dispensées par le CNFPT dont Madame [redacted] pourrait bénéficier, dans le cadre de la cotisation annuelle versée à cet établissement.

PROJET

Pour ce qui relève de la Commune d'Ortaffa, celle-ci :

- fixe les conditions de travail, notamment la durée hebdomadaire et la bourse des congés de Madame [redacted] et établit le compte rendu de l'entretien professionnel annuel,
- prend en charge toutes les dépenses engagées au titre de la formation de Madame [redacted], qui ne relèvent pas de la cotisation annuelle versée au CNFPT par la Communauté de communes,
- prend en charge directement ou rembourse à l'intéressée les frais relatifs à ses déplacements professionnels,
- s'engage à respecter, vis-à-vis de Madame [redacted], les dispositions qui lui sont applicables en matière de suivi médical, d'hygiène et de sécurité au même titre que celles applicables à ses propres salariés,
- s'engage à faire connaître à la Communauté de communes tout événement susceptible d'avoir une incidence sur la carrière de l'agent (absence, maladie, accident, question disciplinaire), et / ou de nature à mettre en cause sa responsabilité d'employeur.

La Commune d'Ortaffa s'engage à transmettre chaque année à la Communauté de communes, après entretien individuel, un rapport sur la manière de servir de l'agent mis à disposition, afin qu'il puisse être procédé à son évaluation.

En cas de congé de maladie ou accident de service survenu à l'occasion de l'exercice des fonctions, le statut général de la fonction publique territoriale est applicable à l'intéressée.

4. Formalités de mise à disposition

La Commune d'Ortaffa communique à la Communauté de communes par courrier un descriptif de l'activité confiée à Madame [redacted] et comprenant notamment :

- la fonction exercée
- les activités liées à l'exercice de cette fonction
- les compétences attendues dans cette fonction (connaissances, savoir-faire, etc.)
- les exigences du poste (niveau de formation, diplômes, expérience professionnelle requise, etc.)
- les sujétions éventuelles auxquelles l'intéressée est soumise.

5. Rémunération, couverture sociale et avantages

Pendant la quotité d'emploi au titre de laquelle elle est mise à disposition, la Communauté de communes s'engage :

a) A assurer directement à Madame [redacted] le paiement de sa rémunération sur la base de son classement hiérarchique et indiciaire et des primes et indemnités accessoires attachées à sa situation au moment de son départ (indemnité de résidence, supplément familial de traitement, régime indemnitaire, etc.) ;
b) A faire varier la rémunération de Madame [redacted] dans les mêmes conditions que celles applicables aux autres agents intercommunaux ;
c) A garantir Madame [redacted] contre les risques couverts par le régime mixte de la Sécurité sociale et de la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales ;
d) A maintenir à Madame [redacted] le bénéfice des prestations sociales offertes à tous les agents intercommunaux (aide à la souscription d'une assurance santé labellisée, aide à la souscription d'une couverture prévoyance dans le cadre du contrat conclu par la Communauté de communes, etc.) ;

PROJET

6. *Facturation*

La Communauté de communes facturera à l'issue de 3 échéances (31/12/2026-31/03/2026-23/08/2027) à la Commune d'Ortaffa, les éléments suivants :

a) Les rémunérations mensuelles brutes totales payées à Madame [redacted] pendant la durée de la mise à disposition (le cas échéant comprenant les heures complémentaires) et tenant compte de l'évolution éventuelle de sa situation administrative. Les sommes versées à l'occasion de jours fériés, d'arrêts maladie y compris en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle, de congés annuels et / ou de congés de toute nature accordés, notamment pour suivre une formation, sont incluses dans ces rémunérations ;

b) Les charges sociales patronales assises sur ces mêmes rémunérations ;

c) Les sommes engagées par la Communauté de communes au titre des prestations sociales versées à Madame [redacted].

Le cycle de travail de l'agent étant annualisé, un bilan récapitulatif des heures réalisées sur l'année sera présenté par la Commune d'Ortaffa à la CC ACVI.

7. *Charges sociales*

A titre indicatif, il est précisé que les charges sociales visées à l'article ci-dessus comprennent :

- Les contributions de la Communauté de communes aux comptes "retraite" de l'intéressée ouverts auprès de la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales et de l'Etablissement de Retraite Additionnelle de la Fonction Publique ;
- Les contributions obligatoires de Sécurité Sociale versées à l'URSSAF au titre des risques maladie, maternité, allocations familiales, solidarité-autonomie et à la médecine du travail ;
- Les contributions obligatoires versées aux organismes paritaires de la Fonction publique territoriale (CNFPT et CDG66) ;
- La contribution patronale versée à la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales au titre du risque invalidité.

En cas d'évolution de carrière et / ou des taux de charges sociales applicables aux personnels mis à disposition ou de création de charges sociales nouvelles, celles-ci seront intégralement répercutées sur les sommes réclamées par la Communauté de communes auprès de la Commune d'ortaffa.

8. *Gestion des ressources humaines*

- **Statut de l'agent**

Madame [redacted] conserve son statut de fonctionnaire territorial pendant la durée de sa mise à disposition.

- **Avancement**

Madame [redacted] conserve ses droits à l'avancement pendant la durée de la présente convention. L'avancement est prononcé par la Communauté de communes sur proposition de la Commune d'Ortaffa, et en lien avec la direction d'origine de l'intéressée au sein de la Communauté de communes.

- **Jours de mises à disposition et congés**

PROJET

Les jours et heures au titre desquels Madame [redacted] sera mise à la disposition de la Commune d'Ortaffa portent sur les créneaux définis par le besoin du poste occupé en école maternelle selon le calendrier scolaire.

- **Rupture anticipée, renouvellement et fin de la mise à disposition**

  - **Dispositions applicables avant expiration de la période de mise à disposition**

Avant expiration de la période de mise à disposition normalement prévue, il peut être mis fin à la mise à disposition de Madame [redacted], sous réserve d'un préavis de six mois en cas de réintégration au sein de la Communauté de communes et d'un préavis de 3 mois en cas de mobilité professionnelle extérieure, et sauf accord visant à réduire ou supprimer ces délais :
- sur demande de la Communauté de communes
- sur demande de la Commune d'Ortaffa
- sur demande de l'intéressée
- sur accord des parties.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition, sur accord entre la Communauté de communes et la Commune d'Ortaffa.

  - **Dispositions applicables à l'expiration de la période de mise à disposition**

A l'expiration de la période de mise à disposition de Madame [redacted] et dans l'hypothèse où la Commune d'Ortaffa souhaiterait renouveler cette mise à disposition, une demande motivée devra être adressée à la Communauté de communes par courrier. Un délai de préavis de trois mois devra être respecté, sauf accord visant à réduire ou supprimer ce délai.

A l'expiration de la période de mise à disposition de Madame [redacted] et dans l'hypothèse où les parties souhaiteraient mettre un terme à cette mise à disposition, une demande motivée devra être adressée par courrier recommandé avec avis de réception à l'autre partie. Un délai de préavis de trois mois devra être respecté, sauf accord visant à réduire ou supprimer ce délai.

Madame [redacted] réintégrera alors les services de la Communauté de communes, dans les conditions prévues par la réglementation, ou selon les dispositions légales et réglementaires qui s'y substitueraient.

Madame [redacted] ne saurait se prévaloir d'un quelconque droit à la perception d'une indemnité de licenciement en cas de rupture anticipée ou de non renouvellement de la présente convention de mise à disposition.

9. Responsabilité de la Communauté de communes

La Communauté de communes ne saurait, en aucun cas, être tenue pour responsable des manquements et dommages causés par Madame [redacted] dans le cadre de sa mise à disposition. Ses éventuels manquements et dommages en résultant, de quelque nature qu'ils soient, relèvent du droit commun de la responsabilité.
La Commune d'Ortaffa déclare avoir souscrit une police d'assurance couvrant les risques mis à sa charge au titre de la présente convention, et notamment si sa responsabilité est susceptible d'être engagée en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle dont serait victime Madame [redacted] à l'occasion de sa mise à disposition.
La Communauté de communes a souscrit une police d'assurance ou est son propre assureur, pour les risques mis à sa charge au titre de la présente convention.

10. Propriété intellectuelle

Pour l'application des dispositions du Code de la Propriété Intellectuelle (CPI) relatives aux inventions, logiciels, créations, et plus généralement à toute œuvre de l'esprit protégée par le droit d'auteur au sens de l'article L.112-1 du CPI réalisée par les agents intercommunaux dans le cadre de leur convention de mise à disposition, la Communauté de communes reconnaît à la Commune d'Ortaffa la qualité d'employeur.

PROJET

Il appartient donc à la Commune d'Ortaffa de respecter la législation et la jurisprudence applicables en matière de propriété intellectuelle et d'accomplir auprès de l'agent mis à disposition les démarches nécessaires, notamment aux fins d'obtenir les cessions de droits souhaitées sur les œuvres de l'esprit susvisées.
Les dispositions du présent article continueront de produire leurs effets nonobstant l'expiration de la présente convention de mise à disposition.

11. Litiges

En cas de différend concernant cette convention, et au cas où la concertation n'aurait pas permis de dégager une solution amiable, tout litige éventuel sera porté devant le Tribunal administratif compétent.

Fait en double exemplaire, à Argelès-sur-Mer le …….. .

Pour la Communauté de communes,	Pour la Commune d'Ortaffa,
Le Président	Le Maire
Grégory MARTY	Pierre ORTAL

PROJET